***SOMMAIRE***

Page

**Le mot du Général de division BALERIN 3**

* **L’hôte du trimestre 5**

Général de corps d’armée CUCHE

* **Activités récentes et à venir 7**
* **Témoignages et points de vue 9**

Relancer l’étude de l’histoire **11**

Par le Colonel YAKOVLEFF

Pour que la citoyenneté française n’ait pas de frontière **21**

Par le Président A.WATTIN

La France face au déclin des États-nations **25**

Par M. le Professeur R TEBIB

La disparition de la NVA **29**

Par le Président A.WATTIN

* **Articles d’intérêt général 31**

Rapports sino-américains **33**

Par le Général (2°s) EYRAUD

Les rapports stratégiques entre la Chine et la Russie **39**

Par le Général (2°s) PARIS

La stratégie militaire américaine en Asie Pacifique **43**

Le redéploiement des troupes américaines en Europe **45**

L’organisation du commandement de le défense britannique **47**

(Trois notes du CEREMS)

* **Nouvelles du CESAT 49**

**EMSST 51**

Ouverture de la séance de rentrée **53**

Par le Colonel PESQUÉ

Cours inaugural sur les nanotechnologies **55**

Par Monsieur le Professeur J.-P. DUPUY

Allocution du Général d’armée THORETTE, CEMAT **61**

Voyage en Chine des stagiaires du mastère HEC **65**

Par le Chef d’escadron HELLUY

**ESORSEM 69**

Adresse du Ministre de la défense à la promotion « Lt-Col P. FLANDRE » **71**

**CSEM 73**

Présentation de la 119° promotion **75**

La Bataille de Mareth (Tunisie) 16 – 26 mars 1943 **77**

Par le Colonel BEMELMANS

The 1st CAV in Vietnam **83**

Par le Chef d’escadron D. CRUZILLE

**Gardons le sourire** Fiches aux Officiers d’Etat-Major **87**

Texte fourni par le Colonel (H) DECLOQUEMENT

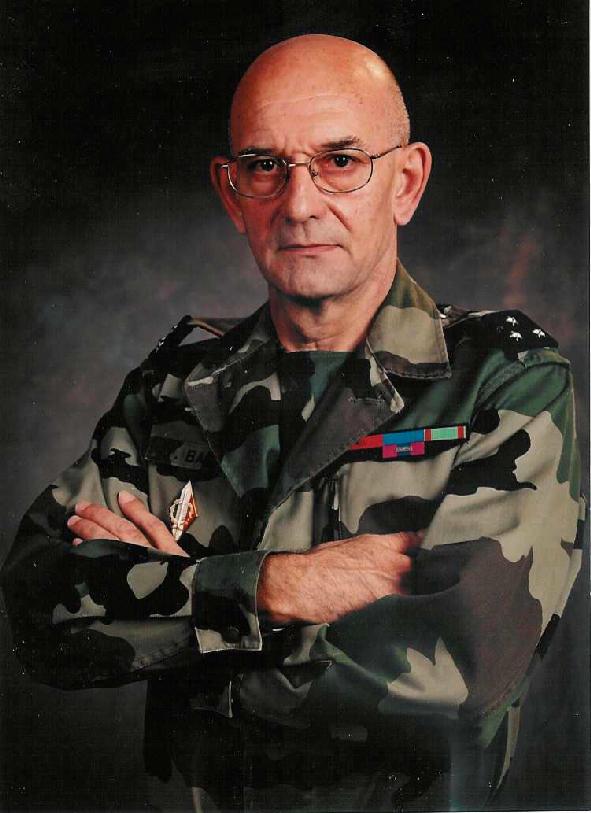
* **Notes de lecture 89**

Par le Général de corps d’armée SORRET

**Mot du Général de division BALERIN**

**Commandant le CESAT**

L

’année qui se termine a été cruciale pour le CESAT. Le collège devait en effet trouver son rythme et son âme comme toute nouvelle formation créée. C’est fait ! N’en tirez pas comme conclusion que 2006 sera l’année du rythme de croisière. Non ! 2006 sera l’année d’un dynamique « déséquilibre avant » et d’un engagement permanent. Engagement pour dispenser un enseignement toujours plus pertinent, engagement pour provoquer la réflexion et « rayonner l’armée de terre », engagement dans les travaux liés à l’évolution de l’enseignement militaire supérieur.

Le numéro des « cahiers » qui vous parvient est le numéro quatre. Je tiens à remercier l’équipe de conception pour sa qualité et le général CUCHE, inspecteur de l’armée de terre, pour avoir bien voulu en écrire l’éditorial. Les cahiers perdureront en 2006, mais sous une forme et avec un objectif qui évolueront..

L’équipe de rédaction vous en dira davantage dans le prochain numéro.

Alors que 2005 s’efface, je vous souhaite une année 2006 fructueuse, riche en satisfactions tant professionnelles que familiales.

Général de division J-P. BALERIN

**L’hôte du trimestre:**

**le Général de corps d’Armée CUCHE,**

**Inspecteur de l’armée de terre.**

*« A mesure que s’étend le domaine de la guerre,*

*l’esprit de ceux qui la font doit s’élargir aussi. »*

*Maréchal Foch*

**Le**

Collège vient de fêter son premier anniversaire. Sous l’impulsion du CoFAT, le CESAT aura donc réussi, en peu de temps, à devenir la « maison-mère » des officiers brevetés, de la grande majorité des officiers diplômés « technique » et des ORSEM. Tous, d’active ou de réserve, auront, au cours de leur deuxième partie de carrière, à tenir des fonctions importantes. Il était donc essentiel de créer **unité et cohérence** dans leur formation au service d’une même finalité opérationnelle. Car les défis de demain sont clairement identifiés : continuité dans la formation des officiers, cohérence entre l’enseignement dispensé et les emplois tenus mais aussi sélection de cadres à haut potentiel.

Néanmoins, cette volonté d’unité et de cohérence ne portera pas tous ses fruits si elle s’arrête à la seule armée de terre. En effet, la recherche d’une synergie avec les écoles « sœurs » de l’armée de l’air, de la marine et de la gendarmerie serait une garantie d’efficacité interarmées.

Au-delà du rapprochement des différentes scolarités qui se poursuit, le CESAT participe également depuis l’été 2004, au titre de son expertise, à une réflexion sur l’enseignement militaire supérieur (EMS). Ces études s’attachent à mieux adapter la formation au nouvel environnement, essentiellement interarmées. Aussi les réflexions en cours sur **la rénovation de l’EMS** ont pour objectif de garantir le niveau d’excellence des officiers de l’armée de terre, notamment ceux mis à la disposition des Armées. Les modalités précises de cette réforme prendront naturellement en compte les évolutions de l’enseignement militaire supérieur interarmées. Ainsi, après les derniers avis du Conseil de perfectionnement de l’EMS (CPEMSAT), les premières décisions pourraient être effectives dès l’été 2006.

L’évolution de la formation des officiers brevetés s’avère donc nécessaire mais resterait inachevée sans une réflexion sur les postes qu’ils doivent tenir. Dans ce domaine également, le CESAT pourrait apporter sa contribution. En effet, la gestion des officiers brevetés est dès à présent délicate. L’armée de terre est confrontée à des demandes de plus en plus nombreuses de certains organismes internationaux, interministériels ou interarmées. Cette situation pourrait générer une **double « fuite des cerveaux »** de l’armée de terre : non seulement qualitative mais aussi quantitative avec un transfert important de brevetés considérés comme « haut potentiel » vers des postes extérieurs. Il ne faut pas craindre cette tendance mais l’encadrer. C’est pourquoi, il est, dès à présent, indispensable de respecter les principes de subsidiarité et de partager des compétences entre les Armées. De plus, seule une répartition harmonieuse des brevetés, du régiment à l’administration centrale, peut créer les conditions de l’efficacité.

Néanmoins, quelles que soient les évolutions de l’enseignement dispensé et la fonction occupée, l’officier breveté ou diplômé, d’active ou de réserve, cultivera toujours, durant sa scolarité au CESAT, les mêmes valeurs immuables : la curiosité intellectuelle et la réflexion, l’humilité et le courage de ses opinions, la clairvoyance et la volonté de convaincre.

**Activités récentes et à venir**

* **OCTOBRE 2005**
* **5**: Colloque du CDEF « Armées; Faire campagne en ville » dans le cadre des rencontres « Retour d 'Expérience et Prospective », organisé en partenariat avec l’Association « Amicale de l’EMSST ».
* **6**: Conférence de l'IGA J.P. Gillyboeuf « Un projet ambitieux : la nouvelle DGSIC en préparation » (organisée par l’ AAT en partenariat avec l’AEMSST)
* **6 et 7**: Séminaire de la conférence des grandes écoles à Toulouse
* **10-12**: Voyage d'études .des stagiaires « mastère Armement » de l’EMSST, organisé par l’Association « Amicale de l’EMSST » (Colonel (H) Mouneyrat) dans la Région « Centre ».
* **17** : Conférence cycle ORSEM par le GCA de Saqui de Sannes.
* **19**: Conférence de Monsieur Michel Godet « L'avenir à contre courant des idées reçues » (organisée par l’Association « Amicale de l’EMSST »).
* **NOVEMBRE 2005**
* **7**: - Visite du GDI Garrigou-Grandchamp, général adjoint du CoFAT.

- Conférence de Monsieur X Raufer « Contre qui se bat-on ? » (organisée par le Forum du Futur en partenariat avec l’AEMSST) .

- Début des épreuves orales d'admission au BT (jusqu’au 1° décembre).

* **8 et 9** : Réunion des commandants d'écoles au CoFAT.
* **10** : Dernier jour et départ du colonel Lagache, ancien Commandant de l’EMSST.
* **14** : - Conférence cycle ORSEM.

- Reconnaissance du futur voyage d’études du CSEM en Corée (jusqu’au 20)

* **17:** Journée d’Actualisation des Connaissances « Droit » sur la fonction militaire aujourd’hui ».
* **21 :** Stage BTEMG au CSEM (jusqu’au 25).
* **23** : Séminaire "enseignants-officiers" organisé par la commission « Armées-Jeunesse ».
* **24**: - Conférence du Général J.L. PY « Le Corps Européen, son déploiement en Afghanistan et sa place dans l'Europe de la Défense », (organisée par l’Association « Amicale de l’EMSST »).
* (et 25) Participation aux journées internationales de Saint-Cyr Coëtquidan.
* **28** : Visite de travail de la DPMAT.
* **DÉCEMBRE 2005**
* **5 :** Conférence cycle ORSEM.
* **6**: Conférence de Madame Brugère-Picaux sur la « grippe aviaire » (organisée par l’ AAT en partenariat avec l’AEMSST).
* **7**: Séminaire de commandement du CESAT (jusqu’au 9).
* **23**: Fermeture administrative CESAT pour Noël et nouvel an (jusqu’au 2 janvier).
* **JANVIER 2006**
* **3** : Accueil des stagiaires alliés au CSEM.
* **5** : Début du stage de la 119° promotion du CSEM.
* **6** : Ouverture solennelle du stage CSEM par le Général Commandant le CoFAT.
* **9** : Oral du concours du CSEM (jusqu’au 6 février)
* **25** Assemblée Générale Ordinaire de l’Association « Amicale de l’EMSST ».
* **FÉVRIER 2006**
* **4**: Mission d’études du cours armement aux USA (jusqu’au 11).
* **MARS 2006**
* **2** Conférence de Monsieur E. Chiva sur les « enjeux de la simulation dans la gestion des crises » (*Titre non définitif*)*,* (organisée par l’Association « Amicale de l’EMSST »).

***TÉMOIGNAGES et POINTS de VUE***



**Pour une relance de l’histoire militaire**

Un besoin négligé par l’institution

**Le**

*Par le Colonel YAKOVLEFF de l’EAABC.*

Général d’Armée Shinseki, chef d’état-major de l’US Army, prenant son mandat en 2000, a diffusé sa « liste de lecture » (*commander’s reading list*). Il s’agit d’une recommandation bibliographique, articulée en quatre séries de dix ouvrages, chaque série étant orientée vers un auditoire spécifique (la troupe, les sous-officiers, les officiers, les commandeurs). Il s’agit là d’une pratique courante, et même doctrinale aux Etats-Unis : à chaque niveau de commandement, le chef se doit d’indiquer à ses subordonnés quelques livres dont il juge la lecture enrichissante. Bien évidemment, on y retrouve les « tubes éternels », dont l’inoxydable Clausewitz ; et parfois quelques perles étonnantes, dont notre Colonel Trinquier, qui a la stature, outre-Atlantique, de maître à penser de la guérilla[[1]](#footnote-1). Il n’y a aucun but prescriptif, au sens où chacun serait *tenu* de lire ces livres, c’est, très simplement, un encouragement. La façon dont le haut commandement s’investit ainsi directement dans la culture des subordonnés n’est pas unique aux Etats-Unis : c’est même une constante chez la plupart de nos alliés de l’OTAN.

Cette petite anecdote est révélatrice d’une culture, et précisons-le bien, d’une culture militaire :

* elle est fondée sur le travail personnel, sur le long terme, à base essentiellement de lecture ;
* elle est considérée comme une responsabilité individuelle, que chacun doit assumer à sa façon, sans forcément avoir à en rendre compte. Simplement, l’éthique militaire veut que chacun développe ses capacités : c’est la parabole des talents appliquée à l’institution militaire ;
* elle est centrée sur l’étude de l’histoire, avec une prédilection naturelle pour l’histoire militaire, mais avec un sens du détail, une richesse de production, qui laissent pantois l’observateur français.

Mon opinion est que l’institution militaire française souffre d’une grave carence dans ce domaine, mais qu’elle pourrait la corriger à peu de frais, sous réserve d’un effort de long terme soutenu fermement par le commandement. J’en veux pour preuve la qualité de la production des colonels (leur grade de l’époque) Francart et Desportes, témoignant de ce que peut faire l’institution militaire dès lors qu’elle s’en donne la peine. Les *auteurs* sont là, c’est le *marché* qui reste à créer, ou à relancer.

**Une véritable carence française**

* **L’histoire militaire : un enseignement, ou une passion ?**

Il est clair qu’une telle liste de lecture, en France, n’est pas dans les mœurs. A cet égard, comme en bien d’autres choses, on peut véritablement parler ***d’exception française : l’attitude qui consiste à cantonner la formation générale aux périodes scolaires*** rythmant la carrière militaire, et qui considère que le travail personnel est une affaire individuelle, dans laquelle l’institution n’a pas à s’immiscer, pas même au point de donner des conseils autres que très génériques (« faites quelque chose », « la culture c’est important »). La vérité des prix, c’est que la plupart de nos cadres aiment l’histoire militaire lorsqu’elle est au programme, mais ne considèrent pas qu’une fois sortis de l’école, c’est à eux de s’investir, personnellement.

Par ailleurs - autre aspect de l’exception française *-* ***notre culture militaire a un fondement géographique***:la géopolitique est sans doute la discipline la plus pratiquée par nos officiers, à tous les niveaux. Elle n’est pas sans avantages manifestes, d’ailleurs, notamment dans ce monde changeant et ambigu dont on nous rebat les oreilles. Il est reconnu que nos unités, et plus visiblement leurs officiers – car les contacts entre unités étrangères se font généralement par le biais des officiers, dont dépend largement l’opinion que « les autres » se font -, ne déméritent pas en opération, et qu’ils font preuve d’une sensibilité à l’environnement qui nous est généralement enviée.

Il y a une question de fond : ***pourquoi étudie-t-on l’Histoire ?*** Dans notre culture nationale (pas seulement militaire), on étudie souvent l’Histoire pour le plaisir, ou pour alimenter son admiration pour le Grand Homme (Napoléon, par exemple). D’où une prédilection pour une histoire descriptive.

Les Anglo-Saxons, les Allemands, les Russes ont une approche opérative : ***on étudie l’Histoire pour en tirer des enseignements, pas pour admirer telle œuvre d’art*.** Evidemment, cela mène facilement à l’excès : l’Histoire livre de recettes, l’Histoire de détail. Toutefois, une telle approche est plus productive en terme de formation des cadres.

Enfin, nos amis et alliés n’hésitent pas à ***fonder leur étude historique sur une théorie de l’Histoire.*** Le marxisme a fait long feu, certes. Au moins, il reste Clausewitz, Engels, Fukuyama… En revanche, accepter de s’impliquer dans la théorie permet d’élever le débat, d’encourager la confrontation d’idées, et en finale, d’atteindre un niveau de perception supérieur. La doctrine américaine vise explicitement la compréhension du phénomène guerrier.

En France, s’intéresser à la théorie passe pour une perte de temps ou un dangereux intellectualisme. Clausewitz est souvent un quolibet, pas un nom propre. Pourtant, des auteurs francophones (Aron, Bouthoul) ont une réputation mondiale et ont contribué de façon décisive à la théorie de la guerre. Sont-ils lus et étudiés à Coëtquidan ?

Il reste qu’on est loin, en France, de la véritable *pression sociale* encourageant à lire, à travailler personnellement. Et on est loin de la richesse historiographique de nos alliés. L’idée générale est que la culture militaire, ou en tout cas l’histoire militaire, est un sujet qui s’enseigne (dans les organismes de formation) et non une passion qui s’entretient, à charge de l’individu.

* **La culture historique de nos alliés**

Ainsi, le fondement culturel de nos alliés est historique, au sens où il est fondé sur une étude continue, approfondie, de l’histoire sous toutes ses formes, avec bien sûr une prédilection marquée pour l’histoire militaire. C’était d’ailleurs le cas des Soviétiques. Les ouvrages de doctrine sont enrichis de « vignettes » (le mot est en français), bref rappels historiques destinés à frapper l’esprit, à fournir une comparaison, à amorcer la réflexion, à démontrer la validité d’un point. Les présentations orales, y compris au plus haut niveau, la remise des ordres, les discours officiels, sont émaillés de références historiques, souvent sous forme allusive tellement l’auditoire est censé en connaître les linéaments. Un général qui terminerait une démonstration par une phrase du style « vous vous souvenez de Rommel à Kasserine, n’est-ce pas ? Eh bien là, c’est pareil ! », rendrait plutôt perplexe un auditoire français. Mais devant un auditoire britannique, belge, ou autre, son allusion en contexte suffirait.

Mieux encore, un exercice majeur est précédé d’une étude de cas historique, en rapport avec le thème central de l’exercice considéré. Par exemple : si la difficulté majeure de l’exercice est le franchissement d’une coupure majeure, l’étude de cas pourra porter sur le franchissement du Rhin au début 1945 (ou celui de la Meuse en 1940, d’ailleurs).

Soit dit en passant, tout état-major important (à partir de corps d’armée) dispose d’un historien professionnel, assistant à toutes les réunions de commandement. La production de l’après-Seconde guerre mondiale, pour les Etats-Unis, représente 54 albums in-octavo reliés, d’une épaisseur moyenne de 500-550 pages. La France a produit une série exemplaire, après la Grande Guerre, mais j’ignore ce qui a été écrit, ***par et pour l’institution***, après la deuxième.

* **La grande carence française en comparaison**

A l’énoncé de ce qui précède, la plupart d’entre nous doivent admettre qu’il n’y a guère de pression institutionnelle pour enrichir le bagage de nos militaires dans les domaines évoqués.

Par exemple, ***il ne me semble pas avoir lu une « liste de lectures recommandées »***,de quelque autorité que ce fût. De même, nos ouvrages de doctrine sont assez pauvres en évocations historiques, ou en références à des théories générales de la guerre – encore que les productions récentes s’enrichissent désormais de ce genre d’allusion.

Pour parler de doctrine, il ne me semble pas exister de ***doctrine d’usage de l’histoire*** dans la formation des militaires, officiers notamment. Alors qu’aux Etats-Unis on trouve des publications officielles détaillant des bibliographies, donnant des idées pour intégrer l’histoire dans la formation tactique des cadres et unités (dont la technique du *staff ride*, sur laquelle je reviendrai plus loin).

Dans les institutions de formation, dont le Collège interarmées de défense, ***l’histoire militaire est enseignée plutôt que pratiquée*,** au sens où, généralement, les élèves sont invités à assister à des conférences bien plus qu’à se livrer à de vraies recherches personnelles.

Quand bien même ils voudraient faire des recherches, ils auraient du mal à exploiter les bibliothèques existantes dans le cadre militaire : la comparaison entre ce dont dispose le CGSC de Fort Leavenworth (USA), et le Collège interarmées de défense, montre combien la première a une approche universitaire pour la formation de ses élites. D’une façon générale, ***l’indigence de nos bibliothèques***, et leur faible fréquentation (en dehors de la lecture des périodiques à l’heure du café), sont à mes yeux la plus pénible des démonstrations.

Dans le même ordre d’idées, beaucoup d’armées étrangères entretiennent de véritables maisons d’édition ou des relations étroites, presque incestueuses, avec des maisons spécialisées dans l’histoire, ou des librairies universitaires. En France, ***les éditeurs d’histoire***, hormis l’histoire « grand public » (les frasques de Louis XIV et Mme de Maintenon), ***sont confidentiels***, et ***peu soutenus par l’institution*,** qui ne leur apporte ni produits à publier, ni lecteurs. Il n’existe pas de centre de production militaire, ou allié aux armées, comparable aux centres de recherche anglo-saxons. Les divers services historiques, que je sache, archivent beaucoup, et produisent peu. Il y a un début avec les centres de doctrine (tels que le CDES), mais nous sommes très loin du feu continu de publications d’intérêt militaire que l’on trouve chez nos alliés[[2]](#footnote-2).

**L’indigence de l’historiographie française est patente.**

Il suffit de comparer les rayons « histoire » des bibliothèques de gares : Waterloo et Gare du Nord (j’aurais pu choisir Austerlitz…). Je me suis livré à un test fort édifiant sur Amazon.com. En cherchant à « stratégie navale », en français, il y a 6 références (dont 3 de M. Couteau-Bégarie, véritable bénédiction pour l’art naval français moderne). En langue anglaise, et sur le site britannique uniquement, il y en a 70. Or, la France a toujours eu une vocation maritime… La France se désintéresse-t-elle à ce point de son histoire maritime ? La question n’est pas que toute cette production référencée soit de qualité, ou pas : au moins, ***elle existe***.

Dans la même veine, j’ai cherché des références sur deux généraux russes : Souvarov, et Kutusov. Napoléon fréquenta le premier dans les Alpes, en 1799, sans réussir à le battre (seul de ses adversaires d’Italie dans ce cas). Et Kutusof fut son premier vainqueur, lors de la Campagne de Russie[[3]](#footnote-3). Les deux généraux, héros historiques en Russie (y compris du temps de l’Union Soviétique d’ailleurs), y sont l’objet, bien évidemment, d’une abondante biographie. En France, il ***n’existe pas un seul livre*** qui leur soit consacré. En Angleterre, chacun a eu droit à une biographie originale, du coup considérée localement comme œuvre de référence (ne serait-ce qu’en l’absence de concurrence). N’est-ce pas étonnant, alors qu’aucun de ces généraux n’eut à servir contre, ou aux côtés, d’un général anglais ?

Hormis l’histoire proprement dite, la théorie et la philosophie de l’histoire peuvent s’enorgueillir de quelques grands noms français (ou belges) : Raymond Aron, Gaston Bouthoul, Gérard Chaliand[[4]](#footnote-4)… Il y a eu une école théorique autour de Lucien Poirier, mais le fait est qu’on est loin de la floraison du début du vingtième siècle. Et la relève se fait attendre. Plutôt, elle n’est pas attendue – ni par le public, ni, hélas, semble-t-il, par l’institution.

Cessons là cette énumération fastidieuse. La démonstration est faite : celle de ***la grande misère de la culture spécifiquement militaire (théorie et pratique, doctrines et récits, analyses…) dans la culture******française*** en général – ce qui ne serait pas grave en soi - mais surtout, dans l’institution militaire, ce qui devient véritablement affligeant.

Je ne voudrais pas donner l’impression de condamner sans réserve le « système » français. D’ailleurs, je suis personnellement fier de constater *que* ***notre institution regorge d’érudits dans la chose militaire*.** Par intérêt personnel (naturel chez des gens passionnés de leur métier), et sans préjudice apparent à leur vie familiale ou professionnelle (bien au contraire le plus souvent), ils ont acquis une culture militaire remarquable. Surtout, ***en tant qu’autodidactes, ils servent ma démonstration*:** que ce qui a été possible à certains, laissés à eux-mêmes dans un marasme généralisé dont je ne pense plus avoir à établir la preuve, ***devrait être accessible à tous pour peu que l’institution s’engage.***

**Pour une nouvelle culture militaire française**

Sans préjuger de la supériorité d’un système sur l’autre, bien au contraire, il semble que le meilleur des mondes soit un juste équilibre entre les deux : pôle géopolitique (le point fort des Français), et pôle historique (une faiblesse française).

L’ambition que devrait afficher l’institution militaire française intègrerait ou réintègrerait l’histoire militaire, et d’une façon plus générale, la culture militaire, à la culture tout court (ou la culture fondamentale). Compte tenu du décalage actuel, il s’agit rien moins que d’un effort soutenu, qui doit être lancé d’en haut. Mais c’est un effort qui ne coûte quasiment rien, et qui viendra combler une carence qu’aujourd’hui les militaires tentent de combler comme ils peuvent, et souvent de façon peu rentable.

* **L’objet de la culture militaire**

J’englobe sous ce vocable de « culture militaire » tout ce que le militaire doit maîtriser pour exercer correctement son métier.

Il y a un volet utilitaire, qui paraît assez évident : c’est celui que soutient la première strate de connaissances, celle des ***connaissances de métier***, les savoir-faire professionnels, techniques et tactiques (la technique et la tactique du tir, par exemple).

Au-dessus, il y a la ***connaissance du milieu***, que l’on acquiert par le développement de ce que j’ai appelé ailleurs la culture fondamentale, ***la culture du militaire*.**

Enfin, il y a ***la compréhension du phénomène guerrier***, qui est ***l’objet ultime de la culture militaire.***

Pour résumer, la ***culture militaire*** a pour objet d’aider le militaire ***à comprendre*** son action, à comprendre la guerre et la violence.

Mon opinion personnelle est que l’institution militaire française appréhende très correctement les deux premiers volets (et le second plutôt mieux que les armées comparables), mais qu’elle fait une impasse sur le dernier volet.

* **Les composantes de la culture militaire**

Il est bien entendu impossible de catégoriser de façon définitive. Toutefois, on peut distinguer :

* par nature : théorie et pratique de la guerre (ou de la violence d’Etat) ;
* historiquement : par période, guerre, campagne, bataille…
* humainement : l’homme *de* guerre (dont les biographies et études sociologiques) et l’homme *en* guerre ;
* par type : opérations terrestres, navales, amphibies, spéciales, psychologiques…
* par niveau : stratégie, art opératif, tactique, technique… tous ces niveaux eux-mêmes décomposables ;
* par fonction : la manœuvre, le commandement, la logistique…
* par couples antagonistes : la lutte millénaire de l’épée et de la cuirasse, le choc et le feu, nomades contre sédentaires, action directe et indirecte, offensive et défensive…

Je précise bien que jamais cette forme de culture ne peut se concevoir dans l’absolu : elle est ***fondée*** sur une culture générale (fondamentale, justement) qui en décrit et analyse le contexte. Mais cette culture se justifie hors du contexte purement militaire, et est considérée poursuivie par ailleurs.

**Un effort de commandement**

* **L’effort que je préconise a trois volets essentiels :**
* **engager le commandement** dans l’intégration (ou la réintégration) de la culture militaire dans l’institution ;
* **susciter et soutenir une production** digne du rang de la France dans l’histoire militaire ;
* **réinsérer l’histoire militaire dans la formation** des cadres et des unités : en pratique, ***sortir l’histoire militaire du* *ghetto scolaire*.**

Après avoir détaillé ces idées, je pense que la preuve sera faite qu’il ne s’agit en rien d’un effort surhumain, d’une nouvelle priorité à financer : il s’agit de mesures de bon sens, dans l’ensemble peu coûteuses. Surtout, l’enjeu dépasse de loin le faible effort demandé.

* **Engager le commandement**

L’idée est très simple : il s’agit que l’institution, en commençant par le sommet, reconnaisse l’importance et l’intérêt de la culture militaire (extension spécifique de la culture du militaire, déjà évoquée), et encourage toute mesure à cet effet (dont celles qui suivent).

La façon la plus concrète, est ***que les chefs***, du CEMA jusqu’au Capitaine commandant, ***donnent « leur liste » de lectures recommandées à leurs subordonnés*,** qu’ils encouragent la lecture et la discussion, bref, qu’ils suscitent un climat favorable, le pendant raisonnable de la pression sociale exercée aux Etats-Unis. Cela faciliterait d’ailleurs l’élévation des propos de popote les soirs de manœuvre… et soutiendrait l’effort intellectuel en opération.

***Je crois que le désintérêt actuel n’est pas moins insidieux que le discrédit officiel dans lequel était tenue toute activité intellectuelle dans l’armée de 1870 : il est temps d’exiger plus, et mieux, des cadres.***

* **Soutenir une production de qualité**

Il convient ***d’abord de faire le tour de la bibliographie accessible en langue française*,** à tous les niveaux : théorie, pratique, par campagnes, par fonctions, etc.

S’il y a des lacunes, et que des ***ouvrages de référence*** existent dans d’autres langues, il faudrait les ***traduire***[[5]](#footnote-5). S’il n’y a pas de référence, alors il faudrait ***commanditer*** la rédaction de l’ouvrage jugé nécessaire.

Ce genre de mission, ***en l’absence de centre de production relevant des armées***, pourrait être ***dévolu*** de plusieurs façons :

* par **suggestion** directe à un historien privé, avec promesse d’aide, voire subvention. Toutefois son ouvrage serait destiné au grand public, et donc, forcément rédigé à cet effet. Il aurait de fortes chances d’être plus digeste, mais peut-être moins pertinent pour le spécialiste ;
* par **contrat** avec une institution universitaire, telle qu’il en existe à Montpellier ;
* en **faisant appel aux étudiants militaires,** ceux des écoles d’officier, engagés dans un cycle universitaire. Par exemple, Coëtquidan produit des maîtrises d’histoire chaque année. Plutôt que d’employer ces officiers, à rédiger une thèse sur « la conservation hivernale de la châtaigne dans tel village cévenol, à la fin du dix-huitième siècle » (sujet purement imaginaire) – sujet certes passionnant, mais dont on ne voit pas pourquoi il serait payé *par la Défense* – les différents sujets d’histoire (ou de disciplines apparentées) seraient ouvertement commandités ***en vue de compléter la bibliothèque militaire***[[6]](#footnote-6) ;
* en **faisant réaliser les travaux** qui les intéressent par les divers organismes de doctrine ou de conservation du patrimoine, si leurs moyens le permettent,
* en **récompensant**, à hauteur de leur mérite, les personnes militaires*,* ***amateurs et érudits****,* qui auront spontanément apportés leur pierre à l’édifice[[7]](#footnote-7).

Ces cinq mesures, de simple bon sens, n’engagent que peu de dépenses. Elles permettraient la création d’une bibliothèque militaire, ***une collection officielle*.** C’est dans le contexte de cette collection qu’on pourrait envisager les prix littéraires déjà existants – mais trop confidentiels en regard de la qualité des œuvres sanctionnées.

Cette collection pourrait donner lieu à une distribution gratuite, une sorte de « cadeau de Noël du CEMA », à tout son personnel. Il y aurait progressivement ***une collection dite du « Livre militaire de l’année* »,** et les prix serviraient à choisir l’ouvrage ainsi diffusé. Une production de qualité attirerait de nouveaux auteurs, sans obligation qu’ils soient militaires : il suffit que leurs sujets intéressent l’institution. Le succès appelle le succès.

***Une publication urgente, c’est celle d’une bibliographie commentée*,** permettant aux intéressés d’orienter leur recherche. Cette bibliographie pourrait être intégrée aux diverses publications doctrinales. Par exemple, le CDES produit chaque année (sur CD-ROM) un document remarquable sur l’Armée de terre. L’édition à venir pourrait s’enrichir utilement d’une bibliographie de référence, et les éditions ultérieures incluraient les nouveautés de l’année écoulée. Bien sûr, ce qui est possible à une armée, l’est pour toutes, voire pour le Collège interarmées de défense, qui pourrait avoir mission de mettre sur pied, au même titre que pour d’autres études doctrinales, un comité de bibliographie (ou la Fondation des études de défense). A noter que l’excellent (et récent) *Traite de stratégie* de Couteau-Begarie permet d’amorcer très utilement le débat, et dispose d’une bibliographie extrêmement riche. Il n’y aurait pas un immense effort à faire pour en dériver une bibliographie commentée – elle est déjà sériée.

Pour toutes ces suggestions, la question du coût se règle d’elle-même : si on n’a pas l’argent pour distribuer des copies papier, une version électronique suffirait. Le budget peut donc se réduire, dans presque tous les cas de figure, au défraiement des droits d’auteur… dont on sait ce qu’ils valent quand l’auteur est militaire.

* **Inclure l’histoire militaire dans la formation des cadres et unités : l’exemple du *staff ride***

Le *staff ride* est une technique d’état-major, à fins pédagogiques, initiée par les Allemands (un certain général Krauseneck, en 1807), et érigée en doctrine par les Américains. L’idée générale est d’utiliser une bataille, une campagne, ou tout autre événement militaire, comme ***support pédagogique pour la formation des cadres ou des unités*.** Ce n’est pas une forme de tourisme militaire, encore qu’il s’agisse bien de visiter les sites d’intérêt.

**Le *staff ride* se déroule en trois temps :**

* un **temps de préparation**, impliquant le maximum de personnel, effectué en général en temps masqué ;
* une **visite préparée** sur le site considéré, focalisée sur les points servant à la démonstration recherchée ;
* une **exploitation**, menée au plus tôt, pour « intégrer » les enseignements (on pourrait dire : pour aider chacun à intérioriser ces enseignements).

Le ***staff ride*** commence par le ***choix des objectifs pédagogiques.*** Ils peuvent être techniques (l’emploi du génie dans le franchissement du Rhin en 1944), tactiques (l’utilisation du terrain à Austerlitz), focalisés sur le commandement (les décisions qui pesèrent sur la bataille de Gettysburg), etc.

Ces objectifs une fois choisis, et la bataille choisie elle aussi (elle doit être accessible par définition : on ne fait pas de *staff ride* en salle de conférence), la ***préparation*** commence. Une liste de lecture, ou un ***dossier spécifique*** (*advance reading*) est distribué à tous les participants, afin de remettre en mémoire la campagne dans son ensemble, le déroulement de la bataille elle-même, ses conséquences, la biographie des principaux participants, l’état de la technologie et son influence sur la bataille, bref, tout ce qui est nécessaire pour parler entre gens informés, à défaut de connaisseurs.

En général, ***une proportion importante de l’auditoire reçoit une mission spécialisée*:** préparer une brève intervention, éventuellement in situ, sur tel aspect technique ou tactique, sur tel chef… Le but avoué est ***d’associer le maximum d’auditeurs***, et de répartir la charge de travail qui, rappelons-le, est pour l’essentiel effectué ***en temps masqué*.**

La veille de la visite, une ***série de conférences***, réunissant tous les participants, permet de décrire le contexte, et d’aborder tous les points spécifiques faisant l’objet d’arrêts lors de la visite. On y présente tout ce qui nécessite des aides pédagogiques d’emploi impossible ou malaisé sur place. En fin de séance on remet la ***cartographie à chaque participant*,** lui permettant de s’orienter et de noter les points d’intérêt pour lui.

***La visite peut durer un ou plusieurs jours*.** Elle consiste en ***stations à des endroits prédéterminés*** en fonction de leur importance pour la démonstration, et si possible dans l’ordre chronologique des événements pour limiter le trouble. Les interventions préparées sont données, et le dialogue avec l’ensemble de l’auditoire est encouragé. Si possible, on fait appel à des vétérans ou des spécialistes, pour donner la « touche humaine » ou l’éclairage très technique requis.

On voit bien qu’il ne s’agit nullement de tourisme au hasard, même si on exploitera toutes les opportunités pour détendre l’atmosphère et en faire, aussi, une ***activité de cohésion*.**

En finale, la ***phase dite d’intégration*** doit permettre aux participants de débattre de ce qu’ils ont découvert, d’approfondir certains points, plus généralement, de mémoriser le cas concret ainsi présenté.

***Le staff ride n’est pas une activité très coûteuse*:** simple déplacement sans matériel, il n’engage que des frais de déplacement et accessoires  (location d’un car, indemnisation de conférenciers…). Il peut se pratiquer en unité, auquel cas on prendra surtout des objectifs de formation tactiques (qu’est-ce qui n’a pas marché, et pourquoi…) ou techniques (comment ont-ils résolu tel problème…). Pour des cadres, au choix, on peut aborder le phénomène de la décision au combat (placé ici, sachant telle chose, quelles options se présentaient au général Untel ?), la planification (et ses conséquences !), la synchronisation, etc.

***Le staff ride est un exemple de l’emploi de l’histoire militaire comme outil de formation des cadres et unités. Il démontre, entre autres l’intérêt de réintégrer la culture militaire, et notamment l’histoire militaire, à sa juste place dans la pédagogie militaire.***

\*

\* \*

**En conclusion**, à l’heure où notre armée émerge de sa refondation et doit se préparer au bond suivant, sans doute la vingtaine d’années qui la séparent (statistiquement) du prochain conflit majeur auquel elle pourrait être confrontée, il est nécessaire de fonder la doctrine à venir sur une culture historique revivifiée, remaniée, relancée.

L’institution néglige cette pierre angulaire de son devenir. Pourtant, l’effort à accomplir ne paraît pas disproportionné.

J’appelle de mes vœux une implication plus volontariste et formelle de toute l’institution, pour que l’étude historique reprenne sa place nécessaire dans la formation des cadres.

**Exemple de liste de lecture**

* ***Niveau militaire du rang et jeune sous-officier*** (l’orée de la carrière)

Objet : appréhender le vécu du militaire dans la guerre, donner des exemples. Histoire et fiction historique.

* 1. *L’historique de l’unité* à laquelle appartient le militaire en question.
  2. *Histoire de l’armée française : des milices royales à l’armée de métier*. Pierre Montagnon, Pygmalion. 335 p environ. Bonne bibliographie classée par thème.
  3. *La guerre dans l’histoire de l’Occident*. Michael Howard, Pluriel. 154 p. Thèse désormais célèbre, donne des idées générales.
  4. *A l’ouest rien de nouveau*. Erich Maria Remarque, Livre de poche. 242 p. L’incontournable classique de la Première guerre mondiale.
  5. *Le chemin des Dames*. Pierre Miquel, Pocket. 262 p. A la fois grand moment d’histoire, épopée, récit de campagne, et débat d’ethique.
  6. *La Seconde guerre mondiale.* Gilles Martinez et Thierry Scotto, Seuil/Mémo. 94 p. Pour donner un cadre de référence très synthétique.
  7. *Stalingrad*. Anthony Beevor. 443 p. Un peu long, mais cumule histoire d’une bataille et histoire de l’homme dans la bataille.
  8. *Le débarquement*. Georges Blond, Poche. 350 p environ. Un classique de l’histoire militaire populaire, à la fois récit de campagne et anecdotes.
  9. *Les centurions*. Lartéguy, Presses Pocket. 495 p. Pas à proprement parler un livre d’histoire, bien qu’inspiré de très près par des célébrités militaires françaises (Bigeard en particulier). Très bonne étude psychologique de l’homme dans la guerre, et notamment dans la défaite et le trouble de la conscience.
  10. *La 317e Section*. Pierre Schoenderffer, Folio. 223 p. Un classique sur le vécu de la section au combat, sur le rôle des chefs et du moral.
* ***Jeune cadre au debut de sa carrière militaire***

Cette liste se surajoute à la précédente. Le choix des campagnes, batailles, biographies, est laissé au lecteur. Mais un tour d’horizon, aussi vaste que possible, est nécessaire pour que chacun enrichisse son fond de connaissances et de cas concrets.

* ***Les classiques et les références***

Leur lecture est un travail de longue haleine, qu’il faut étaler sur cinq ans environ. Bien que de niveau « élevé », le jeune cadre doit avoir l’ambition d’acquérir les outils conceptuels et les références dont il aura besoin pour le restant de sa carrière.

NB : je ne cite pas d’Allemand, en dehors de Clausewitz, essentiellement parce que je ne lis pas l’allemand, et qu’ils sont rarement traduits (encore plus rarement *intégralement* traduits)*.*

* 1. *Traité de stratégie*. Hervé Couteau-Begarie, Economica. 950 p en comptant une impressionnante bibliographie. Il est rare que je recommande de telles énormités, mais celle-ci a l’avantage d’être à la fois complète, et lisible par parties, selon l’intérêt du moment. En d’autres termes, le lecteur n’est pas obligé de lire le tout, il peut faire connaissance progressivement.
  2. *De la guerre.* Carl von Clausewitz, Ed de Minuit. 745 p. Le classique des classiques, incontournable. Lecture recommandée dès la période de formation initiale : au moins, là, on sait qu’on a le temps.
  3. *Ecrits militaires 1772-1790*. Guibert, Ed Nation armée. 302 p. Premier des grands classiques français, que tout cadre français doit connaître.
  4. *Précis de l’art de la guerre*. Antoine-Henry de Jomini, Champ Libre. 390 p. Deuxième classique « français » (Jomini était Suisse), incontournable car souvent cité, notamment par les Américains. Encore utile à bien des égards.
  5. *Etudes sur le combat*. Charles Ardant du Picq, Champ Libre. 236 p. Troisième classique, peut-être le plus moderne encore aujourd’hui, sur l’homme au combat.
  6. *Des principes de la guerre*. Foch, Imprimerie nationale. 517 p (mais écrit gros). Le quatrième des grands classiques français, un peu décrié aujourd’hui, mais étape nécessaire pour la connaissance de l’école française.
  7. *L’art de la guerre*. Sun Tsu, Champs Flammarion. 250 p environ. Le grand classique, plaisant à lire. On peut aussi lire *Les Trente-six stratagèmes*, François Kircher, Rivages/Poche. 263 pages très plaisantes, et souvent amusantes.
  8. *Strategy*. Alexandre Svetchine, East View Publications, USA. 353 p environ. Premier des titres que je recommande pour faire connaissance avec les écoles étrangères. L’école soviétique a été beaucoup plus influente qu’on ne veut bien le reconnaître aujourd’hui. Svetchine a été traduit en anglais. Son œuvre est très riche et encore d’actualité. Le meilleur des Russes, de loin.
  9. *Stratégie*. Basil Liddell Hart, Perrin. 433 p. L’école anglaise dans toute sa splendeur, à mon sens un peu surfaite. La référence de la stratégie « indirecte ».
  10. *Le Grand livre de la stratégie : De la paix et de la guerre*. Edward Luttwak, Odile Jacob. 400 p. Bonne introduction à l’école américaine, aux auteurs très inégaux.
* ***Le cadre de l’action militaire : diplomatie, géopolitique, polémologie.***
  1. *Diplomatie et outil militaire 1871-1991.* Jean Doise et Maurice Vaïsse, Points/Histoire. 651 p. Excellente synthèse, plaisante à lire.
  2. *La politique étrangère de la France depuis 1945.* Frédéric Bozo, Repères. 108 p. Excellente synthèse à vue diplomatique, avec une remarquable bibliographie.
  3. *Introduction à la géopolitique.* Philippe Moreau Defarges, Points/essais. 215 p. Là encore, œuvre synthétique, avec une bibliographie honnête.
  4. *Diplomatie*. Henry Kissinger. 850 p environ. A la fois vaste tableau historique avec un angle européen, plaidoyer personnel, et lecture américaine du monde actuel. Pas forcément indispensable, mais très éclairant. Illustre malgré tout mon propos de « aurait pu être plus bref ».
  5. *La guerre ; Théories et idéologies*. Armelle Le Bras-Chopard, Clefs/Politique. 150 p. Excellent et récent. Peut être utilement accompagné de *Les causes de la Première Guerre mondiale*, de Jacques Droz, Points/Histoire, 182 p, ce dernier étant un peu un « cas concret » de la thèse générale de Le Bras-Chopard.
  6. *Le bel avenir de la guerre.* Philippe Delmas, Folio. 276 p. A la fois essai d’actualité et tentative philosophique, voire polémique. Utile pour nourrir sa réflexion (et bref).
  7. *Traité de polémologie*. Gaston Bouthoul, Payot. 539 p. Bien qu’un peu épais, ce livre mérite le détour. Certaines thèses ont été combattues par Raymond Aron (*Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, 800 p), mais cet ouvrage est extrêmement riche.
* ***Le problème du commandement***
  1. *L’art du commandement : Alexandre, Wellington, Grant, Hitler.* John Keegan, Perrin. 406 p. A la fois fresque historique et critique militaire, très utile pour illustrer le rôle historique du chef.
  2. *The Guinness Book of Military Blunders.* Geoffrey Regan, Guinness. 185 p. Florilège d’erreurs et de monstruosités militaires, racontées sous forme d’anecdotes regroupées par thèmes[[8]](#footnote-8), ce livre devrait être traduit et remis à chaque officier sortant d’école.
  3. *Command in War.* Martin Van Creveld, Harvard Univ Press, USA (il n'est pas référencé en français). 275 p. Complète les deux livres précédemment cités, en plus systématique. Van Creveld, auteur israëlien publiant surtout aux USA, a aussi écrit un très bon livre sur la logistique, *Supplying War*.
  4. *Portrait d’un officier.* Pierre-Henri Simon, Livre de Poche. 157p. Pamphlet anti-torture, écrit en 1958. A l’avantage de poser de vrais débat d’éthique militaire, même si l’on peut parfois s’insurger contre quelques facilités.

**Pour que la citoyenneté française n’ait pas de frontière**

Par Alexandre WATTIN, Président de l’ORFACE[[9]](#footnote-9)

**Cadre général:**

Dans le cadre de la professionnalisation des Armées décidée par le Président de la République, et pour remplacer le Service Militaire obligatoire, la Loi du 28 octobre 1997 a crée un ensemble d’obligations qui aboutissent à la Journée d’appel de préparation défense (JAPD).

Depuis le 1er janvier 1999 tous les jeunes français résidant à l’étranger doivent se faire recenser au consulat de la circonscription dans laquelle ils résident. ***C’est une obligation légale*** qui permet aux intéressés de s’inscrire aux examens, aux concours soumis aux contrôles de l’autorité publique (comme le permis de conduire par exemple).

**Les buts:**

La JAPD est une journée qui permet de rappeler à chacun que les autorités publiques et les forces armées agissent chaque jour pour que la liberté puisse exister sur notre territoire, mais également en Europe et sur d’autres continents. Cette journée permet de rappeler à chacun que cette liberté à un prix. Par conséquent la vocation de susciter une prise de conscience collective des devoirs que tout citoyen a envers l’effort de défense nationale est également valable pour les français de l’étranger.

***Situation:***

Dans le cadre des missions dévolues aux représentations officielles françaises à l’étranger (Consulats généraux français)  « Le service national est organisé par les chefs de circonscriptions consulaires » (§2 Art 2.1 p. 8 Livre VI). Ceux-ci sont donc en charge de l’organisation de la partie « matérielle» de la JAPD. Les officiers et sous-officiers (attaché militaire de défense, réservistes) ont la partie « militaire » c’est à dire la partie présentation de la partie audio visuelle et des débats.

Afin de permettre la continuité de ce devoir citoyen et soucieux de monter un projet novateur( avec la participation des autorités civiles et militaires ), je propose les pistes de réflexions suivantes :

***Les Français en Europe***

Les communautés françaises en Europe représentent un grand nombre de ressortissants français en terme d’effectifs (Grande-Bretagne, Belgique, Allemagne….) Ainsi la nécessité d’organiser de façon utile et efficace ces JAPD n’est pas à démontrer.

***Projets et coopération avec nos partenaires européens:***

Malgré les résultats électoraux sur la constitution européenne, de nombreuses actions sont menées pour manifester l’excellence des relations bilatérales pour une Europe citoyenne. Dans ce contexte il me paraîtrait original et nécessaire d’inviter les jeunes français (dont beaucoup de binationaux) à suivre leur JAPD dans une unité de l’armée du pays dans lequel ils séjournent. Ce serait une occasion unique de prise de contact direct avec la communauté militaire et par conséquent la découverte des multiples métiers qui sont les mêmes dans l’armée française. En outre ces jeunes auront au moins une fois dans leur vie un contact avec les forces armées. Les contacts privilégiés qu’entretiennent nos représentations militaires en Europe avec les autorités militaires locales (les attachés militaires et les nombreux officiers de liaisons ainsi que les réservistes de l’armée française) permettraient (et ce serait une première) d’accueillir les jeunes français (ne s’exprimant pas dans notre langue et ils sont nombreux) de participer à cette journée citoyenne grâce à des interventions bilingues d’officiers de réserve ou de personnels civils (exemple, pour l’Allemagne, de la Brigade franco-allemande).

Ces interventions sensibiliseraient les jeunes sur les principes de l’organisation générale de la Défense Nationale et de la sécurité collective (OTAN-Europe) en général et des coopérations bilatérales dans le domaine de la Défense et de la sécurité. La formation civique des élèves exige une réflexion sur la politique de défense, sur les conditions de la sécurité, et la diversification des menaces dans le monde.

***Formations aux gestes de premiers secours***

Outre la formation prévue dans le cadre de la JAPD renouvelée en France l’on pourrait obtenir, avec l’aide des services de santé de nos partenaires alliés, la possibilité de présenter et faire exécuter les gestes élémentaires de premiers secours, séances qui, en France, sont organisées par la Croix Rouge.

##### **Transport:**

Le remboursement des frais de transport des jeunes recensés pose à l’étranger un véritable problème. En effet, selon les textes réglementaires en vigueur (Art R 112-12 du code du service national) **« *La convocation pour l’appel de préparation à la défense ouvre droit à un bon de transport ».*** Malheureusement rien n’est prévu et les jeunes recensés à l’étranger payent de leurs deniers propres leurs déplacements souvent très onéreux. Il est impératif de clarifier à qui incombe la responsabilité de prendre à charge les frais de transports.

ll serait judicieux de réfléchir dans quelle mesure qui, du Ministère de la Défense ou du Ministère des affaires étrangères pourrait obtenir pour les jeunes recensés français un billet de transport ferroviaire émis par les services ferroviaires locaux ( par exemple Deutsche bahn en RFA, au même titre que les jeunes recensés allemands). En tout état de cause cela implique des accords bilatéraux à haut niveau qui resterait à définir par les autorités compétentes.

Une autre solution pourrait être l’établissement d’«indemnités de déplacement fixée par arrêté du ministre de la défense » régies par le même article du CSN (voir supra) mais qui ne sont pas octroyés au français de l’étranger !

##### **Alimentation**

La prise en compte des repas est confrontée à la même problématique (Art R112-14) « Pendant la durée de la session les appelés bénéficient de l’alimentation fournie par les services du ministre de la défense » La prise en compte des repas dans les casernes alliées ne représenterait qu’une dépense minime. Il conviendrait de prévoir la budgétisation d’une telle dépense en y incluant le repas des intervenants extérieurs travaillant à titre bénévole.

En effet, il n’existe aucune enveloppe budgétaire au sein des représentations consulaires pour effectuer ou organiser les JAPD, c’est à dire que l’Institution n’est pas en mesure ni d’offrir un café ou un jus de fruit et encore moins la possibilité de déjeuner ce qui n’est pas le cas en France, fort heureusement.

##### **Convention  et responsabilité civile**

#### Dans son article L 114-13 du Code du service National il est convient de rappeler que ***« les responsables d’établissements d’accueil de l’appel de préparation à la défense passent avec l’administration chargée du service national des conventions fixant les modalités de mise à disposition de leurs locaux ».***

#### Si les contacts avec les autorités civiles et militaires aboutissent à une coopération, dans ce domaine, la signature d’une convention pourrait être médiatisée auprès de la presse locale. L’impact médiatique de ces opérations serait non négligeable.

***Prise en charge des personnels***

Les intervenants Français et de l’armée d’active alliée seraient mis à disposition par leur commandement et travailleraient dans le cadre de leurs fonctions opérationnelles.

**Conclusions:**

Afin de pouvoir effectuer les JAPD en Europe dans les meilleures conditions, il est absolument nécessaire que le futur officier en charge de son exécution ait suivi la formation « intervenant JAPD renouvelée » organisée par une Direction Régionale du service national.

La décision de pouvoir initier ce projet novateur ne relève que des autorités de tutelle, Ministères des Affaires étrangères et Ministère de la défense en étroite collaboration avec leurs homologues européens.

Pour aboutir les autorités civiles et militaires françaises et du pays partenaire devraient pouvoir se concerter afin de. prévoir la faisabilité de ce projet pilote pour qu’ils aboutissent à un renforcement de l’esprit de défense national d’une part et européen d’autre part.

**La France face au déclin des États-nations**

Par Monsieur Roger TEBIB, Professeur des universités à l’université de POITIERS.

**D**

epuis au moins le traité de Westphalie (1648), le principe d’organisation de la société, au moins en Occident, est la souveraineté des États. Dans les autres continents, en particulier en Afrique, les allégeances communautaires, ethniques, tribales, s’apposent à la construction étatique.

Actuellement, les États-nations, fondement de la démocratie moderne, se débattent dans de grandes difficultés d’adaptation au contexte de l’intégration mondiale. Plusieurs points méritent d’être soulignés.

* **L’État-nation s’est constitué pour répondre à un besoin de sécurité**, avec une armée, ciment de la défense. Nous avons supporté, pendant des décennies et des guerres atroces, les pires excès du nationalisme dans sa forme extrême du fascisme et les tentatives d’investissement mondial du communisme. Mais avec une Europe réunifiée, la notion d’ennemi extérieur ne se pose plus.
* **L’ouverture des frontières a, d’autre part, diminué les possibilités de contrôle de l’État** sur les citoyennes et citoyensqui participent à des réseaux transnationaux, se déplacent, physiquement ou virtuellement. Notons pourtant que la disparition des frontières n’est certes pas complète, dans la mesure où la plupart d’entre elles restent effectives sur les plans institutionnel, juridique et culturel.
* **L’État perd, peu à peu, ses principales compétences, devant une économie privatisée et internationalisée** de plus en plus, et aussi dans certains domaines qui doivent être gérés au-dessus de son niveau : environnement, santé, criminalité, communication… Il est ancré à son territoire national et enserré dans une série de contraintes politiques, institutionnelles et juridiques alors que les entreprises sont beaucoup plus libres d’agir au niveau mondial.
* **Mais l’affaiblissement des États nuit également à la société internationale** parce que celle-ci repose encore sur des règles communes et, avec la décomposition étatique, l’ensemble du droit mondial se désintègre. Plus rien n’est respecté par des bandes rivales et tribales, des armées privées, des groupes anonymes qui ne se sentent pas liés par les engagements des pays qu’ils contestent.
* **Enfin, les minorités, les régions, les villes, les ethnies, les diverses catégories sociales réclament une certaine indépendance** et mêlent autonomie culturelle et politique : ligues dans le nord de l’Italie, Corses, Basques, Écossais, Catalans, Wallons, Flamands, Tchèques, Slovaques, Baltes, Tchétchènes… sans compter les peuples asservis dans les autres continents.

Des spécialistes ont étudié les milliers de groupes ethniques qui constituent l’humanité et se répartissent en catégories très diverses. On peut ainsi classer les peuples aujourd’hui présents soit dans les relations internationales, en tant que nations ; soit dans la vie interne des États, en tant que minorités et/ou peuples sans État. (voir R. BRETON, Peuples et États, l’impossible équation, Flammarion, 1998).

Il est possible de distinguer, par ordre d’importance décroissante :

**1er groupe:**

* **les nations impériales**, qui ont marqué l’histoire de continents entiers ;
* **les nations à vocation hégémonique régionale,** qui ont étendu leur influence à une partie notable d’un continent ou d’un sous-continent ;
* **les nations n’ayant manifesté qu’un expansionnisme modéré** mais représentées comme hégémoniques par un État souverain.

Il existe ainsi une soixantaine de nations qui ont été les acteurs essentiels de l’histoire jusqu’à nos jours.

**2e groupe:**

* **les peuples sans État** maisqui bénéficient toutefois d’une entité politique subétatique ou d’institutions par lesquelles leur langue est légalement acceptée ;
* **des dizaines d’ethnies minorées,** sans État ni sous-État mais jouissant d’une reconnaissance minimale, au moins linguistique.

**3e groupe:**

* **les milliers d’ethnies non reconnues,** ou à peine, et qui ne disposent d’aucune institution culturelle ou linguistique propre.

Il est donc évident que la **notion d’État**, d’origine occidentale, **doit être étudiée en comparaison avec les autres groupes humains.**

**L’économisme contre la nation**

Beaucoup d’économistes affirment que, dans un monde sans frontières, l’intérêt national n’a plus vraiment sa place, l’État n’étant le plus souvent qu’un organisme à subventions et protection sociale. Certains écrivent, par exemple: « Dans une économie planétaire, à l’ère de l’information, des travailleurs compétents, des réseaux étendus de fournisseurs, les ingrédients qui sont le "diamant" de la compétitivité, fonctionnent aussi bien, et peut-être mieux, quand ils sont localisés de part et d’autre de frontières politiques et échappent ainsi au fardeau de l’intérêt national. » (M.PORTER, L’avantage concurrentiel des nations, Paris, Inter Éditions, 1993).

Il serait impossible d’exploiter toutes les ressources de l’économie planétaire tant que les États mettent au premier plan l’intérêt national et la défense de leur souveraineté. Ils devraient, au contraire, aider les initiatives régionales à créer des points d’accès économiques dans d’autres pays. Un défenseur de cette idéologie donne l’exemple suivant : « Les États-Unis sont bien préparés à jouer ce rôle de catalyseur grâce à leurs ambitieux mouvements de déréglementation de l’économie et à leur longue tradition de décentralisation au niveau des États sous un parapluie fédéral. Quarante-sept des cinquante États ont, par exemple, leurs propres représentants au Japon. » (K. OHMAE, De l’État-nation aux États-régions, traduction, Dunod, 1996).

Mais le même économiste admet que le gouvernement américain reste assez perplexe devant cette situation qui risque de faire fuir les entreprises de pointe vers des pays comme la Malaisie ou Singapour où les travaux seraient effectués par une main-d’œuvre sous-payée.

Le problème serait le même en Europe si les régions autonomes devenaient des acteurs économiques essentiels dans un monde sans frontières. En passant leurs propres accords avec d’autres pays, elles se soumettraient à une sorte de **colonisation économique** par des superpuissances.

Il faut dire que nous risquons de passer d’une démocratie réelle avec le libre choix des gouvernants et leur contrôle sur le plan électoral à ce qui serait une **démocratie formelle**, qui se développe déjà dans la plupart des pays. (voir : A. TOURAINE, Qu’est-ce que la démocratie ?, Fayard, 1994).

En effet, les citoyens n’élisent pratiquement nulle part les dirigeants des grandes banques, des multinationales, des marchés financiers. Lorsqu’elle se développait au niveau national, cette sphère de l’économie restait plus ou moins contrôlée par les institutions politiques.

Mais déjà les gouvernants, les élus régionaux et locaux sont pratiquement impuissants face aux fusions, restructurations, suppressions ou transferts d’emplois. Avec une économie qui échappe, de plus en plus, aux États-nations, la classe politique élue n’a plus que des pouvoirs marginaux et il ne reste que **les apparences de la démocratie**.

Le problème aujourd’hui n’est plus l’emprise de l’État, ses interventions excessives ou mal placées, mais au contraire **la faiblesse des services publics face aux acteurs internationaux**. En pleine modernité, on se retrouve ainsi dans une situation de la fin du Moyen Âge, où les seigneurs n’accomplissaient plus leur rôle de solidarité communautaire mais essayaient surtout d’accroître leur richesse en oubliant les autres.

Les multinationales contribuent donc de manière déterminante à façonner notre environnement. Jamais dans l’histoire les entreprises privées n’ont eu un tel pouvoir. Elles n’obéissent plus à aucun critère démocratique mais imposent des modes de production et de consommation, des modes de vie, choisis par elles.

Parce qu’elles suscitent des investissements, créent des emplois, apportent des revenus, elles sont choyées par les gouvernements qui se font une intense concurrence pour les attirer.

Elles échappent à la démocratie puisqu’elles ne peuvent être sanctionnées par personne (sinon par leurs résultats économiques), puisqu’elles n’ont de comptes à rendre qu’à leurs actionnaires, et ne subissent pas le contrôle fiscal de leur pays d’origine.

Il ne convient évidemment pas d’en rester à ce constat, de s’affliger sur la décomposition de l’État en régions dites autonomes, mais il faut étudier les fonctions que cet État doit pouvoir continuer à remplir malgré le développement des mouvements régionalistes..

**La subversion régionaliste**

Les minorités nationales ou régionales revendiquent depuis toujours le droit à la spécificité, à la différence. À la recherche de l’intégration s’oppose **la défense des particularismes**. « La résurgence et l’enrichissement des ethnies marquent une réaction face à une société industrielle et urbaine qui risque, en uniformisant les modes de vie, d’écraser les cultures et finalement l’épanouissement personnel. » (G. BALAN-DIER, Sens et puissance, P.U.F., 1971).

Malheureusement, ces mouvements autonomistes ou indépendantistes entrent toujours dans la stratégie indirecte de certains États – comme on le voit actuellement en Afrique – qui les manipulent et les font servir à leur politique de puissance.

Ce problème des minorités est très visible aux États-Unis, par exemple. Le thème du « melting-pot », du creuset dans lequel se fondent toutes les nations, est en déclin. Contre les W.A.S.P. (white Anglo-Saxons protestants), se dressent différents mouvements.

Pour la population d’origine africaine, c’est la revendication de la négritude qui est prônée, ainsi qu’un retour aux valeurs traditionnelles, pour reconstituer une culture spécifique.

De même, la notion de « pouvoir indien » s’affirme, qui rejette le paternalisme politique ou culturel. Cette protestation nie aussi la propriété privée et affirme le caractère mystique et non plus utilitaire de la terre.

À l’exemple de ces minorités, d’autres Américains, d’origine espagnole, polonaise, hongroise, italienne… se sont aussi organisés pour faire valoir un « ethnic power ».

Dans la France d’outre-mer, en particulier en Nouvelle Calédonie, on retrouve le même mythe de l’identification charnelle de l’être humain et de son milieu naturel.

Les mêmes résurgences sont nombreuses en Europe et en Russie : Écosse, Pays de Galles, Irlande du Nord, Pays basque, Catalogne, Occitanie, Corse, Bretagne et toutes les nationalités qui protestent dans l’ancien empire des tsars.

En Afrique, avec les milliers d’ethnies et surtout de langues, le problème des minorités risque de perdurer.

Ces mouvements essaient de **concilier l’émancipation politique et la lutte contre la société de consommation.**

L’expression culturelle (chanson, théâtre..) et les droits linguistiques (école, radio et télévision, administration) tiennent une grande place dans les revendications régionalistes. Elles s’en prennent aussi aux mécanismes économiques de la modernité, destructeurs d’identité : tourisme de masse, résidences secondaires, perte des traditions, liquidation de la petite paysannerie et exploitation de la main-d’œuvre locale par les bas salaires ou les emplois saisonniers. « N’étant pas une activité productrice, le tourisme ne modifie en rien l’infériorité structurale des régions retardées. Il renforce plutôt leur caractère de "poids mort" économique en détournant les investissements, en endormant la conscience régionale, en alourdissant la proportion inactive de la population, et en occupant la main-d’œuvre à des travaux improductifs, quelquefois parasitaires. » (R. LAFONT, Clefs pour l’Occitanie, Seghers, 1971).

Même après la chute du communisme, beaucoup d’États dans le monde misent sur les minorités : plus les ensembles sont petits, plus il est facile de les contrôler. Les excès se nourrissent les uns les autres : **l’extrémisme politique fait le jeu des séparatistes et inversement.**

**Pour une force internationale de dissuasion**

Pour lutter contre l’indifférence de certains, assurer la sécurité des sauveteurs et des victimes lorsque se produit une catastrophe naturelle ou que se déchaîne la violence humaine, mais aussi pour dénoncer les politiques totalitaires, la présence d’une organisation militaire internationale est indispensable.

Il ne s’agit pas d’intervenir dans un domaine réservé à l’État où se déroule une mission mais d’alerter l’opinion publique sur les exactions dont les médecins et leurs assistants ont connaissance lorsqu’ils se trouvent dans une région où les observateurs ne peuvent enquêter.

Fidèle à ses principes, valables dans des pays vraiment libéraux qui ne les rejettent pas selon leurs besoins, le Comité international de la Croix-Rouge n’a rien pu faire pour les déportés contre l’Allemagne nazie, ni auprès des États-Unis pour les prisonniers italiens internés préventivement, ni pendant les conflits qui ont suivi la seconde guerre mondiale. (voir J. PICTET, « Une institution unique en son genre*,* le C.I.C.R.*»*, Pédone, 1985).

La justice doit toujours l’emporter sur les atermoiements diplomatiques dans notre époque d’horreurs et de massacres. L’action des « casques bleus » demeurera inefficace tant qu’il ne seront pas soutenus par des moyens militaires et des règles d’engagement leur permettant de faire face à tous les types de forces entravant la distribution des secours et faisant régner la terreur.

Une solution provisoire consisterait à mettre en commun les efforts d’un grand nombre d’États libéraux, permettant ainsi de réduire le risque d’une intervention qui, sous couvert d’assistance à peuple en danger, ne poursuivrait en fait que les intérêts de certains pays.

Un stade prévisionnel est nécessaire et c’est en fonction des alliances existantes, des rapports culturels et politiques, des accords préalables d’assistance que des cellules militaires inter-étatiques d’intervention peuvent être mises en place.

À ce sujet, le gouvernement français a lancé une idée originale, celle d’une « force d’action africaine », qui serait susceptible d’intervenir sur le continent, sous mandat de l’ONU ou de l’Organisation de l’Unité Africaine. Le ministre de la Défense, François Léotard, avait fait ce commentaire d’actualité : « Si cette force avait existé en avril dernier, peut-être aurions-nous évité les massacres au Rwanda. […] Cette force serait partagée entre l’Afrique et l’Europe à travers une coopération avec l’Allemagne, la Grande-Bretagne et l’Italie. Les Européens doivent faire aujourd’hui ensemble et différemment ce que, pendant trente ans, chaque pays a fait séparément… et mal. » (*Impact*, lettre d’information du ministère de la Défense, août 1994).

**La disparition de l’Armée Nationale du Peuple de l’ex RDA**

*Par Alexandre WATTIN, Président de l’ORFACE*

**Il**

y a 15 ans, disparaissait l’Armée Nationale du Peuple de l’ex RDA !

Le 12 novembre 1955, jour du bicentenaire de Scharnhorst, vit la création officielle de la Bundeswehr[[10]](#footnote-10). En cette année du 50° anniversaire, c’est l’occasion de la mettre à l’honneur et de faire un bilan sur les forces armées qui ont permis à la République fédérale d’Allemagne de rejoindre le concert des grandes Nations occidentales en intégrant l’OTAN tout juste dix ans après la défaite du régime nazi.

Aujourd’hui la Bundeswehr fait partie intégrante de nombreuses unités multinationales et est depuis quelques années engagée dans des actions militaires hors de ses frontières en accord avec sa Constitution. Mais le sujet traité ici est unique en son genre dans l’histoire militaire moderne et met en avant une face moins connue de la réunification, qui a le mérite d’être exemplaire.

Le 3 octobre 1990 est resté dans le souvenir collectif européen non seulement la date de la réunification allemande mais aussi la prémisse de la fin de la Guerre froide. Après une séparation de 45 ans, les deux Allemagnes sont à nouveau réunies.. Mais qu’advint-il de ce qui fut la hantise, tout au long de la guerre froide, des états majors alliées de l’OTAN ?

Il fut décidé, qu'à compter de cette date, l'ensemble des forces armées allemandes porterait désormais le nom de Bundeswehr ; c’était la fin officielle de la Nationale Volksarmee[[11]](#footnote-11) une des armées les plus redoutées après les forces armées soviétiques.

15 ans après, il convient de rappeler la façon remarquable dont les autorités politiques et militaires de l’Allemagne de l’Ouest ont pu, en l’espace de cinq années, désagréger un des outils militaires les plus puissants, considérés comme le fer de lance des forces du pacte de Varsovie. Cette lourde responsabilité fut confiée au général de corps d'armée Jörg Schoenbohm, Inspecteur général de l’Armée de terre Allemande qui, du jour au lendemain, se trouva le supérieur hiérarchique direct d’une armée qui était encore il y a quelques jours un ennemi potentiel.

La mission principale de ce général, était de conduire en douceur l'intégration des 98 000 militaires de l'ex-NVA et des 47 000 personnels civils à la suite des forces afin de réussir une déflation d'effectifs de façon à ramener les forces stationnées sur le territoire oriental de l'Allemagne à 50 000 hommes dont la moitié d'appelés. Cette action était conforme à l’accord signé en 1990 entre le chancelier Helmut KOHL et Michael GORBATCHEV qui prévoyait que l’armée allemande de dépasserait pas les 370 OOO hommes en 1994. Pour cela fut crée un grand commandement à Strausberg près de Berlin le Bundeswehr Kommando Ost[[12]](#footnote-12), englobant initialement les forces des trois armées sur le territoire de l'ex-République Démocratique Allemande.

En premier lieu, le général Schoenbohm devait dissoudre le commandement supérieur de l'ex-NVA. Les officiers généraux furent mis d'office à la retraite et les cadres absorbés dans la nouvelle Bundeswehr pour une période probatoire de deux ans. Tout implication d’un militaire, quel qu’ait été son grade au sein de la NVA, dans des contacts ou des activités officielles avec la tristement célèbre STASI[[13]](#footnote-13), fut sanctionnée par une radiation pure et simple des cadres de l’armée. Le commandement des unités et les postes de responsabilité furent confiés à des officiers en provenance de l'armée ouest-allemande. En outre, les soldes des militaires est-allemands ne furent pas alignées sur celles de leurs camarades de l'ouest.

Mais tout ne fut pas aussi simple pour l'état-major allemand et celui-ci s'est trouvé confronté à de nombreuses difficultés : d’une part, les cadres de l’armée ouest allemande volontaires pour servir en Allemagne orientale furent rares et les désignés/résignés furent les plus nombreux. Et l’on ne pouvait initialement se passer totalement des personnels de l'ex-NVA, indispensables pour participer à l'inventaire de l'infrastructure sur le territoire de l'Allemagne orientale, au recensement des nombreux matériels et des innombrables dépôts de munitions. Il lui fallait aussi des interprètes auprès des 370 000 Soviétiques du groupe de forces Ouest stationnés en Allemagne jusqu'en 1994.

Malgré des séjours d'adaptation au sein des unités occidentales des trois armées et des stages dans les écoles de la Bundeswehr, qui furent organisés au profit des cadres de l'ex-NVA, de nombreux militaires de l'ex-NVA manifestèrent peu d'intérêt pour la Bundeswehr. Beaucoup d'entre eux choisirent de bénéficier d'indemnités de départ plutôt que de risquer de se retrouver au chômage après une période d'essai de deux ans. Par ailleurs, modelés par des décennies d'idéologie communiste, l'intégration d'officiers et de sous-officiers dans des emplois subalternes sous les ordres d'officiers de la Bundeswehr occidentale, l’ennemie d’hier leur était impossible. Citons quelques chiffres : des 2210 colonels en exercice dans l’ex NVA seulement 28 restèrent en 1991 et 2648 soldats, toutes armes confondues, restent en service au sein de la Bundeswehr.

1995 est l’année de clôture du dossier NVA, une page de l’histoire de la guerre froide était définitivement tournée.

15 ans après la réunification, la Bundeswehr peut être fière non seulement d’avoir participé depuis plus de 50 ans à la liberté et la paix en Europe mais également, dans un souci permanent d'éviter une fracture germano-allemande, d’avoir su apaiser le malaise lié à la difficile mutation psychologique que les deux armées se devaient d'entreprendre et d’avoir réussi à devenir le creuset de l’armée de l’Allemagne réunifiée

**ARTICLES d’INTÉRÊT GÉNÉRAL**



**RAPPORTS SINO-AMÉRICAINS**

**POINT DE VUE D’UN OBSERVATEUR**

*Par le Général (CR) Henri EYRAUD, Ancien Attaché de Défense à Pékin, Auteur de « CHINE, LA REFORME AUTORITAIRE » (Ed. Bleu de Chine Paris), Président de Géopolasie et Directeur du site* [*www.questionchine.net*](http://www.questionchine.net)

La Rédaction remercie vivement la revue Mars pour l’avoir aimablement autorisée à reproduire ici cet article paru dans ses pages.

**A**

l’arrivée au pouvoir de George W. Bush, en janvier 2001, beaucoup d’observateurs prévoyaient de nouvelles tensions sino-américaines, après huit années de relations heurtées entre Pékin et l’administration Clinton. C’était en réalité une vue un peu trop simple.

**Sous Bill CLINTON**

De 1993 à 1997 en effet, le premier mandat de Bill Clinton se plaçait encore dans la perspective de l’immédiate après-guerre froide. L’éclatement du Camp socialiste et la dissolution de l’Union soviétique s'étaient déroulés en trois ans, de 1989 à 1991. Beaucoup d’Occidentaux croyaient alors à un triomphe immédiat et universel de leurs valeurs : économie de marché, démocratie pluraliste et droits de l’homme. C’était oublier le poids des cultures, les différences de l’histoire et la nécessité de transitions. L’ex-monde socialiste et l’ex-tiers monde allaient s’aligner tant bien que mal, par nécessité, sur l’économie de marché. Mais la démocratie et les droits de l’homme mettaient en jeu les structures sociales et les pouvoirs et c’était une autre affaire. De fortes réactions allaient s’organiser, notamment en Asie en 1993, en s’appuyant sur le nationalisme et le concept de “valeurs asiatiques"[[14]](#footnote-14).

Ainsi, lorsque Bill Clinton arrive au pouvoir, l'envolée économique chinoise, déjà sensible depuis une douzaine d’années (1979), s’accélère de façon spectaculaire (à partir de 1992), mais sans évolution des institutions politiques. Or le *candidat* Clinton s’intéressait peu à la politique étrangère et n’avait pas de politique chinoise bien définie. Il promettait seulement de donner priorité aux droits de l’homme sur les intérêts économiques américains en Chine en jouant de la remise en question annuelle, pour la Chine, de la clause de la nation la plus favorisée[[15]](#footnote-15).

En réalité, la pression des lobbies industriels, les attaques du Congrès et la rudesse du partenaire chinois allaient l'obliger, en un an et demi, à changer de cap. Dès le 1er juin 1994, l’administration démocrate renouvelait sans conditions la clause de la nation la plus favorisée en faveur de la Chine reléguant en fait la défense des droits de l’homme dans ce pays à un rang modeste. Les nouvelles priorités étaient le sommet de l’APEC[[16]](#footnote-16) à Seattle (première rencontre Clinton--JIANG Zemin) et la pénétration industrielle et commerciale du marché chinois. L’Amérique voulait, en quelque sorte, prendre en mains le développement de la Chine.

A Pékin, dès l'éclatement du Camp socialiste et de l'Union soviétique (décembre 1991), Deng Xiaoping avait provoqué une accélération du changement en imposant le concept - tout à fait hérétique à l'époque - "d'économie socialiste de marché". Obligée de tenir compte de son héritage socialiste, la Chine devrait néanmoins évoluer vers l'économie de marché, un concept honni jusque là. En même temps, DENG poussait à la croissance maximum par tous les moyens et quels que soient les effets pervers. "Devenir riche", accepter des inégalités" étaient des slogans de cette époque. C’était le début de la phase de croissance vigoureuse qui s’est prolongée jusqu’à aujourd’hui (2005).

La décision de DENG de lancer la Chine dans cette direction révolutionnaire et l’accord américain définitif sur la clause de la nation la plus favorisée ne suffirent pas toutefois à améliorer durablement les relations bilatérales. En novembre 1994, les Républicains gagnent les élections de mi-terme. Clinton est sur la défensive. Il lui faut composer avec les initiatives anti-Pékin du nouveau Congrès : amendement favorable à l’indépendance du Tibet, critiques sur le manque de contrôle des transferts de technologies sensibles vers la Chine, visa accordé au président taiwanais LEE Teng-Hui en juin 1995, et autres mesures hostiles.

La question de Taiwan était depuis longtemps au centre des relations stratégiques sino-américaines. Les dirigeants communistes étaient alarmés par les progrès du parti "indépendantiste" DPP[[17]](#footnote-17), ainsi que par la diplomatie officieuse de Taipei et sa recherche d’un statut international. Une crise s’ouvrit bientôt, avec plusieurs démonstrations de force par l’Armée populaire de libération (APL) chinoise : exercices interarmées dans le détroit de Taiwan et tirs de missiles balistiques (à tête inerte) en juillet et septembre 1995 ; reprise, plus menaçante encore, de ces démonstrations en mars 1996, lors de la première élection présidentielle au suffrage universel direct organisée à Taiwan. La tension devint assez sérieuse en cette dernière occasion pour que le président Clinton ordonne l’envoi dans les parages de deux groupes aéronavals, autour des porte-avions *Independence* et *Nimitz* . Il faisait ainsi, à son corps défendant, une belle démonstration d’endiguement (“*containment*”) de la Chine.

Début 1996, les relations sino-américaines se détériorent sur divers sujets. Les désaccords sur les droits de propriété intellectuelle[[18]](#footnote-18) et sur les “textiles[[19]](#footnote-19)” rebondissent, aboutissant à des menaces de sanctions douanières et de représailles qui auraient fait mal aux deux parties. Le Congrès, à majorité républicaine, multiplie alors ses attaques contre la politique chinoise de Bill Clinton. Six mois avant les élections de novembre 1996, il contraint le Secrétaire à la Défense William Perry à mettre fin à la “Commission mixte sino-américaine pour la reconversion de l'industrie de défense chinoise”, une structure avantageuse, bien rodée en Corée et au Japon dans le passé.

**La stratégie d’ « engagement »**

Pourtant, en mai et juin 1996, les deux capitales mirent soudain en veilleuse leurs différends. Bill Clinton et Jiang Zemin avaient tous deux besoin, pour des raisons intérieures, de calmer les frictions sino-américaines. L’un était en campagne à six mois de sa réélection, l’autre manœuvrait entre des écueils pour confirmer sa primauté après la mort prochaine de Deng Xiaoping. Les concepts clintoniens de “*strategic partnership*” et de *"constructive engagement"[[20]](#footnote-20)* allaient habiller une politique de facilité. Washington offrait en effet (1) des négociations patientes, évitant tensions et menaces, sur tous les sujets de désaccords (Taiwan, prolifération, excédent commercial, droits de propriété intellectuelle et artistique, respect des engagements à Hong Kong, droits de l’homme, etc.), et (2) un programme conjoint d’échange de visites à tous niveaux et dans tous les domaines.

Les Chinois acceptèrent, bien sûr, d’emblée : le premier point élargissait leurs marges de manœuvre dans toutes les négociations bilatérales ; le second allait permettre à JIANG Zemin de se poser en partenaire égal et privilégié du président américain. Il s’ensuivit plusieurs dizaines de visites de responsables américains en Chine et chinois aux Etats-Unis. Soulignons parmi celles-ci la tournée de deux semaines faite aux Etats-Unis par le vice-président de la Commission Militaire Centrale (CMC) et ministre de la défense chinois CHI Haotian, du 3 au 18 décembre 1996. Il était accompagné par les principaux responsables militaires concernés en cas de conflit[[21]](#footnote-21). Leur appréciation de l'avance militaire et technologique des Etats-Unis et des efforts restant à faire pour moderniser l'Armée populaire de Libération (APL) devait s'en ressentir. Plus tard, avec la visite officielle de Jiang Zemin aux Etats-Unis en 1997 et celle de Bill Clinton en Chine en 1998, on pouvait croire que le nouveau cours des relations sino-américaines se développait facilement.

En même temps, en 1997-1998, après la mort de Deng Xiaoping (jan.1997), le N°1 du parti JIANG Zemin et le Premier ministre ZHU Rongji attaquaient de nouveaux objectifs : la restructuration énergique des entreprises d'Etat (industrie et services, plus de 100 millions de salariés, à réduire de moitié) et l'intégration de la Chine dans l'économie mondiale la plus avancée, par l'adhésion à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC). Il leur fallait d’ailleurs, en même temps, s’attaquer à d'autres problèmes de grande taille : chômage massif, disparités sociales et régionales, environnement saccagé, système bancaire mal en point, etc.

Entre Américains et Chinois, certes, la connaissance mutuelle progressait, ainsi que les échanges économiques. Mais les sujets de friction restaient pratiquement au même point et les risques d’incident étaient toujours proches. Le plus sérieux, le bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade en 1999, pendant la guerre du Kosovo, fut ressentie par tous les Chinois comme une véritable agression. Les milieux dirigeants à Pékin se mirent à reprocher à Bill Clinton "d'être à double face" : d'une part il souhaitait de bonnes relations stratégiques et économiques avec la Chine, d'autre part l'Amérique cherchait toujours à freiner ou à “contenir” la montée en puissance de la Chine.

**Le premier mandat de George BUSH**

L’arrivée au pouvoir de George W. Bush (Jan.2001), changeait la donne, avec des aspects positifs et négatifs. Les néo-conservateurs étaient prédominants autour du nouveau président, de même que les dirigeants du "Groupe de Shanghai"[[22]](#footnote-22) autour de JIANG et bientôt de HU Jintao. Le discours de Washington devenait plus ferme et plus clair. On sortait du prétendu *"strategic partnership"* de Bill Clinton: la Chine était désormais un *"strategic competitor"*. Et le président Bush junior affichait sa volonté de protéger le statu quo à Taiwan "en faisant tout ce qu'il faut" pour protéger l'île en cas de crise. En mai 2001, il décidait d'accorder à Taipei d'importantes livraisons d'armements navals[[23]](#footnote-23). Mais en avril, l'incident de l'avion de surveillance EP-3E au large de l'île de Hainan[[24]](#footnote-24) (un pilote chinois tué. Collision et saisie de l'appareil et de son équipage de onze hommes) avait rappelé, de part et d'autre, les risques et l'absence de perspectives d'une politique d'affrontement. .

Cependant la volonté des Chinois de développer leur pays et d'apparaître comme une des plus grandes nations du monde était incompatible avec des menaces, de la gesticulation militaire, ou des crises répétées dans le détroit de Taiwan. SUN ZI préconisait déjà d’éviter l’affrontement face à face lorsqu’on est le plus faible. JIANG Zemin voulait en outre continuer la “diplomatie de grande puissance”, très flatteuse pour lui. Chaque fois qu’il était contraint de choisir entre modernisation et "réunification" (de Taiwan), il tranchait en faveur de la première.

A court terme en outre, JIANG voulait créer un bon climat pour le premier Sommet de l'APEC qui se tiendrait à Shanghai en octobre 2001 : la ville devait en effet recevoir à cette occasion une réunion de chefs d'Etat ou de gouvernement sans précédent en Chine. Celle-ci devait être suivie par la visite d'Etat du président Bush, une occasion de première importance pour la diplomatie de Pékin. Tout nouveau président américain passe en effet par une telle phase initiale de séduction et d'influence au contact de la Chine.

Le numéro un chinois avait aussi en tête le futur XVIè Congrès de son parti, fin 2002, qui devait régler une relève de dirigeants très délicate. Tout cela poussait à créer un climat harmonieux à l'extérieur et d'abord dans les rapports sino-américains. Aussi, malgré l'incident de l'avion EP-3E au printemps 2001, Pékin s'en tenait à une attitude diplomatique et modérée.

**L’impact du 11 septembre**

Dans ce contexte, le 11 septembre (2001) allait marquer encore un tournant dans les relations américano-chinoises. Washington déclarait la guerre au terrorisme international et l’occupation de l’Afghanistan était en cours. Contraint, en octobre, d'écourter son passage en Chine (pour le sommet de l’APEC) et de reporter sa visite officielle, George Bush se borna à demander à JIANG si la Chine serait avec les Etats-Unis, oui ou non, dans la lutte contre le terrorisme. Tout le reste était devenu secondaire. Le président américain était en position de demandeur et Jiang Zemin était comblé. Malgré la perspective d’un leadership mondial de l’Amérique, malgré celle d’un “encerclement” de la Chine, JIANG sut choisir, dire oui et s'engager dans cette direction encore totalement imprévue quelques semaines auparavant.

Cet épisode allait créer de nouveaux liens sino-américains, malgré bien des préventions mutuelles. Pékin s’alliait, en partie, à l'Amérique, au moins pour les dix prochaines années. La Chine mettait dans son plateau de la balance une coopération accrue dans le domaine du renseignement anti-terroriste et la neutralité résolue de sa diplomatie face à toutes les initiatives de l'administration Bush au Conseil de sécurité de l’ONU, en Afghanistan, en Irak, en Asie centrale et du sud. Les Etats-Unis cessaient discrètement en 2002 de qualifier la Chine de "strategic competitor", alors que cette expression avait servi au président Bush et à son Conseil National de Sécurité à caractériser la différence de leur politique chinoise avec celle de l'administration Clinton.

Pékin et Washington se limitaient, en 2002-2004, à protester formellement et à négocier par voie diplomatique leurs sujets de désaccords mutuels : reproches ou sanctions américaines sur la prolifération chinoise, l’industrie de contrefaçons, le régime de Hong Kong, le dumping et l’excédent commercial chinois dans les échanges bilatéraux. Les Américains baissaient d’un ton sur la répression chinoise au Xinjiang et au Tibet. Leurs réclamations étaient plus ciblées et discrètes sur le taux de change yuan-dollar, sur les droits de l’homme et carrément inaudibles sur la réforme du régime. Limité à certains sujets, le rapprochement ne faisait pas disparaître les désaccords et conflits, mais les rejetaient au moyen terme ou au second plan. C’est le cas, par exemple du projet US de “bouclier anti-missile” couvrant l’Asie Orientale, bien qu’il soit toujours dénoncé par les Chinois.

En 2002 pourtant, sur la prolifération, c'est donnant, donnant : en août, à la veille de la visite de Richard Armitage, la Chine avait publié une réglementation des exportations de technologies relatives aux missiles que Washington demandait en vain depuis longtemps. Elle s'était engagée à le faire depuis novembre 2000, en signant les accords internationaux MTCR *(Missile technology control regime)*. Mais Pékin s'abritait depuis lors derrière la responsabilité de ses sociétés exportatrices, que Washington avait fini par sanctionner dans l'été 2002, en les coupant du marché américain. Les nouvelles règles chinoises, en 24 articles, n'interdisaient pas totalement les exportations en question, mais les soumettent désormais à l'autorisation préalable et au contrôle de l'administration chinoise. Pékin prend donc la responsabilité de ces exportations sensibles. "C'est potentiellement un pas important" faisaient savoir les Américains, qui ont quand même attendu d'en constater les effets sur le terrain pour lever leurs sanctions[[25]](#footnote-25).

**Essor et déclin de la « quasi-alliance »**

Pourtant, en 2002 et 2003, Chinois et Américains semblent décidés à jouer ensemble sur trois terrains stratégiques particulièrement sensibles, mais prioritaires pour les deux pays. Ce sont :

- la coopération dans la lutte contre Al Qaeda, la prolifération et autres formes de terrorisme,

- le maintien du statu quo dans le détroit de Taiwan (ni réunification par la force, ni indépendance),

- la dénucléarisation pacifique de la Corée, par les pourparlers de Pékin à six pays.

Pendant deux ans, les intérêts communs et les compromis possibles entre Pékin et Washington priment et donnent même l’impression d’une “quasi-alliance” sino-américaine fondée sur ces trois piliers. Mais cette quasi-alliance s’est tout de même en grande partie érodée en 2004-2005, chacun des trois piliers étant fragilisé.

Dans le premier de ces domaines, en effet, la lutte contre le terrorisme international, la concentration extrême de la violence en Irak et l’enlisement américain dans cette erreur stratégique majeure ont marqué des limites aux possibilités de coopération sino-américaine. Les médias chinois critiquent l’action américaine, la diplomatie chinoise s’en tient à la neutralité, la coopération renseignement ne se développe pas, peut-être faute d’occasions. La prolifération nucléaire en Iran redevient un sujet d’irritation, Chinois et Américains n’étant pas là dans le même camp.

Dans la question de Taiwan, les Américains ont certainement cru un moment que la Chine se résignerait faute de mieux au maintien du statu quo, eux-mêmes marquant leur opposition à toute initiative indépendantiste comme à l’emploi de la force par Pékin. Mais il fallut déchanter : le “statu quo” est un équilibre instable, surtout quand le président taiwanais multiplie les paroles et les gestes éloignant Taiwan de la Chine. Craignant une proclamation par surprise de l’indépendance, Pékin fait des préparatifs militaires et mène une guerre incessante sur le plan diplomatique, politique, psychologique et législatif, rendant la situation assez insupportable aux Taiwanais. La situation dans le détroit reste tendue et mal acceptée sur les deux rives.

La dénucléarisation de la Corée du Nord, enfin, s’est enlisée dès le début. Certes la Chine et les Etats-Unis y ont un intérêt de sécurité majeur. Pékin s’est prêté activement à l’organisation des pourparlers à six pays (Chine, Etats-Unis, Japon, Russie, Corée du Sud et du Nord). Mais ceux-ci n’ont rien donné et tous les partenaires sont opposés à l’usage de la force américaine dans cette zone très sensible du monde. La Chine en outre n’est pas mécontente d’observer l’affaiblissement diplomatique des Etats-Unis dans cette affaire qui s’éternise. Au début de 2005 finalement, on n’ose plus parler de “quasi-alliance” sino-américaine, les trois questions ci-dessus ayant perdu une bonne part de leur potentiel de rapprochement.

**Perspectives**

Depuis leur reprise de contact en 1972, les Etats-Unis et la Chine ont été, sont et seront à la fois “partenaires” et “compétiteurs”, contraints à chaque instant de rechercher une solution de compromis à leurs différends.

Dans le domaine économique et financier, il est relativement facile de le faire, à condition d’être patient et tenace. Un compromis sur l’excédent chinois structurel dans les échanges commerciaux sino-américains et sur la réévaluation graduelle de la monnaie chinoise est possible. Le yuan chinois est lié depuis des années au dollar (8,28 Y pour 1 USD). Pékin, comme presque toute l’Asie Orientale, a d’importantes réserves en Bons du Trésor américains. Il y a là une solidarité fondamentale. Tant que l'Amérique ne cherchera pas sérieusement à toucher au régime politique chinois, à forcer le pouvoir chinois à se réformer, d'importantes relations non-antagonistes peuvent se développer sur une base de donnnant-donnant.

Sur le plan stratégique et politique, il en va autrement. Maîtresse du Pacifique - et de l’espace - l’Amérique veut naturellement rester la puissance régionale dominante en Asie de l’Est, mais la Chine a maintenant vocation à le devenir à son tour. A moyen et long terme la relation sino-américaine pourrait passer de la coopération et de l'alliance partielle à un affrontement croissant sur la prédominance régionale et la recherche d'un "monde multipolaire". Quels seront, dans cette équation, les positions et le poids du Japon, de la Russie et de l'Union Européenne dans un contexte de 20 à 30 ans ? La France, hélas, compte peu désormais en Extrême-Orient. L’Union européenne, aujourd’hui premier partenaire commercial de la Chine, n’a encore ni unité ni existence politico-stratégique.

Du coté américain, c’est la tentation de remodeler le monde par des actions à court terme qui pèse le plus sur les capacités en Asie Orientale et les relations avec la Chine. L’évolution de la guerre en Irak commandera non seulement les possibilités de réaménagement du Proche et Moyen-Orient, mais aussi la manière de traiter les crises nucléaires en Asie du nord-est et en Iran.

**Pour conclure,** regardons ce que fait la Chine depuis 2.000-2001. Elle refuse, ou esquive, pour l’instant tout affrontement grave avec l’Amérique. Elle se bat pour son avenir, mais pas dans le même jeu, ni dans le même espace de temps. Pendant que les Etats-Unis en difficulté en Irak tournent le dos, Pékin poursuit trois axes d’effort sur d’autres terrains :

* **Maintien de la stabilité en Asie Orientale** (arbitrage en Corée, tolérance difficile à Taiwan, lutte “anti-terroriste” au Xinjiang, accord sur la frontière russe et relation non-conflictuelle avec les Etats-Unis)
* **Maintien du maximum d’investissements des pays riches et poursuite de la montée en puissance** (efforts économique, techno-scientifique, militaire et spatial, dans une gestion remarquable, depuis 1992, des atouts et difficultés de la Chine).
* **développement du leadership économique chinois en Asie Orientale.** (L’accord de Vientiane, le 29 novembre 2004, a lancé l’organisation en dix ans, 2005-2010, de la zone de libre-échange Chine-ASEAN, tout en offrant activement d’y associer le Japon, la RoK et l’Inde (tous les pays d’Asie, mais rien qu’eux, la Chine au centre).

Cette ambitieuse politique à moyen et long terme, fondée sur le développement économique et sur l’organisation régionale autour de la Chine est apparue au jour surtout depuis deux ans. Elle ne se heurte à aucune résistance de l’administration Bush. On est dans la culture politique chinoise la plus classique. SUN Zi n’aurait probablement pas recommandé autre chose.

**Les rapports stratégiques**

**entre la Chine et la Russie.**

*Par le Général (cr) Henri PARIS, Président de DÉMOCRATIES.*

**A**

l'aube du XXIème siècle, les rapports sino-russes s'inscrivent sous le signe de l'alliance, dans le cadre d'une savante architecture, unissant par traités les deux Etats entre eux, ainsi que plusieurs autres de la Communauté des Etats indépendants (CEI) échafaudée sur les ruines de l'URSS.

Il est très instructif d'examiner ces accords ainsi que leur application : c'est le sens donné à cet examen, visant en outre à tirer une prospective.

## Les traités et leur explication

Dans la foulée d'un accord sino-russe conclu dans la fin des années 1990 à Bichkek, capitale du Kirghizstan, a été instituée une Organisation de coopération de Shanghai (OCS) qui tire son nom de la ville ayant abrité son premier sommet. L'OCS réunit la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, la Russie et le Tadjikistan.

Conçue dès l'origine comme un système de maintien de la stabilité régionale et antiterroriste, l'OCS a sauvegardé et même étendu sa vocation originelle. C'est ainsi que Chinois et Russes ont abandonné toute revendication ou réclamation sur le tracé de leur frontière, sont convenus de faire pression sur leurs alliés pakistanais et indien afin de les amener à l'apaisement de leur relation, de s'opposer fermement à tout séparatisme qu'il soit tchétchène, taïwanais, tibétain, ouighour et même kashmiri et de lutter contre le terrorisme. Un sommet annuel a été prévu afin de coordonner l'action. Au lendemain du 11 septembre 2001 et donc à la suite de la croisade antiterroriste qu'ils ont lancé en conséquence, les Américains ont modifié leur optique à l'égard des Russes et des Chinois, comme d'ailleurs des Pakistanais et donc de l'OCS : ils ont abandonné leurs préventions au bénéfice de la priorité immédiate qu'était le combat commun à outrance contre la nébuleuse terroriste islamiste.

L'OCS vient s'imbriquer dans le système de la Communauté des Etats indépendants (CEI) liant, par traités, les républiques anciennement constitutives de l'URSS, à l'exception des trois républiques baltes. Cette CEI que les Russes appellent leur "étranger proche" est conçue, dès la chute de l'URSS, comme un ensemble complexe économique et militaire visant une intégration progressive. C'est ainsi qu'est bâtie une zone rouble et une union douanière qui estompe les frontières nouvellement créées. Un sommet annuel permet la coordination des politiques. Lors du 5ème sommet, tenu à Tachkent en mai 1992, le système de la CEI est complété par un traité comportant une clause instituant une défense collective confortée lors du sommet d'Erevan, en mai 2001, par la création d'une Force de déploiement rapide, puis, lors du sommet de Douchambe, en avril 2003, par l'établissement de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). Ce même sommet a précisé et consolidé un système commun de défense antiaérienne et antispatiale. Moscou n'a fait que s'inspirer des modèles qu'offraient le défunt pacte de Varsovie et l'OTAN.

Le rapprochement sino-russe, alors que les relations entre la Chine et l'URSS avaient été marquées par de profondes dissensions, s'explique assez facilement. En premier lieu, l'effondrement de l'URSS a suspendu la menace que pouvait éprouver la Chine à l'égard de son trop puissant voisin. En second lieu, son expansion économique amène la Chine à avoir, en 2003, un PIB quatre fois supérieur à celui de la Russie. Si menace il y a, désormais, elle est dans un sens inversé et c'est la Russie qui peut craindre que le vide démographique sibérien n'attire de trop une convoitise chinoise. L'abandon de toute revendication territoriale, déterminé à Bichkek, met donc un terme, au moins momentané, à ce problème.

Les autres raisons du rapprochement tiennent à des situations semblables vis-à-vis de séparatismes locaux avec les conséquences induites. Les Russes ont à faire face à l'interminable guerre de Tchétchénie avec les virulents reproches d'atteinte aux droits de l'Homme qu'entraînent les procédés qu'ils utilisent pour réduire leurs adversaires. La Tchétchénie est un enjeu vital pour la Russie, non seulement parce que son indépendance signifierait un premier démantèlement de l'intégrité de la Fédération russe, après la décomposition de l'URSS, mais encore parce qu'il y a production locale de pétrole et implantation des oléoducs et gazoducs assurant l'acheminement des hydrocarbures du bassin de la Caspienne aux terminaux de la mer Noire. Deuxième menace de démantèlement que les Russes doivent parer, les Kouriles toujours revendiquées par les Japonais, ennemis des Chinois. L'enjeu est encore l'intégrité de la Fédération de Russie, mais il est aussi d'ordre stratégique : les Kouriles ferment la mer d'Okhotsk dans laquelle les sous-marins nucléaires russes occupent une position inexpugnable sans possibilité d'être détectés en plongée.

Les Chinois, de leur côté, ont à lutter contre des tendances séparatistes au Xinjiang, province occidentale, peuplée d'Ouighours islamistes et la seule à posséder une ressource pétrolière, certes peu importante, dans l'ensemble chinois. Autre séparatisme, celui du Tibet auquel s'ajoute la revendication de Pékin à l'égard de Taïwan, considéré comme une province, ce que réfutent les Américains. Le régime chinois est l'objet de violents reproches assénés par les Occidentaux, quant au respect des droits de l'Homme.

L'application des traités.

En sus de ces intérêts communs et de ces ennemis communs, Russes et Chinois partagent la même méfiance à l'égard des Américains, bien que tous soient tombés d'accord pour faire alliance contre le terrorisme islamiste. Il n'en demeure pas moins qu'entre Pékin et Washington, en sus du problème taiwanais, existe un lourd contentieux sur l'espace que présente l'océan Pacifique et ses approches asiatiques. La zone d'influence américaine a tendance à s'affirmer et à s'étendre en Asie, ce qui inquiète la Russie et la Chine, toutes deux puissances riveraines du Pacifique. Le sourd affrontement qui oppose les Chinois et les Américains à ce sujet, est susceptible de reprendre une forme plus aiguë pour peu que s'estompe la menace islamiste. En effet, avant l'alliance de fait conclue au lendemain du 11 septembre 2001, de nombreuses manifestations de force avaient opposé Américains et Chinois, y compris un combat aérien et des manœuvres navales. L'intrusion d'un sous-marin chinois dans les eaux du Japon, allié presque inconditionnel des Etats-Unis, en novembre 2004, relève du même type d'incidents et démontre la persistance du contentieux.

Même méfiance russe à l'égard des Américains pour des raisons similaires, illustrées par le refus du président russe, Vladimir Poutine, de se rendre au sommet de l'OTAN à Istanbul, le 20 juin 2004. En revanche, le président russe est présent le 24 juin à Vladivostok et précédemment les 16 et 17 juin à Tachkent pour participer très activement au sommet de l'OSC. Le 16 juin, Ouzbeks et Russes, signaient bilatéralement un contrat de coopération sur les hydrocarbures, par le truchement de sociétés appartenant à l'Etat. Parallèlement, était conclu un traité de coopération stratégique visant à écarter l'Ouzbékistan d'une organisation groupant avec lui l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine. Cette organisation, fondée en 1997, soutenue par les Etats-Unis, vise à renforcer la souveraineté des Etats-membres et donc à contrer la CEI et par là même l'influence russe.

Le sommet de l'OCS, le 17 juin, consacré à la lutte antiterroriste, a consisté principalement, dans ce cadre, à négocier un rapprochement avec l'Afghanistan. Son président, Hamin Karzaï, avait été invité pour l'occasion. En outre, le président afghan a accepté une coopération économique, tandis que le président chinois proposait un prêt de 900 millions de dollars aux membres de l'OCS, signe tangible de la prospérité financière de la Chine.

Dans la suite du sommet de l'OCS, une série d'accords du même genre a lié plusieurs pays de la CEI entre eux et destiné à amoindrir l'influence américaine ou occidentale dans la région. Il avait été question d'un contrat d'un milliard de dollars négocié par la société britannique BAE avec le Kazakhstan pour équiper ce dernier d'une défense antiaérienne de la CEI. Moscou ne pouvait ressentir la négociation que comme une atteinte à la défense antiaérienne, pierre angulaire de l'OTSC.

Les péripéties de l'élection présidentielle ukrainienne, en novembre 2004 viennent encore alourdir le contentieux. Moscou ne peut que considérer avec amertume le soutien accordé par Washington et les Européens au candidat pro-occidental, Victor Iouchtchenko, à l'encontre du pro-russe Victor Ianoukovitch. L'Ukraine fait partie de l' "étranger proche" de la Russie qui est poussée, derechef, vers la Chine.

Pour faire bonne mesure, Moscou, en juin 2004, a organisé une manifestation de puissance sous la forme d'une grande manœuvre, *Mobilnost 2004.* Ces manœuvres ont essentiellement consisté dans la projection d'ouest en Extrême-Orient, par voie aérienne, d'une brigade blindée et de tirs de missiles, à partir de sous-marins et d'avions. C'est ainsi qu'un missile balistique a été lancé par le sous-marin nucléaire *Ekaterinenbourg* en plongée dans la mer de Barents sur une cible située au Kamtchatka. Le déplacement d'une brigade blindée par avions est en soi un exploit qui fait pâlir des Américains et encore plus les Européens.

C'est encore dans le cadre d'une manifestation de puissance qu'il faut percevoir le discours de V. Poutine, le 17 novembre 2004, adressé aux chefs de l'armée russe. Au cours de son allocution, le président russe annonçait la mise en service du missile stratégique *Topol-M*, d'une portée de 10.000 km, susceptible de percer n'importe quel bouclier antimissile. Ce système de missile avait d'ailleurs été annoncé dès 1994. Le discours n'est donc jamais qu'une redondance, mais avec une signification spéciale à l'égard des Etats-Unis.

L'ensemble est un message à destination de l'arène internationale, vise à occulter le délabrement de l'armée russe et à faire percevoir aux Chinois que la Russie reste une grande puissance militaire à défaut de posséder une économie puissante.

Dernier élément de coopération possible entre Russes et Chinois, leur complémentarité en matière énergétique. Les Chinois ont besoin de pétrole, les Russes peuvent leur en fournir. Il est de l'intérêt des deux Etats de contrôler la CEI et l'Asie centrale aux fins d'un acheminement sûr du pétrole russe vers la Chine.

\*

\* \*

Russes et Chinois partagent un souci commun inscrit dans leurs cultures : organiser des rapports internationaux très précis par le truchement de traités détaillés. C'est ce qui explique l'architecture complexe contractuelle qu'ils ont mis au point, à l'inverse du pragmatisme anglo-saxon.

Le principal pont de friction à venir peut-être entre Pékin et Moscou, consiste dans le souhait potentiel chinois de combler le vide sibérien. Cependant, après avoir longtemps recherché des capitaux japonais, les Russes peuvent très bien se rabattre sur les Chinois pour le développement de la Sibérie. Ce serait un rapprochement supplémentaire.

Il n'est jusqu'au renforcement de la centralisation, ce que les Russes appellent la "verticale du pouvoir", qui ne rapproche Pékin et Moscou par des systèmes politiques qui leur sont propres et qui s'éloignent de la démocratie parlementaire, telle que la comprennent les Occidentaux.

Dernier élément de rapprochement, Chinois et Russes partagent une méfiance semblable à l'égard des Américains. La coopération sino-américaine comme russo-américaine, tout comme la lutte contre le terrorisme international, ne donnent lieu qu'à des arrangements laissant intact un profond contentieux.

On en revient à la constitution de blocs.

**La stratégie militaire américaine**

**en Asie-Pacifique**

*Note du CEREMS (Centre d’Etudes et de Recherches de l’Enseignement Militaire Supérieur) Mai 2005.*

**A**

**Le rôle classique de « off-shore balancer » : l’accent mis sur le rôle de l’U.S. Navy.**

***près la Seconde Guerre Mondiale et jusqu’à la fin de la Guerre Froide, la stratégie militaire américaine en Asie-Pacifique a reposé sur le concept de bases off-shores, du fait de l’impossibilité politique d’implanter des bases sur le continent asiatique. Dans cette approche, la présence américaine dans la région se fonde sur des bases essentiellement navales*** qui se trouvent sur les îles du Pacifique appartenant aux Etats-Unis (Guam, Midway, Iwo Jima, îles Marshall, Wake, Hawaï, Mariana…) ou sur le territoire d’Etats-nations se trouvant à la marge du continent asiatique et liés aux Etats-Unis par des contrats de défense ou d’autres types de relations – le Japon, les Philippines, et la Corée du Sud. ***A l’aide de ces « plate-formes », les Etats-Unis peuvent alors projeter des forces dans une région qui n’était pas le centre de leurs préoccupations géostratégiques***; projections qui ont notamment été produites lors des Guerres de Corée et du Vietnam. En temps de paix, la présence américaine est assurée par l’U.S. Navy. La base de Yokosuka, qui accueille la 7ème Flotte et le 3ème corps expéditionnaire de Marines au Japon, est l’une des rares bases américaines à l’étranger pouvant accueillir ce type de forces. En soutien, le commandement du Pacifique bénéficie également de la 3ème flotte et du 1er corps expéditionnaire de Marines basés en Californie. Les stratégies de déploiement naval américaines sont exposées dans le ***« Fleet response Plan »*** (mars 2004), qui a pour objectif de permettre à la US Navy d’exercer une domination maritime continue en tous points du globe, et une capacité de projection efficace en cas de crise. Ainsi, il s’agit de conserver une présence mobile à l’étranger pour dissuader les adversaires, rassurer alliés et amis, et raccourcir le temps de réponse aux crises. Malgré un redéploiement des forces navales américaines aux Etats-Unis dès 1998 et dans l’Océan Indien en 2004 (en raison de l’intérêt énergétique de la zone et du contexte géopolitique au Moyen-Orient et en Asie Centrale), la région Asie-Pacifique reste stratégique. En effet, les Etats-Unis y défendent cinq des sept traités de défense mutuelle négociés depuis la fin de la Seconde guerre mondiale : traités avec les Philippines (1952), avec l’Australie et la Nouvelle-Zélande (ANZUS, 1952), avec la Corée du Sud (1952), avec le Japon (1960), et enfin l’accord de défense collective d’Asie du Sud-Est (USA, France, Australie, Nouvelle-Zélande, Thaïlande, Philippines, 1955). Les Etats-Unis jouent également un rôle dans la formation des armées des pays amis du Sud-Est asiatique. C’est pourquoi les forces navales américaines ont participé en 2004 à plus de 1700 exercices interalliés dont les plus notables sont « talisman Saber » avec l’Australie, « Cobra Gold » avec la Thaïlande, « Balikatan » avec les Philippines, « Keen Sword/Keen Edge » avec le Japon, « Rim of the Pacific » (USA, Canada, Australie, Japon, Corée du sud, Chili et GB). De même, elles ont donné leur soutien à une vingtaine d’opérations humanitaires depuis 1996, plus récemment lors du dernier tsunami dans la région.

**Faces aux nouveaux challenges sur le continent asiatique, une montée en puissance des armées de terre et de l’air.**

Le fin de la Guerre Froide et l’avènement de la globalisation vont changer la donne pour les Etats-Unis en Asie-Pacifique. L’Asie va se trouver être *le* principal centre de l’intérêt géopolitique américain pour 4 raisons : (1) la ***montée en puissance de la Chine*** ainsi que (2) la ***montée spectaculaire de l’Asie en général***, (3) la ***recherche de stabilité régionale*** qui s’en retrouve être encore plus vitale, ainsi que (4) les répercussions du **terrorisme international** sur la scène régionale. ***Les grands questions stratégiques auxquelles se voient confrontés les Etats-Unis* *quant à la Chine sont la question de* *Taïwan*, *les relations sino-japonaises, ainsi que la force de frappe nucléaire chinoise***, sans parler de l’influence que pourrait avoir la Chine sur la ***Corée* *du Nord***. Même si un dialogue de sécurité existe avec Pékin, sur le plan militaire les Etats-Unis ont donné la préférence à une démonstration de force. L’on en a pu voir l’aspect militaire, politique et psychologique lors du déploiement de deux groupes porte-avions dans le détroit de Taïwan lors de la crise de 1996. Après la perte des bases historiques aux Philippines, les deux ports les plus importants face à la Chine sont Yokosuka au Japon ainsi que Guam. Ce dernier a vu ses effectifs considérablement grandir au cours des dernières années : des SSBNs (Ballistic missile submarine, Sous-marin Nucléaire Lanceur d'Engins) y ont été stationnés et l’on parle d’y attacher également un ou plusieurs portes-avions. En ce qui concerne l’arsenal nucléaire chinois, il est l’un des premiers visés par le projet américain de ***MD*** (Missile Defense, Défense anti-missiles). Le MD vise dans sa composante régionale – si l’on estime qu’il incluera Taïwan – également les missiles balistiques conventionnellement armées pointées sur celui-ci. Le deuxième et troisième challenges sont étroitement liés, car la montée économique spectaculaire de l’Asie repose en grande partie sur la stabilité régionale. Outre la volonté de ***prévenir l’inflammation de points géographiques contestés****,* tels la frontière entre les deux Corées et le détroit de Taïwan, la stratégie militaire va avoir comme principal objectif de ***garantir la sécurité des SLOCs*** (Sea Lines of Communication, Lignes de navigation maritimes), notamment en sécurisant les détroits vitaux (particulièrement celui de Malacca). Cette volonté de libre circulation se rattache néanmoins aussi au quatrième challenge que constitue l’essor de groupes terroristes dans la région. En ce qui concerne les détroits, ***les******Etats-Unis redoutent des actes de pirateries et de terrorisme*,** notamment en mer de Chine, et sont en train de créer la RMSI (Regional Maritime Security Initiative, Initiative Régionale de Sécurité Maritime) qui verrait des marines américains sur des vedettes rapides patrouiller ces points cardinaux. En parallèle, l’U.S. Army a été déployé dans plusieurs pays de l’Asie du Sud-Est pour entraîner les forces armées de ces pays à la lutte anti-guérilla et anti-terroriste. A cette date, ***le Pacific Command (Commandement du Pacifique), basé à Hawaï, a sous son contrôle 300.000 militaires et constitue le plus grand Command au niveau global****.* Sur les 78 000 troupes avancées concentrées en Asie de l’Est en 2004, 75% se trouvent en Japon et en Corée du Sud. Des SSBNS ont été transférés de la zone Atlantique vers le Pacifique, leur nombre total dans la région passant de 4 à 9. La U.S. Navy compte en outre 39 SSNs (Nuclear powered submarine, sous-marin nucléaire d’attaque), 6 groupes portes-avions, et 200 bateaux, tandis que l’Air Force dispose de 2000 avions. Depuis 1998, le Pentagone a redéployé 30.000 soldats vers les Etats-Unis, tout en maintenant intactes les capacités de combat sur le terrain en utilisant le progrès technologique à ces fins. Cela permettrait également de faire des concessions aux pays-hôtes qui demandent une réduction des troupes stationnées sur leurs territoires. De plus, les unités restantes sont censées se détourner de l’impératif absolu de la défense territoriale, notamment dans le cas de la Corée du Sud, afin d’être plus projetables dans la région. Selon des officiels du Pentagone, les Etats-Unis penseraient à transférer presque la totalité des 20,000 Marines stationnés à Okinawa vers l’Australie, d’agrandir les effectifs des contingents basés à Singapore et en Malaisie, et de chercher à conclure des accords de stationnement pour des unités de la Marine au Vietnam et pour des unités de l’Armée au Philippines. La fin du régime de Saddam Hussein en Irak a dans ce contexte des effets indirects importants, car elle pourrait permettre – moyennant une solution durable de la question iranienne - de redéployer des groupes portes-avions ainsi que des unités expéditionnaires de l’Armée de l’Air jusqu’alors basés dans le Golfe et l’Océan Indien sur le Pacifique, agrandissant ainsi considérablement la force des frappes et les options américaines.

**Le redéploiement des troupes américaines**

**en Europe.**

*Note du CEREMS (Centre d’Etudes et de Recherches de l’Enseignement Militaire Supérieur) Avril 2005.*

**Le**

redéploiement des troupes vise à empêcher une puissance hostile de dominer l’Europe ou le Proche et le Moyen-Orient, et permettre l’accès aux ressources naturelles dont les Etats-Unis ont besoin. C’est pourquoi la nouvelle stratégie américaine se fonde sur deux éléments essentiels : la promotion de la ***stabilité régionale*** en Europe et aux alentours, et le développement d’une plus grande ***flexibilité géostratégique***. <http://sfdx.com/blog/pdf/pnac.pdf>

# Un positionnement hérité de la Guerre Froide.

La disposition des troupes américaines en Europe est héritée de la ***Guerre Froide***. Il y avait encore 100 000 hommes sur ce continent en 2004, dont la plus grande partie en Allemagne de l’Ouest. La présence américaine en Europe était en effet destinée à contenir la menace soviétique, ce qui fut dénommé « syndrome du *Fulda Gap* ». Cette expression en usage dans les années 1980 désignait le corridor géographique allant de Leipzig à Francfort, passage supposé obligé de toute éventuelle attaque soviétique. Les pays hôtes souscrivaient à cette stratégie puisqu’ils finançaient partiellement les installations américaines, les Etats-Unis recevant encore 1,56 Mds $ en 2001 au titre du partage des charges liées aux bases. De la même manière, l’Otan fournit - au titre du NATO Security Investment Program - une aide qui ne compense cependant que partiellement la contribution financière américaine.

Projection, agilité, flexibilité.

La ***guerre en Irak*** a marqué un glissement des intérêts stratégiques américains vers le Moyen-Orient, ce qui a été pris en compte dans les textes doctrinaux postérieurs, rédigés ou inspirés par les néo-conservateurs. La ***chute de l’URSS*** et l’extension du périmètre de sécurité américain qui en découle ont donné un nouveau relief aux objectifs de défense. La guerre dans les ***Balkans*** a, par la suite, confirmé l’obsolescence du positionnement stratégique américain aux yeux des théoriciens du redéploiement. La dernière formulation de la doctrine en matière de redéploiement est incarnée par la stratégie des ***lily pads*** (2003). Elle consiste à mettre en place un réseau de ***bases légères*** placées dans les régions du monde où l’on risque de rencontrer des états défaillants, l’activisme islamique, des trafics d’armes, de drogues et autres facteurs d’instabilité. C’est finalement la présence permanente en Afghanistan et en Irak qui a créé un contexte favorable à la dernière déclaration doctrinale en matière de stratégie globale américaine : le discours du président Georges W. Bush tenu le ***16 août 2004*** en Ohio, dans le cadre de la campagne pour les présidentielle. Comme les Etats-unis veulent mettre en place des troupes plus agiles, flexibles et déployables, environ 70 000 soldats (et 100 000 civils) quitteront l’Europe d’ici 2010, la moitié des bases sera alors fermée. Les QG seraient pour leur part renforcés et rationalisés, et le nombre de forces spéciales accru. Il ne s’agit donc plus uniquement de défendre l’Europe mais aussi de s’en servir comme ***base de projection****.* <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2004/08/print/20040816-5.html>

# Cap à l’Est

La majorité des troupes déplacées seront rapatriées aux ***Etats-Unis***. En ***Europe de l’Ouest***, on opérera un mouvement de ***concentration*** des installations militaires à l’Est et des QG à l’Ouest, tout en ***réduisant*** le nombre d’hommes sur place et donc les familles avec les infrastructures associées. En Allemagne, le regroupement de 13 bases à Grafenwöhr (frontière tchèque) est déjà en cours, tandis que les forces aériennes sont en train de déménager de la base aérienne de Rhein-Main vers celle de Ramstein, permettant ainsi, l’agrandissement de l’aéroport international de Francfort. De son côté, la Navy va déplacer son QG du sud de Londres vers Naples. Les Etats-Unis comptent aussi consolider leurs missions en Méditerranée (bases aériennes en Grèce) et réduire la base de Keflavik en Islande. En ***Europe de l’Est***des installations seront créées ou renforcées, mais elles seront occupées par des troupes plus ***légères*** et ***mobiles***, ce qui va à l’encontre des espérances des futurs pays hôtes qui comptaient tirer un avantage économique conséquent de ces installations. Certaines bases, notamment en Roumanie (port de Constanza), en Bulgarie (ports de Varna et Burgas) et en Hongrie (base aérienne de Taszar) sont en train d’être remaniées et améliorées selon les termes du NATO Membership Action Plan (MAP). Les deux premiers pays sont particulièrement attractifs car ils donnent accès à la Mer Noire. La République Tchèque également offre une variété de sites possibles tout comme en Albanie où des rénovations de camps d’entraînement seraient aussi prévues. Quant aux Pays Baltes, les projets de coopération renforcée doivent tenir compte de l’opposition russe. Aux ***marges de l’Europe***, l’Azerbaïdjan est sollicité pour des bases d’entraînement, mais la coopération y demeure restreinte car les Etats-Unis ne soutiennent pas le projet azéri de reconquête du Haut-Karabakh. En ce qui concerne l’Ouzbékistan, des troupes américaines y étaient déjà installées du fait des opérations en Afghanistan et des discussions sont en cours pour y construire des bases de type « ***lily pads***», redéploiements négociés en parallèle avec les Russes. Des discussions ont aussi lieu pour stationner des avions de chasse à l’Est de la Turquie, en plus des bases et des sites radar existants. <http://www.niraikanai.wwma.net/downloads/gao-july2004.pdf>

La nécessité de la stabilité régionale, l’éventualité d’un nouveau jeu des puissances.

Le redéploiement a longtemps été remis à cause de l*’****instabilité*** de la Russie puis des Balkans et pour ménager les ***Alliés***. Deux raisons remises en question depuis la pacification des conflits yougoslaves et l’opposition de l’Allemagne à la guerre en Irak. Les restructurations prévues dans les forces armées américaines basées en Europe répondent donc à un besoin de *flexibilité stratégique* qui permettrait dans le même temps de diminuer la dépendance américaine vis-à-vis de ses alliés actuels. Toutes les troupes situées sur des bases permanentes devront pouvoir se rendre sur le théâtre des opérations en 10 jours, gagner en 30 jours et se redéployer sur un autre théâtre d’opération en 30 jours (<http://www.basicint.org/pubs/Notes/BN041119.htm>). Pour cela, les forces armées doivent pouvoir compter sur un réseau de « lily pads » disposant des infrastructures et de l’équipement minimum pour pouvoir se déployer à ***proximité des zones de conflits***, aux frontières de l’Europe et à ses marges. La paix et la stabilité de ces zones sont en effet essentielles puisqu’elles conditionnent l’approvisionnement du ***marché pétrolier*** et qu’elles servent encore de base au ***terrorisme international***. De plus, le repositionnement vers le Moyen-Orient mais aussi l’Asie Centrale permet aux Etats-Unis d’être présent dans une région qui intéresse aussi la Russie et la Chine.

**L’organisation du commandement**

**de la Défense britannique**

*Note du CEREMS.*

Alors le que le Chef d’état-major des armées françaises vient de voir ses attributions élargies et qu’il a désormais autorité sur les trois chefs d’état-major d’armée[[26]](#footnote-26), il a paru intéressant de publier ici une note récente du Centre d’études et de recherche de l’enseignement militaire supérieur (CEREMS) sur l’organisation du commandement de la Défense britannique. La Rédaction remercie le CEREMS[[27]](#footnote-27) pour son aimable autorisation à reproduire cette note, ainsi d’ailleurs que les deux notes précédentes.

**L’**

actuel partage des compétences au sein du Ministère de la Défense britannique (MOD) est régi selon un décret-cadre de 1975 intitulé *The Queen's Régulations for the Army* (annexe A au chap. 4), vingt-sept fois amendé depuis, sans que la structure organisationnelle ait été profondément modifiée. Le Ministre de la Défense est seul responsable de la politique de Défense devant le Gouvernement, mais il est assisté de trois autres ministres : le Ministre délégué aux Forces armées, le Secrétaire d’Etat à la Défense et à l’Equipement militaire et le Secrétaire d’Etat à la Défense et aux Anciens combattants.

Le Chef d’état-major des Armées britanniques (*Chief of the Defence Staff*, CDS), principal conseiller militaire du Ministre, est à la tête des Armées. A ce titre, il est au centre de la chaîne de commandement en matière de planification et de conduite d’opérations militaires, puisqu’il est l’intermédiaire entre les directives du Gouvernement et du Ministre d’une part, et les différents commandements opérationnels d’autre part. Lorsque la Grande-Bretagne est engagée en opérations, le CDS peut être invité par le Premier Ministre à participer au Conseil des Ministres, où se prennent les décisions qu’il aura à appliquer. Par ailleurs, il représente les Forces armées britanniques dans le cadre des relations militaires internationales.

L’Armée de Terre, la Marine et l’Armée de l’Air disposent chacune d’un chef d’état-major, responsable de la disponibilité effective de ses forces matérielles et humaines, de leur efficacité, ainsi que du moral, de l’éthique et du bien-être de ses troupes. Au même titre que le CDS – bien que pas au même niveau – les CEM sont aussi conseillers militaires du Gouvernement, et participent, en tant que membres des différentes instances de la Défense (cf. infra), à la formulation des politiques stratégiques et d’équipement, et aux doctrines d’utilisation des forces. Bien qu’ils conservent un droit d’accès direct au Ministre et au Premier Ministre, il ne rend en principe compte qu’au CDS.

Le poste de CDS a été créé en 1956, de manière à tirer les leçons de l’importance des opérations interarmées menées pendant la Seconde Guerre mondiale. Le CDS succédait ainsi à la fonction de président du Comité des chefs d’état-major (*Chiefs of Staff Committee*), qui était assurée successivement, selon le principe de la présidence tournante, par chacun des CEM des trois armées. Le Comité a ultérieurement été rejoint par un adjoint au CDS (le *Vice-Chief of the Defence Staff*, VCDS), portant ainsi son effectif à cinq membres. Depuis 1997, le CDS est – de même que les autres membres du Comité – un général quatre étoiles (ou grade équivalent), le grade supérieur ayant été jugé d’une part trop lourd budgétairement, d’autre part trop important relativement au nouveau rôle des armées britanniques dans l’après-Guerre froide.

Pour adapter les structures ministérielles à cette évolution vers l’interarmisation, les cinq ministères responsables de la politique des forces armées – l’Amirauté, le *War Office*, le *Air Ministry*, le *Ministry of Aviation* et le *Ministry of Defence* soi-même – ont été fondus en 1964 en un seul grand Ministère de la Défense. De ce fait, il existe un Conseil de Défense (*Defence Council*, présidé par le Ministre), responsable de la Défense et en charge de la formulation de sa politique, de la cohérence des trois armées, et de l’application des consignes gouvernementales. Le Conseil compte quatorze membres, dont le CDS, son adjoint et les CEM des trois armées. Un bureau de chaque armée – auquel ne participe pas le CDS et qui est présidé par le Ministre – rend compte directement au Conseil de ces questions et a des pouvoirs étendus sur les services administratifs de l’armée en question ; chaque bureau dispose d’un bureau exécutif, présidé par le CEM concerné.

Les membres du Comité des CEM ainsi que six hauts responsables administratifs, forment le *Defence Management Board* (DMB), le Bureau exécutif du Conseil. C’est dans ce cadre-clef qu’est menée la réflexion sur la stratégie de Défense, les moyens de la mettre en œuvre, la répartition du budget et sa gestion. Ses membres les plus éminents sont le Secrétaire permanent (*Permanent Under Secretary of State*, PUS), principal conseiller civil du Ministre, assimilable à un Secrétaire général du Ministère, et le CDS – celui-ci et le PUS étant formellement au même niveau hiérarchique. L’organisation du DMB est caractérisée par un principe de responsabilité collective, dans un processus de décision qui se doit d’être consensuel.

Pour autant, alors que le PUS est personnellement responsable du budget du MOD – y compris devant le Parlement –, ni le CDS ni les CEM ne sont directement en charge d’un budget, ce qui ne favorise pas leur position au sein du DMB. En effet, la plus grande partie du budget de Défense est répartie, depuis une réforme commencée au début des années 1990, entre treize *Top Level Budget* (TLB, équivalent des Budgets opérationnels de Programme dans le cadre de l’application de la LOLF), auxquels le PUS délègue la pleine responsabilité de gestion. Le premier est le *Central TLB* (6% du budget), organisme qui est sous la double autorité du PUS et du CDS, et pourvoit aux besoins du *Head Office* et du *Central staff* (Etat-major général). Suivent cinq TLB opérationnels correspondant aux QG commandant respectivement les opérations interarmées, l’Armée de Terre, la Marine, l’Armée de l’Air et l’Irlande du Nord, ainsi que trois TLB « Ressources humaines » (un par Armée). Les quatre derniers TLB sont interarmées, consacrés à l’équipement, la logistique, les sciences et le développement.

Le *Central Staff* est dirigé conjointement par le VCDS et le Second Secrétaire permanent (*Second Permanent Under Secretary of State*, 2nd PUS), respectivement adjoints du CDS et du Secrétaire permanent, conformément au principe de gestion conjointe, civile et militaire, de la Défense. Sous leurs ordres se trouvent huit groupes, chargés respectivement : 1°) de la politique de Défense, 2°) des finances, 3°) des sciences et techniques, 4°) du personnel civil, 5°) de la planification opérationnelle (*Commitments*), 6°) du personnel militaire, 7°) de l’équipement, 8°) de la santé. Les quatre premiers sont dirigés par des fonctionnaires civils (*Director*), les quatre suivant par des militaires (*Deputy Chief of the Defence Staff*). Les fonctions couvertes par cet état-major général sont donc particulièrement larges, de manière à permettre une véritable gestion interarmées des Forces armées britanniques : certaines directions ou sous-directions dont les compétences sont restreintes à une seule armée, comme la Direction des Ressources et de la Stratégie de l’Armée de Terre *(Army Resources and Plans*), ne sont ainsi dépendantes que du niveau interarmées. Sur le même modèle de gestion civilo-militaire, la logistique (DLO) comme le renseignement (*Defence Intelligence Staff*, DIS) sont sous le double contrôle du CDS et du PUS.

Si l’interarmisation en Grande-Bretagne est donc assez avancée, elle ne s’est pas pour autant faite uniquement sur la base du CDS. Le rôle de l’administration civile, rationalisée par la réforme de l’Etat – notamment par le biais des structures budgétaires – est capital : le PUS a ainsi « la responsabilité primaire de la politique, des finances et de l’administration dans le Ministère » (art.1 de l’annexe A). A l’inverse, le CDS n’a une autorité pleine et entière sur les missions dont il est chargé que dans le cadre de la transmission des ordres de nature militaire aux centres de commandement. Il est vrai que dans le cadre d’opérations interarmées, gérées par le QG interarmées (*Permanent Joint Headquarters*, PJHQ) depuis sa création en 1996, le CDS peut suivre leur application de manière plus directe et efficace, sans l’intermédiaire des CEM.

**Nouvelles du CESAT**



***E M S S T***



**Présentation de la leçon inaugurale**

**par le Commandant de la DEMSST**

**M**

on Général,

Messieurs les officiers généraux,

Messieurs les directeurs des grandes écoles,

Mesdames et Messieurs les professeurs,

Mesdames, Messieurs,

Je suis le Colonel PESQUÉ, commandant la DIVISION de l’enseignement militaire supérieur scientifique et technique.

Cette division est principalement une structure d’enseignement supérieur qui appartient au CESAT , COLLÈGE DE l’enseignement supérieur DE L’ARMEE DE TERRE qui est depuis le 1er juillet 2004 le pôle  «  enseignement supérieur »   du Commandement de la formation de l’armée de terre.

Placée sous la présidence du général de division BALERIN commandant le collège de l’enseignement supérieur de l’Armée de terre du CoFAT, cette journée marque solennellement le point de départ d’une nouvelle année scolaire pour les quelques 232 officiers stagiaires français et étrangers scolarisés à l’EMSST, soit au titre du brevet technique, soit au titre du diplôme technique.

Cette journée est l’occasion privilégiée, et presque unique, d’un rassemblement de tous les officiers stagiaires. C’est aussi un moment fort qui souligne la reconnaissance et l’attachement de tous à une vénérable maison qui, depuis 1947, a formé au profit de l’institution, près de 9000 brevetés et diplômés techniques.

Aussi, je saisis l’opportunité qui m’est offerte içi pour remercier l’ensemble des personnalités civiles et militaires qui contribuent directement aux projets pédagogiques de l’enseignement militaire supérieur. En particulier bien sûr tous ceux qui ont bien voulu honorer de leur présence, cette journée.

Dans le système de formation global mis en œuvre au sein du Collège de l’enseignement supérieur, la Division EMSST constitue l’un des dispositifs essentiels qui concourt à faire acquérir aux officiers stagiaires les compétences techniques indispensables de haut niveau, dont notre armée a besoin pour préparer et asseoir son avenir.

Modernité, adaptabilité, sens de l’innovation, recherche de l’efficience, sont autant de maîtres mots qui prévalent dans la préparation et la conduite de notre mission.

# Quelques stagiaires du COSCAM

Mais, décrire l’EMSST aujourd’hui, outre les stagiaires qui constituent le véritable cœur de notre métier,

* c’est mentionner également l’enseignement, présentiel et à distance, avec un réseau de 200 enseignants spécialisés, au sommet de leurs domaines, employés  pour former les 350 officiers inscrits en préparation aux différents concours de l’enseignement supérieur ;
* c’est aussi décrire un réseau ouvert et évolutif de 80 établissements d’enseignement supérieur et universités, parfaitement adaptés aux besoins de formation de l’Armée de terre ;
* c’est enfin attester des actions de formation nombreuses mises en œuvre avec la Délégation générale pour l’armement, le Contrôle général des armées , la Section technique de l’armée de terre, et les industriels.

C’est pourquoi, je me félicite de la présence, à l’occasion de cette journée de rentrée :

* des représentants de l’université et des grandes écoles,
* des ingénieurs et des enseignants associés à nos projets pédagogiques,
* des commandants ou des représentants de la formation de l’Armée de terre, de l’Ecole supérieure et d’application du génie d’ANGERS, de l’Ecole supérieure et d’application des transmissions de RENNES et de l’Ecole militaire supérieure de l’administration et du management de MONTPELLIER.

Qu’ils soient tous remerciés de leur présence et de leur participation active à notre système de formation. En effet, plus que jamais, un officier doit en permanence élargir le champ de ses compétences, se préoccuper du monde extérieur et se confronter aux réalités de la vie.

Il s’avère maintenant de tradition bien établie de demander à une personnalité du monde savant, qu’il soit universitaire ou industriel , d’ouvrir la rentrée solennelle des officiers stagiaires de l’EMSST par une leçon inaugurale.

Après avoir reçu successivement Monsieur AGEGE spécialiste de la langue française, Monsieur AUDOUZE astrophysicien, Monsieur de MONTBRIAL, spécialiste des relations internationales, monsieur CORNIOU, haut responsable de l’industrie, le professeur Pierre-Gilles DE GENNES, directeur de l’école de physique et de chimie de Paris et professeur au Collège de France, nous allons poursuivre cette réflexion en l’orientant vers les notions d’exploration, de création, d’innovations technologiques tournées vers l’infiniment petit .

L’inventeur ,le créateur est bien sûr l’élément central moteur indispensable à toutes les entreprises humaines et en particulier au progrès technique. Ce n’est pas vraiment nouveau, mais savons-nous réellement bien former, détecter, susciter, encourager ces hommes d’exception.

Dans le foisonnement actuel des sciences et des technologies, la recherche est–elle encore à sa vraie place ?

La production de masse et l’obsession compréhensible de la rentabilité à court terme ne sont-elles pas des menaces qui planent sur cette recherche ?

Enfin, sans retomber dans l’endoctrinement mathématique, la relative désaffection des jeunes générations pour les sciences dures peut-elle être non seulement conjurée efficacement, mais inversée.

Monsieur le Professeur Jean-Pierre DUPUY, ancien élève de l’Ecole Polytechnique et de l’Ecole nationale supérieure des Mines de Paris, directeur de recherche au CNRS, membre du conseil général des mines, du comité d’éthique et de précaution de l’INRA, de l’académie des technologies travaille sur les nanotechnologies.

Partageant son temps entre la France et les Etats-Unis , il est aussi professeur de philosophie sociale et politique à l’Ecole Polytechnique et à l’université de Stanford.

Grand voyageur, le Professeur Jean-Pierre DUPUY se révèle également un homme de lettres. Il a ainsi publié, entre autres, ces dernières années « Mechanisation of the mind » chez Princeton University Press en 2000, « Pour un catastrophisme éclairé » aux éditions du Seuil en 2002, « Avions-nous oublié le mal ? Penser la politique après le 11 septembbre » chez Bayard la même année et ,très récemment, « petite physique des tsunamis » au Seuil.

Acteur éminent des sciences, vos analyses et vos démonstrations impressionnent depuis toujours tant vos confrères que vos élèves. Nul doute que nous serons sensibles à la même attraction , à la même propagation.

Sans plus tarder, Monsieur le Professeur, je vous laisse la parole.

**Problèmes éthiques de la convergence des nanotechnologies,**

**des biotechnologies et des technologies de l’information**

**Q**

# Par Monsieur Jean-Pierre DUPUY, Professeur de philosophie sociale et politique à l'Ecole Polytechnique et à l'Université Stanford. Dirige au sein de la première le Groupe de Recherche et d'Intervention sur la Science et l'Ethique [GRISÉ].

uand les technologies du XXIème siècle convergeront, l'humanité, grâce à elles, pourra enfin atteindre un état marqué par "la paix mondiale, la prospérité universelle et la marche vers un degré supérieur de compassion et d'accomplissement." Ces fortes paroles se trouvent dans le document officiel américain qui a lancé en juin 2002 un vaste programme interdisciplinaire, richement doté en fonds fédéraux, dénommé "Converging Technologies", mais plus connu sous l'acronyme NBIC: la convergence dont il s'agit est en effet celle des Nanotechnologies, des Biotechnologies, des technologies de l'Information et des sciences Cognitives.[[28]](#footnote-28)

De ces quatre ensembles de disciplines scientifiques et techniques, c'est le premier, les nanotechnologies, qui est censé tirer l'attelage. Cet article n'a pas pour but de présenter l'état de l'art en la matière mais de proposer, sur la base de cet exemple privilégié, quelques réflexions sur les rapports entre science, technique et société.

*Les stagiaires du COSCAM attentifs*

On peut faire remonter le projet nanotechnologique à une conférence donnée par le célèbre physicien américain Richard Feynman sous le titre "There's Plenty of Room at the Bottom". C'était en 1959, au California Institute of Technology, et Feynman y conjecturait qu'il serait bientôt possible d'envisager la manipulation de la matière au service des fins humaines à l'échelle de la molécule, en opérant atome par atome. Le projet d'une ingénierie à l'échelle nanométrique[[29]](#footnote-29) était ainsi lancé.

Ces deux dernières décennies, des découvertes scientifiques et des percées technologiques prodigieuses ont vu le jour, qui semblent montrer que ce projet est aujourd'hui à la portée des scientifiques et des ingénieurs. Citons, sans souci d'exhaustivité, la mise au point du microscope à effet tunnel[[30]](#footnote-30) par deux physiciens du centre de recherche d'IBM de Zurich, lequel microscope permet non seulement de "voir" à l'échelle atomique mais aussi de déplacer des atomes à volonté (1982 - 1989); la découverte, qui devait lui valoir le prix Nobel en 1996, que le chimiste américain Richard Smalley[[31]](#footnote-31) fit des fullerènes[[32]](#footnote-32), structures composées d'atomes de carbone disposés en treillis sur une sphère de la taille du nanomètre, structures qui à leur tour se composent pour donner des nanotubes de carbone, sortes d'éléments d'échafaudage qui permettent d'envisager de construire à l'échelle nanométrique des matériaux extrêmement résistants, légers et bon marché; les premières réalisations en computation quantique, laquelle pourrait révolutionner la puissance de calcul des ordinateurs en jouant, contrairement aux circuits électroniques actuels, sur le principe quantique de superposition des états (2002); la découverte qu'il est possible d'enrichir l'alphabet du code génétique de nouvelles bases, ce qui permet à la machinerie cellulaire productrice d'amino-acides de fabriquer des protéines que la Nature à elle seule n'aurait jamais pu produire (2002); etc.

Le principal argument en faveur des nanotechnologies, qui explique que, s’il est conceptuellement, physiquement, industriellement et économiquement viable, leur développement paraît inéluctable, est que ces nouvelles techniques se présentent comme les seules qui puissent résoudre, en les contournant, les difficultés immenses qui se trouvent sur la route des sociétés industrielles et post-industrielles. Les problèmes liés à l’épuisement prévisible des ressources naturelles, à commencer par les sources d’énergie fossile, mais aussi les ressources minières, les problèmes d’environnement (réchauffement climatique, pollution de l’air et de l’eau, encombrements de toutes sortes liés à l’urbanisation effrénée, etc.), les problèmes liés à la tiers-mondialisation de la planète et à la misère d’une proportion croissante de celle-ci, tous ces problèmes et bien d’autres seront en principe non pas résolus par l’avènement des nanotechnologies, mais ils deviendront caducs, obsolètes. On fera tout simplement les choses autrement, d’une manière radicalement différente. Ce que l’argument omet de dire, c’est que de nouveaux problèmes émergeront, en comparaison desquels les difficultés actuelles apparaîtront rétrospectivement comme négligeables.

**Une première convergence, prometteuse: les nanotechnologies de l'information et de la communication**

Depuis 1959, date de l’invention du circuit intégré, la fameuse « loi de Moore » s’est trouvée vérifiée : tous les dix-huit mois, le nombre de transistors qui peuvent être fabriqués et installés sur une puce a doublé. On est ainsi passé en quarante ans d’un transistor sur une puce primitive à 100 millions de composants actifs sur les puces actuelles. On atteindra cependant dans les dix ans qui viennent les limites physiques, économiques et en termes d’ingénierie, de la technologie du silicium. Or, si on veut bien considérer les systèmes vivants comme des machines computationnelles, on voit que la nature a su créer des structures hiérarchisées qui intègrent le calcul et la communication des informations jusqu’au niveau sub-nanométrique, celui des atomes. Il est donc loisible d’extrapoler la loi de Moore.

Cependant, cette nouvelle électronique ne pourra voir le jour que par une révolution dans la conception et dans les techniques de fabrication des composants, et, en deçà, dans la philosophie même de ce que sont le calcul et la communication. La nouvelle électronique sera moléculaire, c’est-à-dire que ce seront les molécules elles-mêmes qui serviront d’ « interrupteurs » électroniques. La lithographie sera remplacée par la maîtrise des mécanismes d’auto-assemblage moléculaires. Plus loin encore, on peut espérer contrôler les électrons à l’unité, mais aussi les photons. Les spins eux-mêmes peuvent être traités comme des systèmes physiques incorporant une information binaire, donc aptes à incarner une mémoire et à stocker et à transmettre de l’information. Le nanomagnétisme, quant à lui, conçoit des mémoires stables sans besoin d’une alimentation électrique, ce qui révolutionnera l’électronique portable.

Ce ne sont que des exemples. Ils ont en commun que le concept d’information y apparaît comme radicalement transformé. Aux échelles dont nous parlons, la physique classique doit faire place à la physique quantique. Aussi bien, l’unité élémentaire d’information, le bit, ne correspond plus au choix entre deux possibilités disjointes et également probables, mais à la *superposition* de deux états de la fonction d’onde. Nous sommes dans un tout autre univers conceptuel, et donc technique.

Certaines estimations envisagent que les performances (capacités, vitesses, etc.) pourront être accrues à terme dans une proportion de 109 – c'est-à-dire qu'en termes de performances, notre univers est nanométrique par rapport à celui qui se profile à l'horizon. Imaginons seulement ce que serait un accès aux services offerts par le Web 104 plus rapide; la mise en réseau globale des informations relatives aux personnes et aux choses par des liens à très forte capacité et à très faible consommation d'énergie via des nœuds espacés d'un mètre et non pas d'un kilomètre; des capacités énormes de calcul et de traitement de l'information incarnées dans des dispositifs à très faible volume, comme les montures d'une paire de lunettes, etc. Donc un univers caractérisé par l'ubiquité des techniques de l'information, tous les objets constituant notre environnement, y compris les parties de notre corps, échangeant en permanence des informations les uns avec les autres. Le conséquences sociales seraient "phénoménales", tous les experts en tombent d'accord. Elles poseraient des problèmes non moins phénoménaux, liés en particulier à la protection des libertés et droits fondamentaux.

**Une seconde convergence, problématique: les nanobiotechnologies.**

La révolution dans notre conception de la vie qu’a introduite la biologie moléculaire fait de l’organisation vivante le modèle par excellence d’une « nanotechnologie naturelle » qui fonctionne admirablement bien. Qu’est-ce qu’une cellule dans cette vision des choses sinon une nano-usine faite de nanomachines moléculaires capables d’auto-réplication, voire d’auto-complexification ? Les propriétés d’auto-assemblage des virus ou de l’ADN ; le rôle que jouent dans le métabolisme cellulaire des molécules fonctionnant comme des engins macroscopiques, ayant les fonctions qui d’une roue, qui d’un fil, qui d’un interrupteur, le tout fonctionnant au moyen de « moteurs » alimentés par énergie chimique, optique ou électrique ; les connexions qui se réalisent spontanément entre les molécules du système nerveux pour traiter et transmettre l’information : autant d’exemples qui prouvent que la nature, avec le vivant, a « su créer » de l’organisation. Puisque la nature n’est pas un sujet, le terme technique que l’on utilise pour décrire ce prodige est celui *d’auto-organisation*.

Le projet nanotechnologique entend rivaliser avec la nature. Ce que celle-ci a fait, l’homme, qui lui est un sujet, doté d’intelligence, doit pouvoir le faire aussi bien, et peut-être mieux. Il faut rappeler que ce projet démiurgique a été lancé comme on lance, dans le commerce, un produit de grande consommation, par Eric Drexler, qui était dans les années 80 étudiant de doctorat au MIT sous la direction de Marvin Minsky, l'un des fondateurs de l'intelligence artificielle. Drexler publia en 1986 un livre programme, *Engines of Creation*[[33]](#footnote-33), C'est avec beaucoup de scepticisme et même d'ironie que la communauté scientifique, et encore plus le monde des affaires et de l'industrie, accueillirent d'abord les utopies visionnaires de Drexler. Les choses devaient changer du tout au tout en l'espace de quelques années. Désormais établi à Palo Alto, en Californie, au sein d'un *Foresight Institute* qui se consacre énergiquement à la promotion des nanotechnologies, Drexler organise chaque année des congrès mondiaux qui obtiennent un succès de plus en plus marqué. Or, pour le Foresight Institute, les nanotechnologies au sens fort ne naîtront vraiment que lorsque l’homme sera capable de réaliser une nanomachinerie artificielle, inspirée ou non de l’auto-organisation biologique. Le temps viendra, prophétise Drexler, où nous pourrons tout demander à des nanopuces, nanorobots, nano-assembleurs ou nanomachines mus par des nanomoteurs, que nous aurons conçus.

Beaucoup de scientifiques tiennent ouvertement le programme de Drexler pour une utopie, voire une fumisterie[[34]](#footnote-34), alors même qu’ils empochent sans sourciller les mannes budgétaires que l’opération de marketing du Foresight Institute a fait pleuvoir sur eux! J'y reviendrai. Mais les nanotechnologues sérieux ne reculent pas devant l'idée de se servir du vivant et de ses propriétés d'auto-organisation, d'auto-réplication et d'auto-complexification pour le mettre au service des fins humaines. Un premier type de démarche consiste à extraire du vivant les nanomachines qu'il a su engendrer avec ses seules ressources et, les associant à des supports ou à des systèmes artificiels, à les faire travailler pour nous. On peut ainsi tirer profit des propriétés remarquables des acides nucléiques et des protéines, en concevant des biopuces et des biocapteurs capables de détecter la présence de gènes mutants, de micro-organismes ou de fragments d'ADN, en jouant sur les affinités spécifiques de ces molécules avec une sonde fixée sur la puce. On pourrait confier l'assemblage de nanocircuits électroniques complexes à de l'ADN, tirant parti de ses facultés d'auto-assemblage. Cette "bioélectronique" pourrait déboucher à terme sur la conception d'ordinateurs biologiques. L'arraisonnement de la vie aux fins de l'homme peut aller jusqu'à modifier le génome d'insectes volants pour en faire des machines utiles à l'industrie et à la guerre.

Une autre démarche vise à réaliser des fonctions biologiques en associant les savoir-faire du génie génétique et de la nanofabrication. L'artefact vient ici au service du vivant pour l'aider à mieux fonctionner. Cette démarche est d'esprit plus traditionnel – que l'on songe aux pacemakers et prothèses de toute sorte – mais l'échelle nanométrique crée des défis considérables. On sait déjà fabriquer des globules rouges artificiels beaucoup plus efficaces que ceux dont la nature nous a dotés dans l'approvisionnement de nos tissus en oxygène. Les perspectives thérapeutiques s'annoncent "extraordinaires", pour reprendre le terme le plus utilisé par des rapports officiels d'ordinaire plus mesurés dans leurs propos. La guérison du cancer et du Sida est peut-être à l'horizon, si l'on arrive à fabriquer des nanovésicules intelligentes qui sauront cibler dans l'organisme les cellules malades et leur porter sélectivement des coups mortels.

En s'unissant aux biotechnologies, les nanotechnologies en démultiplient l'ambition. Les biotechnologies prennent les produits de l’évolution biologique pour donnés et se contentent de les utiliser ou de les reproduire pour les mettre au service des fins humaines. Le projet nanotechnologique est beaucoup plus radical. Il part du constat que l’évolution est un piètre ingénieur, qui a fait son travail de conception plus ou moins au hasard, se reposant sur ce qui marchait à peu près pour échafauder de nouvelles constructions plus ou moins branlantes – bref, en bricolant. L’esprit humain, relayé par les technologies de l’information et de la computation qui le dépasseront bientôt en capacités d’intelligence et d’imagination, fera beaucoup mieux.

**Une troisième convergence, essentielle: l'esprit des nanotechnologies est dans les sciences cognitives**

En arrière-fond de tout "paradigme" scientifique, il y a ce que Karl Popper appelait un "programme métaphysique de recherches" – ensemble non "testable" de propositions que l'on tient pour vraies sans chercher à les remettre en cause, cadre théorique qui limite le type de questions que l'on pose mais aussi qui en donne l'inspiration première. Le paradigme "nano" procède de la même métaphysique que les sciences cognitives. Celle-ci peut se dire ainsi: tout dans l'univers, donc la nature, la vie et l'esprit, est machine informationnelle, dite encore algorithme[[35]](#footnote-35). Chronologiquement, et contrairement peut-être à certaines idées reçues, c'est d'abord l'esprit (*mind*) qui a été assimilé à un algorithme (ou machine de Turing: modèle de McCulloch et Pitts, 1943); puis ce fut le tour de la vie, avec la naissance de la biologie moléculaire (Max Delbrück et le groupe du phage, 1949); et, seulement plus tard, la thèse que les lois de la physique sont récursives (ou Turing-computables). Une fois admise une telle vision du monde, il n'y a qu'un pas pour en arriver à former le projet de se rendre maître de ces machines, d'abord en les simulant et en les reproduisant (naissance de l'intelligence, puis de la vie artificielles), ensuite en intervenant sur elles à la manière de l'ingénieur (biotechnologies, technologies cognitives, etc.).

Un second courant des sciences cognitives, issu des réflexions de John von Neumann, a engendré les sciences de la complexité et de l'auto-organisation. L'ingénierie qui en résulte est très différente de la conception classique. Dans cette dernière, il s'agit de concevoir et de réaliser des structures dont le comportement reproduira les fonctionnalités que l'on juge désirables. L'ingénieur de la complexité, lui, "se donne" des structures complexes (éventuellement en les puisant dans le réservoir que nous offrent la nature et la vie, par exemple un cerveau humain, ou bien en les reproduisant artificiellement, par exemple sous la forme d'un réseau de neurones formels) et explore les fonctionnalités dont elles sont capables, en essayant de dégager le rapport structure/fonction: démarche ascendante, ("*bottom-up*") donc, et non pas descendante ("*top-down*"). L'industrie du software repose déjà en partie sur ce retournement. La recherche sur les algorithmes génétiques consiste à simuler les capacités évolutives d'une "soupe" primitive constituée de programmes d'ordinateur, les plus performants se reproduisant d'avantage que les autres. On obtient ainsi des algorithmes très performants en effet, puisqu'ils ont été "sélectionnés" selon ce critère, mais on est dans l'incapacité de comprendre pourquoi ils ont ces propriétés.

**Le double langage de la science, et pourquoi celle-ci est devenue une des activités humaines les plus dangereuses**

Cet article prend maintenant un tour plus personnel. Après l'exposé des faits, vient le temps du jugement et de l'engagement.

Les promoteurs des nanosciences et des nanotechnologies sont nombreux, puissants et influents: les scientifiques et les ingénieurs enthousiasmés par la perspective de percées fabuleuses; les industriels attirés par l'espoir de marchés gigantesques; les gouvernements des nations et des régions du globe terrorisés à l'idée de perdre une course industrielle, économique et militaire très rapide où vont se jouer les emplois, la croissance, mais aussi les capacités de défense de demain; et, enfin, les représentants de ce vaste sujet collectif et anonyme qu'est la fuite en avant technologique où la technique apparaît seule capable de contenir les effets indésirables et non voulus de la technique.

On se s'étonne donc pas que soient vantés partout en termes hyperboliques les bienfaits pour l'humanité de la révolution scientifique et technique en cours. Le rapport américain de la National Science Foundation (NSF) par lequel j'ai commencé, et dont le titre complet est "Converging Technologies *for Improving Human Performances*", bat sans doute tous les records. Il ne promet pas moins à terme que l'unification des sciences et des techniques, le bien-être matériel et spirituel universel, la paix mondiale, l'interaction pacifique et mutuellement avantageuse entre les humains et les machines intelligentes, la disparition complète des obstacles à la communication généralisée, en particulier ceux qui résultent de la diversité des langues, l'accès à des sources d'énergie inépuisables, la fin des soucis liés à la dégradation de l'environnement. Prudemment, le rapport conjecture que "l'humanité pourrait bien devenir comme un 'cerveau' unique, [dont les éléments seraient] distribués et interconnectés par des liens nouveaux parcourant la société." On reçoit cependant un choc en découvrant que l'un des deux responsables de la publication, William Sims Bainbridge, technocrate influent de la NSF, milite dans la vie civile dans une secte qui prêche le "transhumanisme", c'est-à-dire le dépassement de l'imparfaite espèce humaine par une cyber-humanité. Celle-ci pourra accéder à l'immortalité lorsqu'on saura transférer le contenu informationnel du cerveau, "donc" l'esprit et la personnalité de chacun, dans des mémoires d'ordinateur. On ne s'amuse plus du tout lorsqu'on apprend que, prévoyant des résistances de la part des institutions et des élites "traditionnelles", à commencer par les religions établies, M. Bainbridge en appelle quasiment à la rébellion armée[[36]](#footnote-36).

Quelques chercheurs de base sont assez lucides pour comprendre ceci. A trop vanter les conséquences positives "fabuleuses" de la révolution en cours, on s'expose à ce que des critiques non moins hypertrophiées s'efforcent de la tuer dans l'œuf. Si l'on prend au sérieux le programme de Drexler, alors on ne peut pas ne pas s'effrayer des risques inouïs qui en résulteraient[[37]](#footnote-37). Le succès du dernier roman de Michael Crichton, *Prey*, a rendu célèbre dans toute l'Amérique le risque de *gray goo*, dit encore d'écophagie globale: le risque d'une autoréplication sauvage des nanomachines chères au Foresight Institute, à la suite d'un accident de programmation. Tout ou partie de la biosphère serait alors détruite par épuisement du carbone nécessaire à l'autoreproduction des nano-engins en question. Ce risque ne peut vraiment effrayer que celui qui croit à la possibilité de telles machines. Il suffit de nier cette possibilité pour écarter le pseudo-risque d'un haussement d'épaules.

La vérité est que la communauté scientifique tient un double langage, ainsi qu'elle l'a souvent fait dans le passé. Lorsqu'il s'agit de vendre son produit, les perspectives les plus grandioses sont agitées à la barbe des décideurs. Lorsque les critiques, alertés par tant de bruit, soulèvent la question des risques, on se rétracte: la science que nous faisons est modeste. Le génome contient l'essence de l'être vivant mais l'ADN n'est qu'une molécule comme une autre – et elle n'est même pas vivante! Grâce aux OGM, on va résoudre une fois pour toutes le problème de la faim dans le monde, mais l'homme a pratiqué le génie génétique depuis le Néolithique. Les nanobiotechnologies permettront de guérir le cancer et le Sida, mais c'est simplement la science qui continue son bonhomme de chemin. Par cette pratique du double langage, la science ne se montre pas à la hauteur de ses responsabilités.

"La science ne pense pas", disait Heidegger. Il ne voulait évidemment pas dire que les scientifiques sont tous des imbéciles. La thèse est que par constitution, la science est incapable de ce retour réflexif sur elle-même qui est le propre de toute activité humaine responsable. Le débat sur les nanotechnologies, déjà intense aux Etats-Unis, encore au stade embryonnaire en France, a toutes chances de dégénérer dans la confusion. Il va être, il est déjà presque impossible de réfléchir.

Dans la mesure où il n'est pas trop tard, j'aimerais faire quelques suggestions. D’abord, ne pas se laisser emprisonner dans la problématique des risques, les analyses coûts – avantages et autre principe de précaution. Non pas que le développement des nanotechnologies soit sans danger ! Mais le danger est d’une nature telle qu'il est vain de chercher à l’appréhender par les méthodes classiques. Multiplier des perspectives de dommages par des probabilités subjectives est une démarche dérisoire lorsqu’il s’agit d’apprécier des effets qui peuvent aller, à en croire les thuriféraires, jusqu’à un « changement de civilisation »[[38]](#footnote-38).

La question essentielle est la suivante : comment expliquer que la technoscience soit devenue une activité si « risquée » que, selon certains scientifiques de premier plan, elle constitue aujourd'hui la principale menace à la survie de l'humanité[[39]](#footnote-39). Les philosophes répondent à cette question en disant que le rêve de Descartes – "se rendre maître et possesseur de la nature" – a mal tourné. Il serait urgent d'en revenir à la "maîtrise de la maîtrise". Ils n'ont rien compris. Ils ne voient pas que la technoscience qui se profile à l'horizon, par "convergence" de toutes les disciplines, vise précisément à la non-maîtrise. L'ingénieur de demain ne sera pas un apprenti sorcier par négligence ou incompétence, mais par finalité. Il se "donnera" des structures ou organisations complexes et il se posera la question de savoir ce dont elles sont capables, en explorant le paysage de leurs propriétés fonctionnelles – démarche "ascendante", comme on l'a vu. Il sera au moins autant un explorateur et un expérimentateur qu'un réalisateur. Ses succès se mesureront plus à l'aune de créations *qui le surprendront lui-même* que par la conformité de ses réalisations à des cahiers des charges préétablis. Des disciplines comme la vie artificielle, les algorithmes génétiques, la robotique, l'intelligence artificielle distribuée répondent déjà à ce schéma. Comme, par ailleurs, le savant sera de plus en plus celui qui, non pas découvre un réel indépendant de l'esprit, mais explore les propriétés de ses inventions (disons le spécialiste d'intelligence artificielle plutôt que le neurophysiologiste), les rôles de l'ingénieur et du savant tendront à se confondre.

Un regroupement de centres de recherches européens s'est donné pour nom *Nano2Life* – abréviation de "Bringing Nanotechnology to Life". L'ambivalence de l'expression est un chef d'œuvre de ce double langage que je dénonçais ci-dessus. Elle peut signifier, modestement, dans une attitude de retrait, "Faire venir les nanotechnologies à l'existence", ou bien encore "Rapprocher les nanotechnologies des sciences de la vie". Mais on ne peut pas ne pas y entendre le projet démiurgique de fabriquer de la vie au moyen de la technique. Et celui qui veut fabriquer - en fait, *créer* – de la vie ne peut pas ne pas ambitionner de reproduire sa capacité essentielle, qui est de créer à son tour du radicalement nouveau.

Le lobby nanotechnologique a actuellement peur. Il a peur que son opération de relations publiques aboutisse à un ratage encore plus lamentable que celui qu'a connu le génie génétique. Avec la conférence d'Asilomar en 1975, les choses avaient pourtant bien commencé. La communauté scientifique avait réussi à se donner le monopole de la régulation du domaine. Trente ans plus tard, le désastre est accompli. La moindre réalisation biotechnologique fait figure de monstruosité aux yeux du grand public. Conscients du danger, les nanotechnologues cherchent une issue du côté de la "communication": calmer le jeu, rassurer, assurer l'"acceptabilité". Ce vocabulaire de la pub a quelque chose d'indécent dans la bouche des scientifiques.

Que faire? Il serait naïf de croire que l'on pourrait envisager un moratoire, ou même, à court terme, un encadrement législatif ou réglementaire, lequel, en tout état de cause, ne pourrait être que mondial. Les forces et les dynamiques à l'œuvre n'en feraient qu'une bouchée. Le mieux que l'on puisse espérer est d'accompagner, à la même vitesse que leur développement et, si possible, en l'anticipant, la marche en avant des nanotechnologies, par des études d'impact et un suivi permanent, non moins interdisciplinaires que les nanosciences elles-mêmes. Une sorte de mise en réflexivité en temps réel du changement scientifique et technique serait une première dans l'histoire de l'humanité. Elle est sans doute rendue inévitable par l'accélération des phénomènes.

Une chose est certaine: la question de la responsabilité de la science est devenue beaucoup trop grave pour qu'on laisse le soin d'en débattre aux seuls scientifiques.

**Intervention du Général d’armée Bernard Thorette,**

**Chef d’Etat-Major de l’Armée de terre,**

**pour la journée d’ouverture de la scolarité de l’EMSST**

**Le 14 Septembre 2005**

**C’**

est pour moi un plaisir certain que d’avoir l’occasion, lors de chaque début d’année, de m’adresser aux stagiaires de l’EMSST, au sein desquels je me trouvais il y a un peu plus de vingt ans. L’Enseignement Militaire Supérieur Scientifique et Technique illustre le lien étroit qui unit le monde civil et le monde militaire. J’ai plaisir d’ailleurs à saluer les représentants des différents organismes de formation, grandes écoles et université, dont la présence marque la force de ce lien.

Je voudrais cet après-midi m’adresser plus particulièrement aux officiers qui vont dans quelques jours entamer une année de formation dans les différentes écoles. Je veux d’abord féliciter tous ceux qui parmi vous viennent de réussir un concours difficile. Vous l’avez fait à l’issue d’une préparation exigeante, et vous avez mérité d’être ici aujourd’hui. Mais vous avez surtout contracté un engagement qui est de servir l’armée de Terre, et plus largement votre pays, d’une façon qui justifie l’investissement qui va être fait à votre profit. Je veux en effet souligner l’effort considérable que l’armée de Terre consent pour former ses officiers, et qui ne trouve d’équivalent dans aucune autre entreprise ou institution de l’Etat.

C’est à partir de cette observation liminaire que je vais d’ailleurs articuler mon propos. Je vais vous dire, à partir d’un point de situation sur l’armée de Terre et son environnement, pourquoi elle fait cet effort considérable de formation. Je vous décrirai ensuite suivant quelles modalités elle entend le conduire, ce qui me permettra de vous orienter sur le rôle que vous pourrez être amenés à y jouer après votre scolarité. Je conclurai en vous donnant quelques directives de plus court terme pour le suivi de votre cursus.

**L’armée de Terre, plongée dans un environnement en mutation, a un besoin crucial de compétences variées**

L’armée de Terre, vous le savez, évolue en permanence. Mes prédécesseurs avaient assumé la lourde charge de mettre en oeuvre la décision de professionnalisation. Vous savez qu’à ma prise de fonction, j’ai engagé l’armée de Terre dans le projet « armée de Terre professionnelle 2003-2008 », qui visait à la faire passer de son statut d’armée professionnalisée à celui d’armée professionnelle. Aujourd’hui, notre environnement continue à évoluer ; ceci renforce le besoin de l’armée de Terre de disposer d’officiers possédant un large spectre de compétences.

* **L’armée de Terre à mi-parcours du projet « armée de Terre 2003-2008 »**

Je vais revenir sur les trois lignes directrices de ce projet, ce qui me permettra de vous faire un bref point de la situation de l’armée de Terre.

A travers le projet « armée de Terre 2003-2008 », j’ai d’abord voulu donner toute ***sa mesure au professionnalisme de l’armée de Terre*** en mettant en valeur trois de ses dimensions essentielles :

* ***Le style de commandement,*** d’abord, que j’ai souhaité axé sur l’écoute, l’attention et l’exigence.
* ***La conscience de notre identité*** ; j’ai souhaité qu’un sain respect des traditions manifeste les notions de sacrifice, de sens de l’intérêt collectif, de disponibilité, de discipline qui caractérisent l’état militaire. Le nouveau Statut Général des Militaires, à l’élaboration duquel l’armée de Terre a participé, réaffirme ces valeurs.
* ***La réalisation de notre ressource humaine,*** qui est un enjeu majeur. L’armée de Terre a relevé ce défi et recruté à la hauteur de ses besoins ; en 2005, le budget nous permet de réaliser un effectif moyen de 134 000, soit la reconduction de celui de 2004. Cet effectif moyen devrait être confirmé en 2006.

Cet objectif majeur de consolidation de la professionnalisation a été l’objet de tous mes efforts dès le début de la mise en œuvre du plan ; ainsi l’année 2003-2004 a été, de manière toute particulière, celle du professionnalisme conforté de l’armée de Terre.

Entre 2004 et 2005, l’effort a visé à concrétiser ce professionnalisme, en s’appuyant sur la ***deuxième grande orientation du projet, la priorité donnée à l’opérationnel***. C’est ainsi qu’en matière d’entraînement, nous avons créé le CENZUB et l’école franco-allemande du Luc et qu’une nouvelle directive de préparation opérationnelle a clarifié notre politique en la matière s’agissant notamment des priorités à accorder pour les différentes unités. Dans cette logique j’ai également été amené à faire porter nos efforts sur le QG du Corps de Réaction Rapide France, créé administrativement le 1er juillet et dont la création internationale aura lieu le 1er octobre.

La pertinence de cet effort important est confirmée par le niveau élevé de notre engagement opérationnel : *16 500 hommes hors métropole ; 6 000 hommes en alerte (dont Guépard, à 5 000 hommes) et sur le territoire national*

***La situation en Côte-d’Ivoire*** *(plus de 3 000 hommes, prochaine échéance : les élections présidentielles au mois d’octobre)*

***Dans les Balkans****, (Kosovo : 2 200 hommes, le commandement du général de Kermabon vient de s’achever, incertitudes liées au statut final du Kosovo – Bosnie : 500 hommes, opération UE Altheia).*

***En Afghanistan,*** *(630 hommes, instruction de l’armée afghane, présence d’un détachement de forces spéciales de 200 hommes aux côtés des forces US).*

***Sur le territoire national.*** *(Entre 900 et 1 000 hommes pour Vigipirate, modalités adaptées à la professionnalisation).*

Je tiens à le dire, l’excellence de nos unités engagées en opérations a été unanimement reconnue. Aujourd’hui, ***chacune des 8 brigades interarmes de l’armée de Terre a participé à l’opération Licorne*** avec au moins un groupement tactique interarmes et son état-major. Tous les types d’unités participent aux opérations, soit avec leurs matériels de dotation, soit au titre des MICAT. Cette participation conforte l’expérience et la culture des opérations qui caractérisent les véritables troupes professionnelles.

Enfin, cette année, même si les efforts des deux années précédentes seront poursuivis, ***l’accent sera mis sur la préparation de l’avenir et le rayonnement***, ces deux sujets étant étroitement liés :

* s’agissant de la préparation de l’avenir, le projet de long terme de l’armée de Terre s’exprime au moyen du projet « armée de Terre future 2025 » ; à plus court terme, il s’agit de réaliser une armée de Terre sans impasse capacitaire majeure et capable de remplir avant tout des missions de coercition de haute intensité. Je souhaite à ce propos vous donner un rapide aperçu de l’état de nos ressources en matière d’équipement. ***Les Lois de Finances Initiales successives ont jusqu’à présent été globalement conformes à la LPM 2003-2008,*** et cette année, le plan d’engagement 2005 initial était cohérent avec les ressources prévues par la LPM. ***Arrêté initialement à 3 125 M€,*** il s’inscrivait dans la continuité de 2004. En cours d’année, ***ce plan d’engagement pour 2005 a dû être réexaminé à la baisse***. ***D’une manière générale, les décisions que j’ai prises obéissent à deux logiques :***
  + ***respect de trois priorités*** : Systèmes de commandement et de renseignement, Feux de précision et protection du combattant (VBCI en 2008), aéromobilité (8 premiers Tigres en 2005, NH 90 en 2011), en cohérence avec le projet Forces Terrestres Futures 2025.
  + ***Privilégier la cohérence à long terme***, quitte à consentir une limitation provisoire de nos capacités à court terme.
* Le rayonnement de l’armée de Terre est relayé par une politique active de communication. Vous devez en constituer un relais essentiel – j’y reviendrai – mais elle s’appuie aussi sur la présence de nos unités sur le territoire national et sur de très nombreuses initiatives à destination de toutes les couches de la société.

###### **Les défis de l’armée de Terre**

Je voudrais maintenant vous livrer ma vision des défis à venir de l’armée de Terre, défis qu’ils vous appartiendra de relever lorsque vous rejoindrez vos affectations futures à l’issue de vos scolarités. J’ajoute que ces défis sont très largement communs à l’armée de Terre, aux autres armées et à l’EMA, et qu’ils soulignent d’eux-mêmes la pertinence de votre envoi en formation.

* **1er défi de l’armée de Terre** :poursuivre sa mission au sein d’un environnement institutionnel en mutation
  + ***Le décret de 2005 et le défi de l’interarmées*** : depuis le 21 mai, un nouveau décret définit les attributions des chefs d’état-major. Il affirme la prééminence du CEMA, qui possède maintenant des moyens d’arbitrage renforcés en terme de choix capacitaires, et qui est dorénavant notre chef opérationnel et organique. Ce nouveau cadre institutionnel nécessitera des officiers capables d’éclairer nos choix en fonction de leurs aspects opérationnels mais aussi financiers ou juridiques, ce qui justifie un grand nombre de vos scolarités.
  + En lien étroit avec cette évolution, ***la loi organique relative aux lois de finances porte en elle le défi de la performance***. Elle substitue, vous le savez, à une répartition – verticale – des crédits par armée une ventilation – horizontale – par grandes fonctions transverses appelées « programmes ». L’essentiel des crédits qui sont aujourd’hui ceux de l’armée de Terre seront répartis à compter du 1er janvier 2006 entre le programme 2 « préparation et emploi des forces » dont le responsable sera le CEMA, le programme 3 « équipement des forces » co-piloté par le CEMA et le DGA, et le programme 4 « soutien de la politique de défense », placé sous la responsabilité du SGA. ***Cette réforme budgétaire a été accompagnée de mesures de mutualisation*** décidées dans le cadre de la stratégie ministérielle de réforme : la création du Service d’Infrastructure de Défense, du service d’Histoire de la Défense, de la Direction des Réseaux Interarmées et des Systèmes d’Information. Dans ce dispositif moins centralisé que par le passé, il me revient la mission d’assurer la cohérence de l’armée de Terre. Pour ce faire, j’aurai besoin demain plus qu’hier d’officiers possédant la double compétence militaire et technique, qu’elle soit scientifique, juridique ou financière.
* **2e défi*:*** repenser les modes d’action dans un contexte opérationnel nouveau
  + ***Le contexte stratégique et le défi du terrorisme*** : les missions confiées aux armées sont évidemment étroitement dépendantes du contexte international. L’évolution du contrat opérationnel de l’armée de Terre en témoigne, qui vise à mieux répondre aux défis de la sécurité de demain ; il reflète l’importance de la défense du territoire et la multinationalisation croissante de nos engagements. Les armées auront demain besoin de juristes, de linguistes, et plus largement, d’officiers à la large culture générale, ainsi que de connaissances approfondies en stratégie et relations internationales.
  + ***Le contexte tactique et le défi de la numérisation*** : nous évaluons actuellement les conséquences de ce qu’il est convenu d’appeler la numérisation du champ de bataille, et qu’il convient de croiser avec d’autres approches parmi lesquelles la prise en compte de l’importance du combat en localités ou des nouvelles technologies du renseignement. Conduire nos programmes de simulation et d’expérimentation, rédiger les textes de doctrine nécessitera des compétences allant de l’ingénierie en informatique ou en télécommunications à l’histoire militaire.
* **3e défi** : promouvoir notre identité traditionnelle au sein d’une société qui change
  + ***Les effets de la fin de la conscription et le défi du lien armée-nation*** : peu à peu les franges de la population, notamment parmi les décideurs, qui ont eu un contact avec les armées par le biais du service national, vont se raréfier. Plus que jamais, les armées devront maintenir un lien étroit avec la société ; ceux qui parmi vous feront de la communication seront en première ligne pour ce défi essentiel.
  + ***Le contexte social et le défi de l’adaptation*** : les armées devront veiller à évoluer en interaction avec la société tout en préservant ce qui fait la richesse propre du monde militaire. Le développement de modes nouveaux de concertation, l’intégration des nouveaux Etablissements Publics d’Insertion de Défense, l’adaptation de la formation de nos cadres sont des exemples de ces défis qui nécessitent des officiers ouverts sur la société. Vos scolarités sont un moyen privilégié d’ouverture.

Ces défis sont passionnants, ils seront les vôtres, ils sont primordiaux pour l’avenir de la défense de notre pays, et vous comprenez que l’utilisation des compétences que vous allez acquérir fasse l’objet d’un soin particulier.

**Les officiers titulaires d’un brevet ou diplôme technique constituent une ressource précieuse non seulement pour l’armée de Terre mais aussi pour les armées**

Je voudrais maintenant vous dire un mot sur un sujet, qui, je le sais, reste une préoccupation pour beaucoup d’entre vous, et qui est en lien avec ce que je viens d’exposer : comment l’armée de Terre, comment les armées entendent elles employer vos compétences ?

###### **L’armée de Terre veille à tirer tout le parti de la richesse que vous représentez, dans le cadre de projets professionnels personnalisés**

De ce point de vue, je veux souligner deux aspects importants de la politique que j’ai demandé que l’on adopte pour l’armée de Terre :

* d’abord, vous le savez, ***le corps des officiers des armes rassemblera à l’avenir l’ensemble des officiers de la voie « commandement » et de la voie « expertise ».*** Les parcours professionnels des officiers de ces deux voies seront comparables et gouvernés par deux principes :
  + Il n’y a pas de prédestination à l’orientation vers la voie expertise, qui est fondée sur un acte de volontariat. Ainsi des officiers issus du CSEM pourront opter pour la voie « expertise » et les temps de commandement seront attribués à des officiers issus de la voie technique comme du CSEM ou du DEM.
  + les officiers brevetés se verront proposer, en fonction de la voie qu’ils auront choisie, de leurs aptitudes et des besoins de l’armée de Terre, soit un temps de commandement de niveau 1 soit un temps de responsabilité de niveau 1, alors que les temps de commandement ou de responsabilité de niveau 2 seront réservés aux officiers diplômés. La mise en place à la DPMAT d’un bureau de gestion encharge des breveté procède de cette même volonté de mettre mieux en adéquation les besoins de l’armée de Terre et les aspirations des officiers.
* J’ai demandé à ce que ***le parcours des officiers diplômés techniques soit valorisé***, afin de récompenser l’investissement personnel qu’ils ont consenti. Ainsi, dans le cadre de la nouvelle politique d’attribution des brevets tardifs mise en œuvre en 2004, j’ai souhaité que la répartition respecte le quota suivant : 75% de BTEMG – brevet technique d’études militaires générales – , 25% de BQMS – brevet de qualification militaire supérieure. Le BTEMG récompense les meilleurs officiers diplômés techniques, alors que le BQMS récompense essentiellement les officiers supérieurs titulaires du DEM ayant effectué un TC ou un TR.

* **l’EMSST a vocation à être encore valorisée dans un cadre plus interarmées**

Je vous ai dit l’importance pour les armées de la formation dispensée dans le cadre de l’EMSST. Je vous ai décrit aussi l’ampleur des évolutions du ministère de la défense. Il était logique que l’EMSST participe à ce mouvement général d’adaptation de notre dispositif, et je voudrais vous en dire rapidement quelques mots. Bien que leurs modalités concrètes soient encore à l’étude, les évolutions envisagées s’appuieront sur deux principes :

* ***une revalorisation de la voie technique dans un cadre interarmées.*** La nécessité de disposer à l’échelon interarmées de spécialistes de haut niveau comme celle de renforcer la synergie des efforts de formation des trois armées conduiront logiquement à un rapprochement de nos politiques dans ce domaine et sans doute de nos structures.
* ***Dans ce cadre interarmées, l’armée de terre*** s’inscrira plus que par le passé dans ***une logique de satisfaction stricte des besoins en compétences au moindre coût.*** De la même façon que tous les officiers diplômés suivent la scolarité du DEM, socle commun de la formation des officiers d’état-major, tous les officiers brevetés suivront celle d’un CSEM rénové, après un concours unique d’accès au CID. En fonction des besoins en compétences de la Défense, des souhaits et des aptitudes de chacun, des formations de haut niveau seront en outre suivies par certains de ces officiers, en fonction du parcours professionnel qu’ils auront au préalable choisi dans le cadre d’un processus d’orientation renforcé qui sera au cœur du dispositif. Vous le constatez, la formation technique continuera à être un « plus » appréciable pour les officiers qui auront la chance d’en bénéficier.

**Conclusion**

Je voudrais pour terminer vous dire ce que j’attend de vous durant votre période de scolarité. Vous devez avoir cette année deux préoccupations :

* ***Mettez à profit le temps qui vous est donné en scolarité pour préparer l’avenir.*** Cette année est une occasion unique qui vous est donnée de réfléchir, de développer vos idées propres sur notre métier et ses modalités d’exercice. Lorsque dans quelques années vous occuperez un poste de responsabilités, la qualité de vos décisions ne sera que très partiellement le fruit de vos lectures du moment ou de votre inspiration. Elle sera le fruit de la réflexion personnelle que vous aurez conduite seul, depuis des années, de vos méditations, de la dimension personnelle que vous aurez acquise. Napoléon disait « Sur le champ de bataille, l’inspiration n’est le plus souvent qu’une réminiscence… Ce n’est pas un génie qui me révèle tout à coup, en secret, ce que j’ai à dire ou à faire dans une circonstance inattendue pour les autres, c’est la réflexion, la méditation ». Dans la même optique, ouvrez aussi les yeux pour découvrir de nouvelles méthodes de travail, des idées applicables dans le monde militaire…
* ***Soyez des relais passionnés de l’action de l’armée de Terre***. ***Soyez d’abord des exemples***. Vos condisciples et vos professeurs auront tendance à porter un jugement sur l’armée de Terre au vu de ce que vous serez. Révélez vous donc tels que vous êtes et ayez à cœur de vous montrer à la hauteur de ce que l’on attend d’un officier, au premier rang de ses camarades civils. ***Soyez aussi des témoins***. Vous avez le devoir de rayonner, d’expliquer, de convaincre quant à la place de nos armées dans la société et aux choix qui ont été faits.

Vous avez toute ma confiance. Je suis prêt à répondre à vos questions.

**Voyage en Chine**

*Par le CBA Bruno HELLUY*

**L**

es étudiants du mastère spécialisé, management des systèmes d’informations et des technologies dirigé par HEC et les Mines de Paris, ont effectué  un voyage de fin d’étude en Chine. Cet article présente les impressions laissées par cette traversée rapide de «l’eldorado chinois ». Le but du voyage était, outre une partie découverte assez importante, de mesurer l’impact des technologies de l’information sur l’économie chinoise.

Il en ressort un sentiment assez contrasté. Certes le dynamisme de l’industrie et la volonté unanime de changement et de modernité des chinois sont impressionnants, mais l’intérêt convergeant de tous les acteurs rencontrés, tant européens que chinois, à entretenir une promotion permanente du marché local entretient un certain malaise. En effet, toutes les entreprises visitées attendent encore un réel retour sur investissement et entretiennent le « mythe » vis à vis de leurs actionnaires. Quant aux Chinois, ils demandent toujours plus d’investissement.

Si le potentiel de production chinois est aujourd’hui indéniable - premier producteur mondial dans une grande partie des produits manufacturés, PIB égal au PIB français -  par contre sa capacité d’innovation, son adaptation à l’ère numérique, sa faculté de formation du «middle management » restent encore à démontrer.

Enfin tous les problèmes inhérents à la société chinoise, vieillissement de la population, dépendance pétrolière, augmentation probable des salaires, besoin de libertés, enseignement supérieur insuffisant… ont été savamment ignorés ou contournés.

Durant ces 10 jours, nous avons séjourné dans trois villes : Shanghai, Chengdu (une ville de 16 millions d’habitants au centre du pays) et enfin Pékin. Nous avons visité deux sites de regroupement d’entreprises informatiques, une base de production chimique, une usine « française » : Lafarge, une banque chinoise, trois universités, la mission économique française à Shanghai et enfin nous avons pris une part active à la première conférence sino-européenne sur les systèmes d’informations.

Pour structurer les impressions laissées par ce voyage, je diviserais mon propos en deux parties, tout d’abord les acteurs du monde de l’entreprise, puis une vision officielle par le biais de la visite de la mission économique et de la conférence de la communauté européenne.

**Le monde de l’entreprise.**

La coopération entre les entreprises chinoises et françaises, parfois ancienne et fructueuse comme pour Citroën, est difficile à appréhender. Les témoignages des expatriés qui nous ont reçus à Shanghai, montrent néanmoins une convergence d’intérêt : les Chinois ont besoin du savoir-faire occidental, les occidentaux veulent investir le marché chinois. Les problèmes rencontrés sont le plus souvent culturels ou relationnels car il est aisé d’établir des relations «win-win » sino-occidentales.

* **Les entreprises françaises (point de vue des expatriés).**

Basée jusqu’à l’adhésion de la Chine à l’OMC (décembre 2001) sur le joint-venture, la structure des implantations françaises en Chine impose une coopération étroite entre chinois et français. Néanmoins, le niveau d’étude élevé d’une partie de la population et surtout le salaire moyen des ingénieurs chinois, environ 1000 euros par mois, limitent largement le nombre d’occidentaux dans les entreprises, même les entreprises étrangères. Par exemple, il n’y avait aucun français dans l’usine Lafarge que nous avons visitée. L’apport occidental se limite donc à la formation des manageurs chinois et à pourvoir les quelques postes où les contacts avec la maison mère sont nombreux et stratégiques. Les débutants sont donc très rares et doivent parler chinois.

L’attente des entreprises étrangères en Chine est globalement tournée vers le marché intérieur. Les promesses d’un marché de 1,3 milliards d’habitants dont plusieurs centaines de millions de consommateurs potentiels dans les années à venir sont telles que toutes les entreprises se doivent d’investir même si le pari est encore risqué. Par exemple BASF a construit une usine de traitement chimique et acheté un terrain pour en construire 3 autres identiques en fonction du décollage du marché.

Des relations étroites, donc, mais ou le poids des cultures et la méfiance des deux partenaires brident parfois la coopération bilatérale.

* **Les entreprises chinoises.**

La volonté chinoise de dominer le monde économique (pour commencer) est, semble-t-il unanimement partagée. Pour cela les entreprises et le gouvernement chinois cherchent à attirer les investisseurs et les entreprises étrangères pour apprendre et copier le modèle occidental.

Imitation aujourd’hui, innovation demain ; en effet le problème du transfert de compétence ne se pose même pas car il parait obligatoire, tous les postes sauf la direction générale étant occupés par des Chinois. De plus, par tradition les Chinois appartiennent à des familles et des clans pour lesquels ils n’ont aucun secret, mais aussi par obligation, omnipotence du parti communiste, ils rendent compte de tout ce qu’ils font et de ce qu’ils voient. En conséquence, tout ce qui est produit et utilisé devient potentiellement chinois.

La coopération sino-occidentale dans l’entreprise est aujourd’hui assez rentable pour les deux parties, mais les structures mises en place semblent assez fragiles et basées sur un rapport de force favorable aux entreprises occidentales qui fournissent moyens financiers et maîtrise des savoir-faire. Lorsque les entreprises chinoises maîtriseront les processus de production, le système de coopération devra être révisé.

**Les institutionnels.**

Que ce soit lors de la visite de la mission économique française à Shanghai ou lors du colloque UE-Chine sur les systèmes d’information, l’objectif clair des intervenants rejoint celui du monde de l’entreprise : investir le marché intérieur chinois et se placer comme partenaire du futur géant mondial. Encore une fois, les intérêts de tous convergent pour donner de la société chinoise une image idéale.

* **La mission économique.**

Le gouvernement français est particulièrement présent dans le soutien des entreprises. Nous l’avions constaté dans le cadre des festivités de l’année de la Chine en France et lors de la visite du président Chirac. La France jouit d’une image relativement bonne, en comparaison de celle des «ennemis » japonais et américains. Néanmoins seules 1,4 % des importations chinoises proviennent de France contre 18% du japon et 8% des Etats Unis.

La bonne image de la France ne se traduit donc pas en contrats, mais l’effort de la mission économique est constant par le biais d’aides aux entreprises qui veulent s’implanter et par la mise en place d’un «réseau » au sein de la communauté  chinoise, véritable sésame dans la vie économique locale.

Que ressort –il de ce lobbying ?

- Que l’environnement politico-social est favorable, quelles que soient les structures des entreprises, mais qu’aujourd’hui le joint-venture n’est plus obligatoire, et la mission conseille plutôt aux entreprises d’attaquer le marché chinois avec leur structure purement hexagonale.

- Que le gouvernement chinois n’est pas un frein mais plutôt un atout pour les entreprises étrangères, surtout depuis la mise en place d’un contrôle de l’OMC.

- Enfin, que le marché chinois est incontournable et qu’il sera bientôt impossible de lutter contre les entreprises chinoises, si ce n’est pas déjà trop tard.

* **La conférence EC Bridge (European Chinese Bridge).**

Organisée par la communauté européenne pour promouvoir la e-coopération, cette conférence est la première rencontre officielle ou l’UE se présente groupée en Chine. Cette conférence rassemblait plus de 800 personnes : d’un coté les acteurs de la communauté européenne (entreprises, enseignants et politiques) et de l’autre, industriels et représentants du gouvernement chinois.

A la place de l’échange de points de vues que nous attendions, et qui était voulu par la communauté européenne, nous avons vu des entreprises faire leur publicité (Alcatel pour la France) et le représentant allemand de l’UE vanter les mérites de son industrie nationale en distillant des adresses Internet purement germaniques. Le front uni de l’UE en Chine est donc encore loin (comme l’avait déjà souligné la mission économique), lorsque pour tous les contrats d’envergure, des grandes entreprises européennes, voire françaises sont en concurrence.

Du coté chinois l’objectif n’était pas de donner des solutions de coopération mais de recueillir des renseignements exploitables pour les entreprises, et des fonds occidentaux pour leurs projets.

Le bilan de cette conférence est donc mitigé, et s’il y eut échange, chacun poursuivait des objectifs divers bien loin de la coopération initialement prévue.

**Conclusion.**

Ce voyage en Chine fut très intéressant. Nous étions partis avec des questions : par exemple comment faire fortune en Chine ou alors comment lutter contre les délocalisations? Nous rentrons avec encore plus d’interrogations, en particulier quelles sont les capacités réelles de ce pays aux dimensions hors normes ?

Ce qui est sûr, c’est que tous les Chinois croient avoir une revanche à prendre sur l’Histoire. Dominateurs il y a quelques siècles en Asie, ils veulent réussir la révolution numérique pour compléter leur hégémonie actuelle sur la production de biens manufacturés et ainsi disputer aux Etats-Unis la gouvernance mondiale.

Cette issue semble inéluctable, toutes les projections économiques sont unanimes, mais une fois de plus elles ne tiennent pas compte d’un cadre politico-social très difficile à cerner. Notre courte expérience chinoise ne nous aura pas donné beaucoup de réponses mais nous aurons découvert le futur centre de gravité mondial, et la nécessité de s’habituer à une culture totalement différente de la nôtre pour comprendre les enjeux stratégiques futurs.

***L’E S O R S E M***



**Adresse de Madame le Ministre de la Défense**

**aux diplômés de l’ESORSEM**

**École militaire, 26 août 2005**

**O**

fficiers de la **promotion** **"lieutenant-colonel Paul FLANDRE"**, vous achevez aujourd’hui votre stage.

Le diplôme d’officier de réserve spécialiste d’état-major que vous allez recevoir consacre vos nouvelles compétences.

Il vous ouvre grand la porte d’accès aux responsabilités et aux grades supérieurs dans la réserve opérationnelle.

**Venus de tous les horizons de France, mais aussi d’Allemagne, d’Autriche, de Belgique, du Canada, du Danemark, des Etats-Unis, d’Italie, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de Suisse, vous êtes soudés par un même idéal : "servir avec excellence". Votre cohésion, qui s’affranchit des frontières, est une parfaite illustration de cette Europe de la Défense que nous construisons jour après jour.**

**Votre démarche est guidée par une figure exemplaire :**

**Votre parrain, le lieutenant-colonel Paul FLANDRE, vous offre un modèle hors du commun. Rejoignant avec enthousiasme la colonne LECLERC, dont il partagera toute l’épopée, il réunit les valeurs de référence de tout officier : engagement total au service d'un idéal, force de caractère, compétence technique, courage physique. Il fait preuve de la même ténacité dans ses activités civiles, s’imposant dans le monde de l’exploitation forestière avec, déjà, le souci de ce qui ne s’appelait pas encore l’écologie. Citoyen engagé, il servira la France comme député, puis comme président de l’Afrique Equatoriale Française.**

**Homme aux facettes multiples, il vous montre la route à suivre pour mettre pleinement votre disponibilité et votre désir d’action au service du pays. Vous saurez lui faire honneur.**

**Vos professeurs, dont je salue le travail remarquable, ont tous pu constater vos profondes qualités humaines et militaires. Ils sont aujourd'hui récompensés par la magnifique réussite de votre promotion. Ce sont ces mêmes qualités qu'il vous faudra mettre en œuvre dans les multiples missions qui vous attendent.**

**Ce que la Nation attend de vous :**

**Qu'il s'agisse de protection du territoire national, de participation aux opérations extérieures, d'aide aux populations en difficultés ou tout simplement de contribution au bon fonctionnement des armées, votre apport aux forces d'active est désormais indispensable. De votre disponibilité, de votre compétence, de votre motivation, peuvent dépendre le succès ou l'échec des actions entreprises au quotidien.**

**C'est la raison pour laquelle nos pays fournissent un effort important au profit de leurs réserves. Nous en donnerons une nouvelle preuve, dans les mois qui viennent, avec la modernisation de la loi réserve et l'adoption de différentes mesures d'accompagnement.**

**Ces mesures seraient toutefois de peu d'effet sans l'appui et le soutien d'autres acteurs, souvent laissés dans l'ombre.**

**Votre action est relayée et soutenue par votre entourage :**

**Je pense d'abord à vos familles qui doivent supporter le poids de fréquentes absences et la contrainte de calendriers parfois tyranniques. Qu'elles en soient publiquement remerciées aujourd’hui !**

**Je pense aussi à vos employeurs ici présents sans lesquels aucune réserve opérationnelle digne de ce nom n'aurait vu le jour. Leur esprit civique, leur faculté d'adaptation et leur sens de l'intérêt général permettent à nos armées d'employer leurs réservistes dans de bonnes conditions. Ces efforts consentis par les employeurs au profit de la réserve ne resteront pas sans retour.**

**Je n'oublie pas, enfin, les associations dont la vocation est d'éclairer le commandement dans ses choix concernant la réserve. Je pense plus particulièrement ici à la Réunion des ORSEM dont je salue le travail éminemment constructif.**

**\***

**\* \***

**Officiers de la promotion "lieutenant colonel FLANDRE"**, **vous appartenez désormais à la grande famille des ORSEM, issue d'une prestigieuse école dont les racines sont plus que séculaires. Il vous appartient maintenant d’enrichir son histoire. Rayonnez par votre idéal et votre hauteur de vue. Soyez admirés pour votre générosité et votre compétence. Ce sont des engagements comme les vôtres qui maintiennent cet esprit de défense si nécessaire à la cohésion nationale. La cérémonie d'aujourd'hui en porte témoignage.**

***C S E M***



**Présentation de la 119ème promotion**

**La**

119ème promotion du cours supérieur d’état-major rejoindra l’enceinte de l’école militaire le 3 janvier 2006. Exclusivement masculine, elle sera composée de 55 officiers français et 7 étrangers.

Parmi les officiers français, onze sont issus de l’infanterie, dix de l’arme blindée cavalerie, sept du génie, cinq de l’artillerie, cinq de l’aviation légère de l’armée de terre, trois du train, deux du matériel, un des transmissions, et onze des troupes de marine. Leur âge moyen est de 36 ans.

Les officiers étrangers viennent d’Allemagne (3), du Royaume-Uni (1), des Etats-unis (1), de Grèce (1), d’Autriche (1).

Le stage du CSEM ne débutant qu’en janvier 2006, et les officiers futurs stagiaires ayant été affectés au CESAT à compter du 1er août 2005, ceux-ci ont été désignés pour des missions de courte durée en OPEX : 16 sont partis en Afrique, 10 dans les Balkans, 13 en Afghanistan, 12 en état-major opératif ou stratégique.

Lorsque le séjour en OPEX ne recouvrait pas la totalité du quadrimestre d’avant stage (cas d’un départ en OPEX avant l’été), ils ont complété leur expérience par un séjour en état-major opérationnel en région parisienne (8 officiers au CCOAT, 1 à l’EMAT/BPO, 8 au CPCO), ou ont été mandatés sur des études à caractère opérationnel sous la tutelle du CDEF (4 officiers).

En complément, certains officiers participent également à des exercices de la FAT (3 officiers seront insérés dans l’exercice Viking du 05 au 16 décembre 2005).

Ces projections de « pré-stage » permettent de remettre les officiers en contact avec la réalité opérationnelle de notre armée de terre, après une période consacrée à la préparation du concours souvent exempte de toute activité opérationnelle (28 futurs stagiaires ont préparé le concours en école).

Nul doute que ces projections sont bénéfiques à la fois à la culture personnelle et professionnelle des stagiaires dans la perspective des futures études opérationnelles qu’ils mèneront durant leur scolarité, mais aussi au Collège de l’enseignement supérieur de l’armée de terre dont le rayonnement se trouve conforté par ces ambassadeurs très appréciés des organismes bénéficiaires !

**La bataille de Mareth 16 - 26 mars 1943[[40]](#footnote-40)**

*Par le Colonel BEMELMANS, Commandant le CSEM.*



**Introduction**

**L**

a ligne de fortifications de Mareth a été construite entre 1936 et 1940 par les Français dans le sud tunisien pour se protéger des tendances expansionnistes des Italiens depuis la Libye alors colonie italienne. Toutefois, les premières fortifications furent édifiées par la troisième légion d'Auguste dont la mission était de préserver le sud de la Tunisie contre les raids périodiques des peuplades sahariennes. Elle joue à nouveau un rôle militaire en 1943.

*Automitrailleuse d’un peloton blindé*

*des forces françaises*

En effet, la bataille de Mareth marque le retrait des forces de l'Axe à hauteur de l'oued Akarit. Mais la première partie de la bataille se solde par l'échec de la VIIIème armée du général Montgomery. Seule une manœuvre de contournement par l'ouest lui permet de repousser les forces germano-italiennes. Anicius Fautus, le concepteur romain de la première ligne de fortification avait planifié cette tactique plus de deux mille ans plutôt.

**Les forces en présence :**

Forces germano-italiennes : 1ère Armée germano-italienne, 15ème et 21ème Panzerdivisions

Forces alliées : VIIIème Armée

Le rapport de force est favorable aux forces alliées dans tous les domaines

1. Légère supériorité numérique des bataillons d'infanterie.
2. Grande supériorité de l'artillerie et des pièces anti-char accrue par la qualité des matériels.
3. Supériorité décisive des matériels blindés.
4. Supériorité aérienne écrasante.

***RAPFOR numérique :***

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | FORCES ALLIEES | FORCES DE L'AXES |
| PERSONNELS | 160 000 | 76 000 |
| CHARS | 750 | 150 |
| ART | 700 | 450 |
| AVIONS | 535 | 123 |

**Intention du général Montgomery :**

Renseigné par une reconnaissance aérienne et terrestre, appuyé par les unités d'artillerie, mener une attaque en force, de nuit, par une division et une brigade blindée et exploiter en profondeur la brèche par les élé­ments principaux de la VIIIème Armée.

**Intention du général Messe :**

Tenir les défilés de la région Est de Gafsa.

Empêcher à tout prix l'effondrement de la position de résistance.

Tenir le débouché d'El Hamma.

**Premiers projets de défense du sud tunisien**

Le tracé initial de la ligne Mareth est approuvé par le général Georges en avril 1934. Il prévoit une ligne de fortification d'une trentaine de kilomètres qui consiste à suivre l'oued Zigzaou jusqu'à une colline située à 30 kilomètre au sud sud-ouest de Mareth. Ce projet doit garantir la pro­tection des 9/10ème de la Tunisie.

**Extension de la ligne Mareth**

Entre 1935 et 1939, la ligne Mareth est étendue puis complétée par un dispositif offensif. Sous l'action du général Rime-Bruneau, la ligne est prolongée jusqu'aux monts Matmatas. Mais le choix de suivre l'oued Zigzaou ne permet pas d'englober la crête qui se détache vers le sud à partir du Kef en N'Soura. Il est donc décidé de compléter le dispositif par la fortification de Ben Gardane et Tataouine.

Cette ligne, baptisée ligne Maginot du désert, s'étend sur 45 kilomètres et relie la mer aux monts de Matmatas (corridor avec des points de passage obligé si on veut éviter la montagne). En fait, elle relie Mareth à Tataouine plus au sud. Elle comporte :

- 40 casemates d'infanterie,

1. 8 grandes casemates d'artillerie,
2. 15 PC

- 28 points d'appui

**Derniers projets**

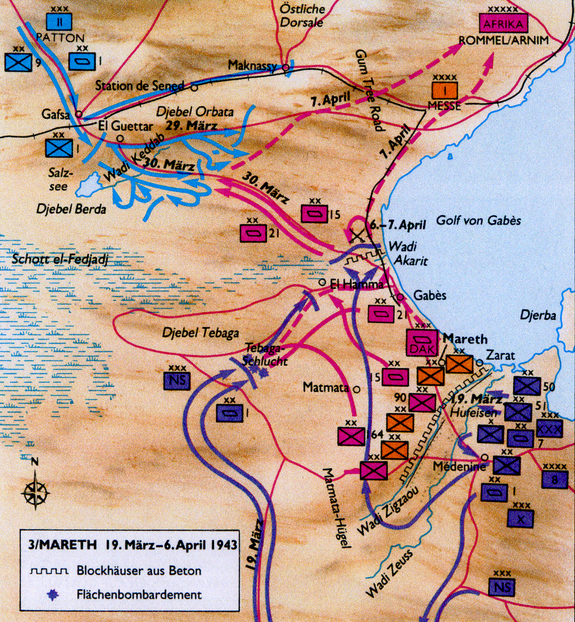
Au lendemain de la défaite de 1940, la ligne Mareth est désarmée sous le contrôle de la commission d'armistice italienne et les ouvrages sont partiellement démantelés. Ces ouvrages sont à nouveau réarmés par l'Afrika Korps en 1942 pour retarder l'avance de la VIIIème armée britannique.

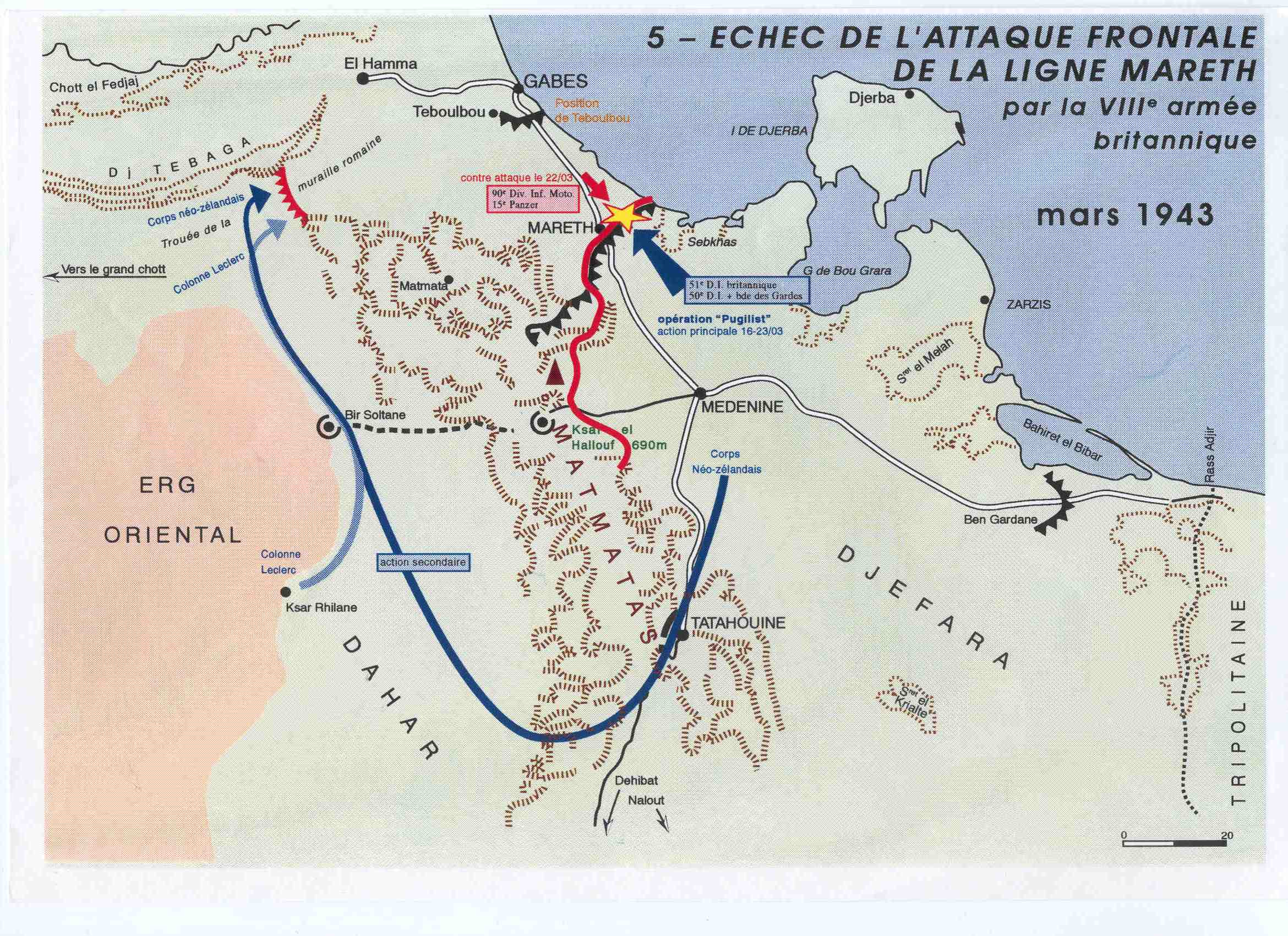
Plusieurs centaines de kilomètres de barbelés ont alors été posés, 100 000 mines antichars, 70 000 mines anti-personnels et des abris sont mis en place par les Allemands et les Italiens.

**Utilisation de la ligne Mareth**

Après la défaite d'El-Alamein en octobre 1942, les forces de l'axe se replient vers l'ouest. En 1943, Rommel décide donc d'utiliser la ligne Mareth conformément aux conceptions françai­ses. Le 23 février 1943, il lance l'opération Capri dont le but est d'anéantir les forces alliées en cours de déploiement entre Médénine et la ligne Mareth. Sa manœuvre est similaire à celle de Bir Hakeim mais elle ne surprend pas les forces alliées d'autant moins qu'ils bénéficient d'un rap­port de force largement favorable.

Le 6 mars, Rommel attaque avec trois divisions blindées mais il perd 640 hommes et 52 chars alors que la VIIIème ne déplore que 130 tués et un char détruit. Suite à cet échec Rommel stoppe l'opération Capri et quitte l'Afrique laissant le com­mandement à Von Arnim.





**Echec de l’attaque frontale de la ligne Mareth**

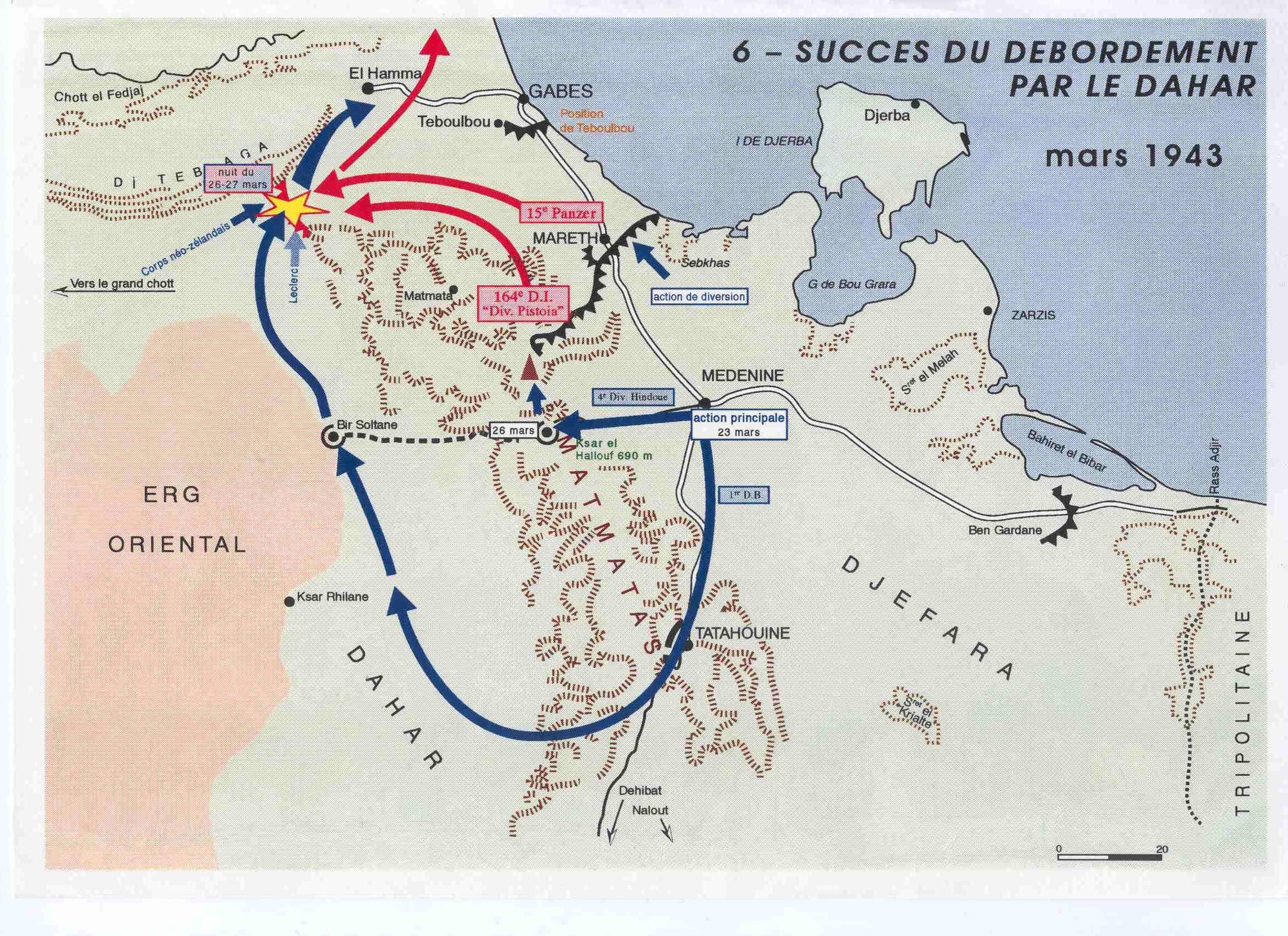
Le général Montgomery, en dépit des objections du général Rime-Bruneau qui propose un mouvement tournant par le défilé de Ksar el Hallouf puis le Dahar afin de prendre l'ennemi à revers, décide une attaque frontale. Il lance, le 16 mars 1943, l'opération Pugilist qui se traduit par un sanglant échec. Le 20 mars 1943, un énorme assaut est lancé contre les positions allemandes, le front est large de 30 Km ! Les fantassins prennent plusieurs points d'appui mais les sapeurs ne parviennent pas à faire franchir l'oued, véritable fossé anti-char. Le 22 mars 1943, une contre attaque rejette les Britanniques sur la rive droite. L'attaque frontale du XXXème Corps d'armée, près de la mer Méditerranée, se solde donc par un échec.

Un mouvement de contournement secondaire, par le désert, est également stoppé. Conduit par le l0ème Corps néo-zélandais, commandé par la général Freyberg et la colonne Leclerc, il va apporter la solution.

**Succès du débordement par le Dahar**

Le général Montgomery décide d'abandonner l'attaque frontale. Le 23 mars 1943, il adopte l'action indirecte suggérée par le général Rime-Bruneau. Il décide donc un contournement par le Dahar avec un tiers des forces de la VIIIème Armée. Simultanément, l'assaut face à Mareth est donné par les 50ème et 51ème DIV INF et la 4ème DIV Hindous qui escalade les monts Matmatas. Une tempête de sable dissimule les chars britanniques pendant qu'ils traversent un col hérissé des deux côtés de canons antichars ennemis, avant de se déployer de l'autre côté. Face à cette menace de contournement, les Allemands décident d'évacuer la ligne Mareth et de se replier sur la ligne de l'oued Akarit.

Le 26 mars 1943, la colonne de Leclerc parvient à El Hamma, se retrouvant ainsi sur les arrières allemands, et complétant l'encerclement des forces alliées. La VIIIème Armée remporte la bataille de Mareth et celle de l'oued Akarit. La 1ère armée germano-italienne, commandée par le général Messe, est forcée de battre en retraite en direction de Gabès, elle vient de perdre 70 000 hommes, 31 batteries et 60 chars.



|  |
| --- |
| **The 1st Cav in Vietnam –Anatomy of a division[[41]](#footnote-41)** |

*Par le Chef d’Escadron David CRUZILLE de la 117° promotion du CSEM*

**S**

* **L’AUTEUR:**

helby STANTON est un historien militaire particulièrement reconnu aux Etats-Unis. Il a servi au Vietnam comme officier d’infanterie et suivi les stages parachutiste, commando et forces spéciales. Après six ans d’opérations en Asie du sud-est et une grave blessure au Laos, il quitte l’armée avec le grade de capitaine.

Son œuvre comprend « Rangers at War », « Rise and Fall of an American Army », « US Ground forces in Vietnam »et deux ouvrages monumentaux: « Vietnam Order of Battle » et « US Army Order of Battle: World War II »

Il habite actuellement dans la ville de Bethesda, dans le Maryland.

* **L’OUVRAGE :**

L’ouvrage traite de la 1st Cavalry Division (Airmobile) depuis sa création en 1965 jusqu’à la fin de son emploi au Vietnam en 1972.

* ***Les grands principes :***

Le cœur du concept de la 1st Cav Division est d’utiliser les caractéristiques de célérité, réversibilité et capacité de surprise de la cavalerie chère aux Américains dans le cadre de la conquête de l’Ouest en remplaçant les chevaux par les hélicoptères. L’idée est de créer une cavalerie « aéromontée » qui puisse insérer des combattants au cœur du dispositif ennemi, rapidement et brutalement, tout en étant capable de les extraire en cas de difficulté ou sitôt la mission terminée. L’auteur définit cette capacité de manœuvrer comme la « manœuvre verticale ».

La 1st Cav devra posséder les moyens de reconnaissance (hélicoptères de reconnaissance, équipes de reconnaissance dans la profondeur), d’assaut (hélicoptères armés de roquettes, de mitrailleuses et de lance-grenades et infanterie d’assaut), d’appui (artillerie pouvant être transportée sous élingue, moyens du génie pouvant aménager le terrain et faire des travaux de protection) et de transport (hélicoptères moyens et lourds) capables d’être employés de façon coordonnée entre eux mais également en intégrant l’appui de l’aviation et de moyens d’artillerie plus lourds.

La coordination des actions est un aspect fondamental qui implique un commandement en vol pour les actions d’héliportages et un réseau de communications performant pour la conduite des opérations.

* ***La creation : s’affranchir des mentalites habituelles***

La 1st Cav n’est pas créée à l’origine pour être engagée au Vietnam mais résulte d’une expérimentation d’unité aéromobile lancée en 1962 avec l’appui de Robert Mac Namara, Secretary of Defence, sous l’impulsion d’officiers américains parachutistes. Ceux-ci sont convaincus de l’intérêt d’utiliser l’hélicoptère comme moyen d’exercer une action offensive à un endroit imprévisible par l‘ennemi et sur court préavis dans la pure tradition de la cavalerie américaine du 19ème siècle.

Le fait d’utiliser l’hélicoptère n’est pas nouveau puisque la division d’infanterie américaine de l’époque comprend une centaine d’hélicoptères pour 15000 hommes et 3000 véhicules. En revanche, il s’agit pour la 1st Cav d’articuler son combat autour de la 3ème dimension qui lui permet de s’affranchir du terrain. La 1st Cav comprendra ainsi 400 à 500 hélicoptères pour 15000 hommes et 1000 véhicules.

Fruit d’un brain-storming mené pendant deux mois par des officiers convaincus de l’intérêt de l’aéromobilité, l’expérimentation de la 1st Cav dure de janvier 1963 à janvier 1965 et s’appuie principalement sur les hélicoptères UH1 D et CH47.

Née dans le scepticisme de nombreux chefs militaires américains, la 1st Cav sera une grande unité d’infanterie et d’hélicoptères alliant sa capacité d’assaut par air au spectre plus large des modes d’action de cavalerie et obtiendra ses lettres de noblesses au Vietnam qu’elle rejoint dès 1965.

* ***Les modes d’action :***

Les principaux modes d’action employés par la 1st Cav au Vietnam sont au nombre de 7.

* ***air assault (assaut par air)***

Ce mode d’action consiste à héliporter de façon brutale des unités d’infanterie sur un ennemi localisé afin de le détruire. La brutalité de l’assaut est garante du succès de l’opération et dépend d’une excellente préparation et d’une parfaite coordination de la manœuvre d’infanterie et des appuis d’artillerie et d’aviation.

Les unités d’infanterie étant susceptibles de rencontrer un ennemi supérieur en nombre, ce mode d’action implique de disposer d’une réserve d’infanterie suffisante pouvant être héliportée sur court préavis.

Ce mode d’action est particulièrement adapté dans un terrain difficile accessible pour la seule infanterie et où l’ennemi bénéficie d’un sentiment d’impunité compte tenu des contraintes terrain qui interdisent toute intervention rapide hormis par la 3ème dimension.

* ***sustained pursuit (poursuite, prise en chasse d’une unité)***

Ce mode d’action consiste à prendre en chasse des unités ennemies qui tentent de s’exfiltrer en mettant en place très rapidement des unités d’infanterie pour leur couper toute possibilité de retraite et les encercler. Cette manœuvre « par le haut » permet de déborder le dispositif défensif ou retardateur ennemi.

Une fois l’unité ennemie encerclée, l’emploi massif de l’artillerie, de l’aviation ou de roquettes tirées à partir d’hélicoptères permet de réduire ses capacités de façon significative avant l’assaut final de l’infanterie.

* ***clearing operation (opération de nettoyage)***

Ce mode d’action consiste à prendre le contrôle d’une région en décelant puis en détruisant ou chassant l’ennemi qui s’y trouve.

Le premier principe est d’engager des moyens d’infanterie suffisants et de fournir un appui conséquent dès qu’un ennemi est localisé. Le rôle de la réserve disponible sur très court préavis est ici prépondérant. La 1st Cav avait ainsi un dispositif de réserve avec un premier échelon à 30 minutes au profit de chaque unité fourni par une unité du niveau inférieur : un bataillon de réserve au profit d’une brigade et une compagnie de réserve au profit de chaque bataillon.

Le deuxième principe est de mener un contrôle de zone avec des reconnaissances armées menées par les hélicoptères, des embuscades menées par l’infanterie et des opérations de police conduites en utilisant les hélicoptères de transport pour arrêter et évacuer les suspects.

Il est important de noter que l’utilisation de véhicules blindés adaptés pour certaines opérations à la 1st Cav fournira un appui décisif pour la réduction de dispositifs défensifs ennemis renforcés.

* ***flexible response (capacité de réaction adaptée)***

Ce mode d’action a d‘abord été un mode d’action de circonstance élaboré pendant l’offensive nord-vietnamienne du Têt en 1968. Il a consisté à prendre à revers les assaillants en héliportant des unités entre les unités au contact et leur dispositif logistique. L’attaque conjointe de l’infanterie et des hélicoptères armés a d’abord forcé l’ennemi à réarticuler son dispositif face à ce nouveau front et sous la menace d’une coupure de son soutien logistique puis à retirer le reliquat de ses forces.

Ce mode d’action a été rendu possible par l’utilisation offensive de moyens aéromobiles regroupés au sein d’une grande unité. Il est important de noter que les nombreux autres hélicoptères présents au sein des divisions d’infanterie américaines étaient employés dans une logique restrictive de transport.

* ***cavalry raids (raids aéromobiles)***

Ce mode d’action consiste à mener des attaques rapides en territoire ennemi pour remplir une mission spécifique. Il n’y a pas intention de tenir le terrain et l’unité se retire rapidement dès que la mission est accomplie.

Il s’agit en général de détruire des unités ennemies identifiées ou un dispositif logistique ennemi.

La principale caractéristique de ce mode d’action est la nécessité d’acquérir le renseignement en autonome compte tenu des élongations et de l’absence de capteurs adaptés pendant la guerre du Vietnam. Même s’il n’y a pas volonté de tenir le terrain, les unités d’infanterie héliportées sont largement utilisées comme c’est le cas pour la majeure partie des engagements de la 1st Cav au Vietnam.

* ***cavalry screen (jalonnement aéromobile)***

Ce mode d’action est tout à fait comparable à la mission de jalonnement menée par l’ALAT française. Il consiste à renseigner en permanence sur la progression ennemie tout en profitant de chaque opportunité pour lui infliger des pertes afin de gagner des délais et diminuer la capacité de combat de l’ennemi en offensive.

Le point particulier du jalonnement mené par la 1st Cav est une fois de plus l’engagement systématique d’unités d’infanterie compte tenu de la végétation de la région et de la nature de l’ennemi composé principalement de fantassins. Néanmoins, de nombreux véhicules sont détruits par les hélicoptères armés.

L’ennemi est recherché par petites unités et dès sa localisation effective, le principe de regroupement rapide des moyens permis par la capacité aéromobile est mis en œuvre : « the total power of an airmobile division is greater than the sum of its parts ».

* ***cavalry exploitation (exploitation aéromobile)***

Ce mode d’action consiste à valoriser une offensive amie en menant simultanément des attaques sur l’arrière ou au sein du dispositif ennemi en cours de désorganisation. Il sera particulièrement utilisé lors de l’attaque du sud-est du Cambodge en 1970 pour détruire les bases logistiques de l’armée nord-vietnamienne et du Vietcong.

La principale caractéristique de ce mode d’action est l’engagement commun avec d’autres unités d’infanterie du niveau division en plus de la traditionnelle coopération avec les appuis d’artillerie et l’aviation.

Le principal problème est celui des communications compte tenu des fortes élongations, sachant que la coordination des moyens engagés est, comme pour tous les modes d’action, la clef de la réussite de l’engagement de la 1st Cav.

* **AVIS PERSONNEL :**

La 1st Cav présente les avantages nombreux, les impératifs de mise en oeuvre et les contraintes incontournables de toute grande unité aéromobile mais se caractérise également par la notion de couple infanterie-hélicoptère.

Les caractéristiques des unités aéromobiles de réversibilité, de rapidité et la capacité de s’affranchir du terrain pour attaquer l’ennemi dans les zones inaccessibles par les routes étaient particulièrement adaptées aux zones de forte végétation et parfois montagneuses du Vietnam. De plus, dans le cadre d’un conflit très gourmand en unités à déployer sur le terrain, la 1st Cav était particulièrement adaptée grâce à sa capacité à basculer rapidement d’une zone à une autre et remplir ainsi une nouvelle mission dans des délais restreints. En revanche, les caractéristiques mêmes de la zone d’engagement impliquait une participation importante des moyens d’infanterie au sein de la division.

Les impératifs de préparation des missions, de recherche du renseignement et d’étroite coordination entre les unités au contact et les unités d’appui sont également, caractéristiques d’une action aéromobile. Ainsi, la saisie d’une DZ nécessitait une coordination et une conduite en temps réel extrêmement précise afin de gérer l’emploi successif voire simultané des hélicoptères de reconnaissance, de commandement, d’appui roquettes ou mitrailleuses, de transport d’infanterie d’assaut, de transport d’artillerie sous élingue, de transport logistique puis des appuis d’artillerie et des demandes d’appui aviation. La coopération interarmes était permanente et souvent opérée sous la contrainte ennemie. Le rôle des appuis dans les engagements était systématique et conditionnait souvent la réussite de la mission.

Les conditions météorologiques contraignantes du Vietnam compliquent souvent mais ne remettent pas en cause l’engagement des hélicoptères. Nécessité faisant loi, la prise de risque météorologique est parfois très élevée mais aboutit rarement à des accidents. Souci semble-t-il permanent des unités aéromobiles, la disponibilité des appareils est limitée par l’absence de pièces de rechange : la disponibilité moyenne des UH1 D est de 60 à 70% et celle des CH47 de 40%. La tactique s’adapte alors à la disponibilité des appareils.

La grande spécificité de la 1st CAV est la notion de couple infanterie-hélicoptère.

Ces deux moyens sont utilisés presque systématiquement ensemble et ceci dans des missions offensives particulièrement risquées. Cela est possible d’une part parce que l’époque n’est pas encore à la limitation des pertes humaines comme en témoignent les 50 000 morts américains du conflit, d’autre part parce qu’il n’y a pas encore eu la « sacralisation » des hélicoptères que nous connaissons aujourd’hui et qu’un hélicoptère est considéré à l’époque comme un véhicule de combat certes particulier mais dont la perte n’est pas dramatique.

La 1st CAV a souffert pendant tout son engagement du renouvellement fréquent de ses combattants suite aux décès, blessures et relèves annuelles des soldats sur le territoire. Néanmoins, le fait de rassembler dans la même unité fantassins et hélicoptères permettait une coopération étroite et efficace. A l’image de la 101 (US) Airborne et de la 16(UK) Air Assault Brigade, il semble intéressant de rassembler dès le temps de paix fantassins et hélicoptères dans une même grande unité.

Ne perdons pas le sourire

**FICHE**

A l'attention des officiers d'Etat-Major qui auraient l'intention

de s'établir une image de marque pour paraître dans le vent.

**D**

*Texte fourni par le Colonel (H) Robert DECLOQUEMENT, de la promotion Laperrine.*

ans les couloirs d'un Etat-Major toutes les portes claques, tout le monde court, c'est la frénésie. S'agit-t-il de sacrifier au dieu "rendement" ? Nullement, il importe de donner l'impression d'une activité débordante.

Voici donc quelques conseils à l'usage de ceux qui auraient l'intention de perfectionner leur rictus de l'effort, et donc de se faire remarquer en bien, dans le but louable de se faire attribuer l’un des rares barreaux distribués pour l’ensemble de l’organisme dans lequel ils servent.

1. Ayez toujours l'air absorbé et légèrement soucieux ; seuls les imbéciles, les subalternes et les Américains ont l'air détendu pendant les heures de travail.
2. Ayez toujours l'air pressé. Courez dans les couloirs même si vous allez vous promener. Vous serez classé parmi les gens dynamiques, ce qui constitue un label des plus estimés.
3. Réapprenez au plus vite tout ce que votre mère vous a défendu pendant votre enfance: claquez les portes, raccrochez violemment le téléphone, jurez le plus possible quand il est nécessaire de paraître en colère.
4. Ne vous déplacez jamais sans un porte-document bien rempli, c'est essentiel. Au besoin bourrez-le avec des vieux journaux.
5. A propos de journaux, le "Monde" est recommandé pour le standing. L'ennui est que vous serez obligé de le parcourir pour pouvoir dire " j'ai lu le Monde". Mais rien ne vous empêche de dévorer L'Equipe ou France-soir, pourvu que cela soit à huis clos et sans témoin.
6. Comme il est bien vu à votre âge d'avoir des idées originales, ayez-en quelques unes. Mais veillez à ce que ce soient bien les mêmes idées que celles de vos collègues, sans quoi vous pourriez passer pour un dangereux idéaliste;
7. Vous pouvez travailler c'est bien ; faites le savoir c'est mieux. Prenez du temps pour expliquer à vos supérieur que vous êtes surchargé et réclamez sans cesse un adjoint (il fera le travail à votre place).
8. La mode étant aux rapports concis, présentés de façon claire, vous devez rédiger les vôtres en style télégraphique. Affirmez péremptoirement ce qui vous passe par la tête et vous aurez l'esprit de synthèse. Ne rédigez jamais une étude sérieuse et approfondie, qui vous ferait passer pour un officier ayant seulement l'esprit d'analyse. Sachez-le, ça fait rétrograde et besogneux.
9. Ne quittez jamais le bureau avant l'heure de la sortie. Vous devez rester au-delà, faisant en sorte que votre départ coïncide avec celui de votre supérieur, sinon à quoi cela servirait-il de poireauter dans votre bureau?
10. Ne vous étonnez jamais de rien, d'abord parce quoique l'on vous annonce, vous le saviez déjà, y compris et surtout, ce que vous ne deviez pas savoir…et que vous apprenez par cette méthode.
11. Il est utile de jeter au hasard des discussions: « cette nuit j'ai pensé aux problèmes du déploiement des bases »…Naturellement c'est faux , mais qui peut vérifier ?
12. Organisez beaucoup de réunions. On n’y fait généralement pas grand chose, mais cela permet d'être assis un moment et c'est d'un excellent effet psychologique.
13. Emaillez votre conversation de locutions techniques d’une armée étrangère quelles qu'elles soient, même si elles n'ont aucun rapport avec le sujet. L'important est que personne ne comprenne. Les termes abstraits et inconnus (que pour ne pas paraître ignare on ne vous demandera pas de traduire) forcent le respect.
14. Lorsque vous prenez des permissions, dites bien que c'est pour faire plaisir à votre famille, ça fait sérieux. Il faut éviter de donner à penser que vous préférez le ski, la plongée ou plus simplement la chaise longue, au travail.
15. Et si, au bout d'un certain temps, cette politique ne vous a pas fait progresser, c'est que vous avez affaire à des supérieurs intelligents (c’est une malchance qui hélas existe), alors demandez vite votre mutation pour exercer ailleurs l’expérience acquise.

**Notes de lecture**

***Par le Général de corps d’armée (2°s) Jean-Noël SORRET***



# 

* **Le livre, mémoire de l’histoire :**
* ***« Réflexion sur le livre et la mémoire de la Guerre d’Algérie ».***

**Trois**

par Benjamin STORA - Editions Le Préau des collines - Avril 2005 - 270 p. (24 euros).

millions de français ont « fait la guerre d’Algérie ». Un million de français d’Algérie ont quitté leur terre en quelques semaines. Des millions d’algériens ont participé, d’un côté ou de l’autre, à ce conflit dont les séquelles sont toujours très présentes.

L’auteur présente, à travers un inventaire quelque fois un peu surabondant, des tableaux très complets sur tout ce qui a été publié sur cette période. Ces publications ont été, et restent, abondantes : dans un précèdent ouvrage – *Dictionnaire des livres de la Guerre d’Algérie* – paru en 1996, Benjamin STORA a recensé plus de 2500 ouvrages.

Les premiers chapitres sont consacrés à l’histoire du livre, des acteurs que sont les soldats français et des témoignages qu’ils ont diffusés, de la censure, des publications algériennes relatives à « *la guerre de libération nationale* ». De nombreuses biographies et autobiographies situent clairement le rôle des principaux acteurs majeurs de ce long conflit.

On retiendra aussi d’intéressants « portraits », aussi colorés que la terre algérienne : les « pieds noirs », la femme algérienne musulmane, juive.

Le livre aborde ensuite les publications plus contemporaines : celles concernant les jeunes issus de l’immigration toujours confrontés aux cicatrices de ce conflit, jamais totalement refermées, celles plus nostalgiques, des « pieds noirs » qui ne veulent, ou ne peuvent, oublier.

Cet inventaire n’omet pas la place de l’image à travers les nombreux témoignages photographiques, pour la plupart d’origine militaire française, qui ont fait l’objet d’expositions, de catalogues, et qui complètent l’information fournie par le livre.

A ceux qui s’intéressent à ce moment majeur de notre histoire contemporaine ce livre, fruit d’un historien de talent, fournira une solide documentation.

* ***« L’attentat »***

**L’**

Yasmina KHADRA - Editions Julliard - Août 2005 - 268 p . (18 euros).

auteur, ancien officier de l’armée algérienne, fils d’un combattant du FLN, a du prendre un patronyme féminin pour échapper à la censure dans son pays. Auteur de nombreux livres engagés, dont *L’hirondelle de Kaboul[[42]](#footnote-42)* (1), est une voix française du monde arabe.

Il aborde de plein fouet le drame israélo-palestinien, tient en haleine le lecteur jusqu’au dernier mot, jusqu’au dernier souffle du héros terrassé. Je cite le *Journal du dimanche* : dans « ***l’attentat*** *on voit le terrorisme en face, on vacille, on ne sait plus où on en est. Hésitant entre la vengeance et la raison ».*

Le scénario : Les nombreux blessés d’un attentat sont acheminés et traités dans un hôpital de Tel-Aviv où opère, sans discontinue, un éminent chirurgien israélien d’origine arabe. La vie de cet homme admiré, qui a déjoué tous les pièges que dressait son visage d’arabe dans la communauté juive, voit son destin basculé lorsqu’il découvre, dans le cadavre déchiqueté du kamikaze à l’origine de l’attentat, le visage de sa femme.

Sa quête de la vérité, sa soif de comprendre comment et pourquoi la femme qui l’aimait, qui partageait sa vie, est arrivée à cette extrémité, va la conduire à s’enfoncer dans un monde qu’il refusait de voir.

Un des meilleur ouvrage de la rentrée

Il me semble intéressant de signaler la parution de deux livres, issus de colloques organisés par le *Comité pour l’histoire de l’armement*.

- Le premier :

**A**

* ***« Histoire de la coopération européenne dans l’armement »*** est paru en 2004 sous la direction de Jean-Paul HEBERT et de Jean HAMIOT

travers la description de grands programmes européens, réussis comme le NH 90 ou des échecs comme le char franco-allemand, ce document analyse la transformation du paysage industriel de l’armement français et, malheureusement, trop fragmentairement, européen. Il constate que si, dans de nombreux cas il existe maintenant une *« production commune voire unique*», les « *clients* » donneurs d’ordres sont encore multiples et l’autonomie stratégique européenne est une perspective aussi lointaine qu’incertaine...

- Le deuxième :

* ***« Deux siècles d’histoire de l’armement en France »***  qui vient de paraître sous la direction de Dominique PESTRE.

**Autres parutions intéressantes**

* ***« De Tchernobyl en Tchernobyls »***

Par Georges CHARPAK, Richard GARWIN, Venance JOURNE’

**A**

Editions Jacob - octobre 2005 - 568 p. (25,90 euros)

ssisté d’un physicien, académicien américain et d’un chercheur au CNRS, Georges CHARPAK, prix Nobel de physique, dresse à la fois un état des lieux du nucléaire (militaire et civil) et nous met en garde contre les menaces que cette forme d’énergie (et d’arme) constitue pour notre sécurité et notre survie.

L’effort de pédagogie est manifeste. La volonté d’essayer d’être exhaustif, de fournir le maximum de données chiffrées, constitue la richesse de ce document mais aussi sa densité.

L’articulation en une douzaine de chapitres relativement indépendants, citons par exemple: *l’énergie nucléaire civile, les armes nucléaires, sécurité accidents et risques industriels*, facilite la bonne compréhension de ce document. Un riche index permet aussi d’accéder à des informations ciblées.

C’est un bon travail de professionnels.

* ***« Shalimar le clown »*,** *Le roman du Cachemire*

**C**

De Salman RUSHIE - Editions Plon - septembre 2005 - 442 p. (22 euros)

urieusement, et tragiquement d’actualité, ce nouveau livre (déjà ancien car traduit de l’anglais) est un roman qui se présente comme une fresque décrivant la vie de tumultueux personnages sur trois continents : l’Amérique, l’Europe et l’Asie, en l’occurrence le Cachemire.

La parution de ce livre est aussi l’occasion de rappeler que cet intellectuel est un militant actif d’un Islam modernisé et de citer son propos (paru dans un récent quotidien régional) à ce sujet : Un Islam modernisé *n’est possible que dans la diaspora, en Angleterre, en Amérique, en France…. Le monde arabe est trop conservateur. Ailleurs les musulmans sont presque tous laïques mais ils ne le montrent pas…..Résultat, ce sont les fondamentalistes qui tiennent le haut du pavé….Pourtant, je crois que le fondamentalisme musulman sera de courte durée. Là où les tenants sont au pouvoir, ils sont haïs. ……. Ce sera comme pour le communisme soviétique qui s’est effondré après soixante huit ans. Il reste quarante ans, ce n’est rien au regard de l’histoire*.

1. *Colonel Roger Trinquier, La Guerre, Albin Michel, 1980. 280 p. Comme quoi nul n’est prophète en son pays* [↑](#footnote-ref-1)
2. *Je précise que je ne porte pas de jugement de valeur sur la qualité de cette abondante production. Il y a beaucoup de médiocrités, de livres « faciles », des modes dans les sujets, et des modes de pensées. Mais au moins, il y a assez pour qu’un lecteur un tant soit peu assidu puisse se faire sa propre vérité.* [↑](#footnote-ref-2)
3. *Dans la campagne d’Espagne, ce furent les maréchaux de Napoléon qui furent battus par Wellington, pas le maître en personne.* [↑](#footnote-ref-3)
4. *Lequel cite sept auteurs français dans son « Anthologie mondiale de la stratégie » (édition 1991), aux chapitres XXième siècle, et ère nucléaire, sur 40 auteurs.* [↑](#footnote-ref-4)
5. *A titre d’exemple, il y avait, à l’EAABC de Saumur, dans les années 70, toute une série de documents de référence doctrinale soviétiques, traduits par un organisme militaire américain.* [↑](#footnote-ref-5)
6. *Il se peut que les directeurs de recherche aient d’autres visées sur leurs étudiants, dont les thèses contribuent souvent à leurs propres travaux. C’est à l’institution militaire de défendre ses propres intérêts, afin que les travaux qu’elle subventionne directement la servent.* [↑](#footnote-ref-6)
7. *Aux Etats-Unis et en Allemagne, un officier « qui a publié » suscite l’admiration de ses pairs, et jouit de la reconnaissance du commandement. Il ne semble pas que le commandement français fasse preuve d’autant d’enthousiasme à l’égard de ses officiers « qui ont publié »…* [↑](#footnote-ref-7)
8. *Les titres des parties sont éclairants : « Unfit to Lead », « First, Command Yourself », « Painting the Wrong Picture », « The Tactics of Defeat », “The Butchers », “Naked Into Battle”, “Planning for Disaster”, et “Ministerial Irresponsibility”.* [↑](#footnote-ref-8)
9. **Observatoire des Relations Franco-Allemandes pour la Construction Européenne (119 Ginnheimer Stadtweg – 60431 FRANKFURT am MAIN – Allemagne).** [↑](#footnote-ref-9)
10. *Dénomination officielle de l’Armée Allemande à compter 22février 1956* [↑](#footnote-ref-10)
11. *Armée Nationale du peuple* [↑](#footnote-ref-11)
12. *Commandement de l’Armée allemande Est* [↑](#footnote-ref-12)
13. *Staatssicherheit/Services de sécurité de l’Etat (Police secrète)* [↑](#footnote-ref-13)
14. *Conférences de Bangkok en avril et de Vienne en juin 1993 - cette dernière organisée par l'ONU sur les droits de l'homme. Une cinquantaine de gouvernements asiatiques firent front avec un certain succès en contestant l’universalité des “valeurs occidentales”.* [↑](#footnote-ref-14)
15. *Most Favored Nation", ou "Normal Trade Relations", clause qui garantit à un pays partenaire les meilleures conditions commerciales accordées à d'autres. Exceptionnellement vis-à-vis de la Chine, le Congrès imposait alors le renouvellement de cet avantage commercial chaque année.* [↑](#footnote-ref-15)
16. *APEC : "Asia Pacific Economic Cooperation", groupement souple des pays riverains de l'Océan Pacifique, favorisant les échanges économiques entre eux.* [↑](#footnote-ref-16)
17. *Le "Democratic Progressive Party" (DPP) prône l'indépendance de Taiwan.* [↑](#footnote-ref-17)
18. *("copyrights",ou IPR “Intellectual property Rights”)* [↑](#footnote-ref-18)
19. *Vaste catégorie recouvrant les tissus, vêtements, tapis, cuirs, etc* [↑](#footnote-ref-19)
20. *L'expression "constructive engagement" désigne une politique active de contacts constructifs.* [↑](#footnote-ref-20)
21. *La délégation chinoise comprenait en particulier le chef d’état-major général-adjoint*

    *Xiong Guangkai (affaires stratégiques, Taiwan, renseignement militaire), le nouveau commandant de l’armée de l’air Liu Shunyao, le commandant de la Région militaire sud (Canton) Tao Bojun, le directeur-adjoint du Département général logistique Wang Tailan, le commandant-adjoint de la Marine (et ex-chef du Département équipement de l’EMG) He Pengfei, le commandant-adjoint de la*

    *Seconde artillerie (missiles balistiques stratégiques et tactiques) Zhao Xijun, ainsi qu’un assistant du ministre des affaires étrangères, Yang Jiechi, et un du Bureau des affaires extérieures de la Défense, Zhang Maohai.* [↑](#footnote-ref-21)
22. *Mais il s'agit d'une fausse symétrie. Le "Groupe de Shanghai" fidèle à l'ancien président JIANG Zemin, majoritaire dans la nouvelle direction chinoise, est conservateur en politique étrangère. Au contraire, les "néo-conservateurs", très influents autour du président Bush, exercent une influence stratégique de droite, nouvelle et radicale.* [↑](#footnote-ref-22)
23. *Livraisons d’armements qui ne sont d’ailleurs pas encore toutes exécutées au début de 2005 en raison de plusieurs désaccords taiwanais.* [↑](#footnote-ref-23)
24. *Depuis longtemps, des avions américains bourrés de senseurs, de radars, d'appareils de prises de vues.* [↑](#footnote-ref-24)
25. *Sanctions sur le marché américain, que Washington a ré-imposées en janvier 2005.* [↑](#footnote-ref-25)
26. *Décret du 21mai 2005 fixant les attributions des chefs d’état-major.* [↑](#footnote-ref-26)
27. ***CEREMS*** *▪ École Militaire - BP 63 - 00 445 ARMÉES* [↑](#footnote-ref-27)
28. *Le rapport est accessible sur la Toile à* [*http://www.wtec.org/ConvergingTechnologies/*](http://www.wtec.org/ConvergingTechnologies/) [↑](#footnote-ref-28)
29. *Rappelons que "nano" signifie 10-9. Un nanomètre est un milliardième de mètre, soit encore un millionième de millimètre. Un brin d'ADN fait quelques nanomètres de long; un atome de silicium est à l'échelle de quelques dixièmes de nanomètres.* [↑](#footnote-ref-29)
30. *Scanning Tunnelling Microscope [STM]. L'"effet tunnel" est un effet quantique, en vertu duquel des électrons traversent le vide qui sépare d'une surface à observer la pointe de platine ou de tungstène du microscope – ce qui serait inconcevable en physique classique.* [↑](#footnote-ref-30)
31. *En collaboration avec Harry Kroto et Robert Curl qui partagèrent le prix Nobel avec Richard Smalley.* [↑](#footnote-ref-31)
32. *dites encore buckyballs, ces deux appellations se référant au visionnaire Buckminster Fuller et à ses coupoles géodésiques.* [↑](#footnote-ref-32)
33. *Livre disponible sur le site du Foresight Institute à:* *<*[*http://www*](http://www)*.foresight.org>.* [↑](#footnote-ref-33)
34. *C’est le cas de Richard Smalley. A ceux qui affirment étourdiment que le programme de Drexler « violerait les lois de la physique », il est trop facile à ce dernier de répliquer que dans ce cas, la vie elle-même violerait les lois de la physique !* [↑](#footnote-ref-34)
35. *Je me permets de renvoyer le lecteur à mon The Mechanization of the Mind. On the Origins of Cognitive Science, Princeton University Press, 2000.* [↑](#footnote-ref-35)
36. *Le lecteur pourra juger par lui-même en consultant le site* [*http://www.transhumanism.com/articles\_more.php?id=P697\_0\_4\_0\_C*](http://www.transhumanism.com/articles_more.php?id=P697_0_4_0_C) [↑](#footnote-ref-36)
37. *Voir le rapport du groupe ETC - qui fit naguère plier Monsanto sur les OGM -, The BigDown, accessible sur la Toile à <http://www.etcgroup.org/documents/TheBigDown.pdf>. ETC a déposé un projet de moratoire sur les nanotechnologies à la conférence de Johannesbourg, qui n'a évidemment pas été retenu.* [↑](#footnote-ref-37)
38. *Cf. mon Pour un catastrophisme éclairé, Seuil, 2002.* [↑](#footnote-ref-38)
39. *Cf. la mise en garde, très remarquée et discutée, de l'un des informaticiens américains les plus brillants, Bill Joy, parue dans la revue très "branchée", Wired, sous le titre éloquent: "Why the future doesn't need us" (avril 2000). Le sous-titre précise: "Our most powerful 21st-century technologies – robotics, genetic engineering, and nanotech – are threatening to make humans an endangered species." Voir aussi le livre de l'astronome royal britannique, Sir Martin Rees, Our Final Hour. A Scientist's Warning: How Terror, Error, and Environmental Disaster Threaten Humankind's Future in this Century – on Earth and Beyond, Basic Books, New York, 2003.* [↑](#footnote-ref-39)
40. *Pour des raisons de mise en page et d’édition, les cartes ont été légèrement déformées et malheureusement mises en noir et blanc.* [↑](#footnote-ref-40)
41. *De* ***Shelby STANTON – Présidio 1987 en*** *Bibliothèque du CDES (référence M11188)* [↑](#footnote-ref-41)
42. *a été élu* ***Meilleur livre de l’année 2002*** *par deux importantes revues américaines* [↑](#footnote-ref-42)